

Neutral Nations Supervisory Commission
for Korea
SWISS DELEGATION

Confidentiel

R A P P O R T F I N A L

DE MA MISSION DE CHEF DE LA DELEGATION SUISSE DANS LA
COMMISSION DES NATIONS NEUTRES POUR LA SURVEILLANCE DE L' ARMISTCE EN COREE
DU 14 SETEMBRE 1990 au 6 OCTOBRE 1994

Bernard A. SANDOZ



TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	2
LISTE DES ANNEXES	4
ABRÉVIATIONS - GLOSSAIRE.....	5
1. AVANT - PROPOS	9
2. EVOLUTION RECENTE DANS LA PENINSULE COREENNE.....	10
2.1. Au Plan politique.....	10
2.1.1 En République de Corée	10
2.1.2 En République Populaire et Démocratique de Corée.....	11
2.2. Au Plan économique.....	14
2.2.1 En République de Corée	14
2.2.2 En République Populaire et Démocratique de Corée.....	15
2.3. Au plan militaire.....	17
2.3.1 En République de Corée	17
2.3.2 En République Populaire et Démocratique de Corée.....	19
3. LES POURPARLERS EN COURS.....	22
3.1 Les Etats-Unis.....	22
3.2 L'Agence internationale pour l'Energie atomique (AIEA).....	23
3.3 La République de Corée	24
3.3.1 L'Accord de Réconciliation, Non-agression et Echanges et coopération du 13.12.1991, ou "Accord de Base"	24
3.3.2 Le dialogue intercoréen de la Croix-Rouge: La rencontre des membres de familles séparées.....	26
3.4 Le Japon.....	28
3.5 L'évolution en quatre ans	28
3.6 L'attitude de la Chine et de la Russie	31
3.7 Vers une solution ?	32
4. REUNIFICATION.....	35
5. L'ACCORD D'ARMISTICE	43
5.1 La Commission militaire d'Armistice (MAC).....	43
5.1.1 Mission et Activités de la MAC	43
5.1.2 Avenir de la MAC.....	46
5.2 La Commission des Nations Neutres pour la Surveillance de l'Armistice en Corée (NNSC)	49
5.2.1 Mission passée et Activité présente de la NNSC	49
5.2.2 Avenir de la NNSC.....	52
6. LA DELEGATION SUISSE DANS LA NNSC.....	56
6.1 Mission et Rôle de la Délégation	56
6.2.1 Personnel suisse	57
6.2.2 Personnel local.....	60

6.3 Activités de la Délégation	60
6.3.1 Public Relations, Conférences, Visiteurs	60
6.3.2 Réalisations particulières.....	61
6.3.3 Loisirs, Sport	62
6.4 Relations avec les autres délégations dans la NNSC	62
6.5 Relations avec l'UNC-MAC	64
6.6 Relations avec l'Armée sud-coréenne (ROK-A).....	66
6.7 Relations avec la KPA	66
6.8 Relations avec les CPV.....	67
6.9. Relations avec le DFAE.....	67
6.10 Relations avec le DMF.....	68
6.11 Relations avec l'Ambassade de Suisse à Séoul	69
6.12 Relations avec les autres représentations diplomatiques suisses	69
6.13 Aspects administratifs et d'intendance	69
6.13.1 Budget, gestion financière, frais de représentation	70
6.13.2 Sécurité.....	70
6.13.3 Communications	71
6.13.4 Transports.....	71
6.13.5 Voyages de service	72
6.13.6 Locaux, logements.....	72
6.13.7 Matériel et machines de bureau	73
6.13.8 Uniformes	73
6.13.9 Seesendung	73
7. CONCLUSION.....	74
8. ANNEXES	76

Liste des annexes

1. Liste des performances de l'industrie de la RC
2. Liste des séances des divers Comités issus de l'Accord de Base
3. Liste des Sud-Coréens retenus en RPDC
4. Accord UNC-RPDC concernant les "Remains"
5. Déclaration de la KPA du 28.4.94
6. Lettre de la NNSC, du 8.1.91, à la MAC concernant la nomination d'un Sud-Coréen SM
7. Momerandum de Berne, du 8.8.91
8. Déclaration de la NNSC concernant les Tchèques, du 13.4.93
9. Modification des "Rules of Procedure" NNSC, après le départ de Tchèques
10. Lettre de soutien du GEN RisCassi
11. Lettre de soutien du GEN Luck
12. Liste des visiteurs du Camp Suisse
13. Lettre de l'Ambassadeur de France après sa visite au Camp Suisse
14. Lettre de l'Ambassadeur américain après sa visite au Camp Suisse
15. Lettre de M. le Conseiller fédéral J.-P. Delamuraz après sa visite au Camp Suisse
16. Monument du 700e anniversaire de la Confédération au Camp Suisse
17. Lettre de l'ETHZ, Archiv f. Zeitgeschichte, concernant le livre du 40e anniversaire CH - NNSC
18. Lettre du GEN Luck à l'occasion de la fête nationale suisse, le 1er août 1994

ABRÉVIATIONS - GLOSSAIRE

AA	Armistice Agreement	Accord d'Armistice (signé a Panmunjom le 27 juillet 1953 à 1000 par le Maréchal KIM Il-sung pour la KPA, le Commandant Peng Teh-huai pour les CPV et le US General Mark W. Clark pour l'UNC)
CINC	Commander in Chief	Commandant en Chef (des Forces des Nations Unies = CINCUNC; des Forces américaines en Corée = CINCUSKF; des Forces américaines du Pacifique = CINCPAC)
CPV	People's Volunteers	Volontaires Populaires chinois (centaines de milliers de soldats chinois "volontaires" qui ont combattu aux côtés des soldats nord-coréens dès octobre 1950)
DCINC	Deputy Commander in Chief	Suppléant du Cdt en Chef
DMZ	Demilitarized Zone	Zone démilitarisée (zone tampon séparant le Nord et le Sud, longue de 241 Km et large de 4 Km, soit 2 Km de large de part et d'autre de la MDL, dans laquelle aucune arme lourde ou automatique ne peut être placée ou transportée)
DPRK	Democratic People's Republic of Korea (North Korea)	République populaire démocratique de Corée (C. du Nord): RPDC (fondée en 1948 et dont le premier président, KIM Il-sung, resta au pouvoir jusqu'à sa mort, le 9 juillet 1994; Population: 22 millions; capitale: Pyongyang (env. 2&à 3 millions)
BG	Brigadier General	Colonel brigadier
MG	Major General	Colonel divisionnaire
LTG	Lieutnant General	Colonel Cdt de Corps
GEN	General	Général (4 étoiles)

JSA	Joint Security Area	Zone jointe de sécurité (Zone de Conférences) (zone environ 600 m de diamètre, où se trouvent des baraquements bleus (couleur des Nations Unies) ou gris (ces derniers sous l'administration de la KPA) dans lesquels se réunissent MAC et NNSC)
KCNA	Korean Central News Agency	Agence de presse officielle RPDC
KDIA	Korean Defense Intelligence Agency	Renseignements militaire ROKA
KPA	Korean People's Army	Armée populaire coréenne (Nord) (1,2 million d'hommes)
MAC	Military Armistice Commission	Commission militaire d'Armistice (Commission formée au Nord par KPA et CPV et au Sud par l' UNC, chaque délégation étant composée de cinq membres, dont le SM)
MDL	Military Demarcation Line	Ligne de démarcation militaire ("frontière" entre la RC et la RPDC, courant au milieu de la DMZ)
NNIT	Neutral Nations Inspection Teams	Equipes d'inspection des Nations Neutres (équipes mixtes de la NNSC placées dans cinq "ports d'entrée" (gares, ports aéroports) au Nord et cinq au Sud, avec mission de contrôler les chargements arrivant et de s'assurer que les belligérants n'augmentaient pas leur potentiel militaire. Les NNIT ont été supprimées en juin 1956, sous la pression de l'UNC.)
NNRC	Neutral Nations Repatriation	Commission Neutre pour la Commission Rapatriement des prisonniers (formée de la Pologne, la Tchécoslovaquie (choisies par le Nord), de la Suède, la Suisse (choisies par l'UNC) et de l' Inde pour résoudre le problème du rapatriement des prisonniers de guerre. A rempli sa mission et cessé son activité en février 1954)

NNSC	Neutral Nations Supervisory	Commission des Nations Neutres Commission pour la Surveillance de l' Armistice en Corée (formée de la Pologne, la Tchécoslovaquie (choisies par le Nord) et de la Suède, la Suisse (choisies par l' UNC), avec pour mission de supervision, observation, inspection et investigation afin d'assurer que les belligérants n'augmentent pas leur potentiel militaire en armement, munitions ou personnel)
PMJ	Panmunjom or Pan Mun Jom	Panmunjom ou Pan Mun Jom (qualifié par la presse de "village de la trêve", se compose en fait de la JSA, n'est pas habité autrement que par les soldats de la KPA et de l' UNC se surveillant à l' aide de jumelles. Le Swiss-Swedish Camp se trouve à 200 m de la JSA, côté Sud de la MDL, alors que le Polish-Czech Camp se situe à 1500 m côté Nord de cette ligne. Ces deux camps sont donc à l' intérieur de la DMZ)
ROK	Republic of Korea (South Korea)	RC: République de Corée (Corée du Sud) (Fondée en 1948 suite à des élections. Premier président: Syngman RHEE. Popul.: 43 millions d'habitants, capitale Séoul (11 millions)
ROKA	Republic of Korea's Army	Forces armées de la République de Corée (du Sud) (650'000 hommes)
SCM	Security Consultative Meeting	Conférence annuelle sur la Sécurité (USA-ROK) (elle a lieu alternativement aux USA et en Corée du Sud)
SM	Senior Member	Chef d'une délégation de la Commission militaire d'Armistice (pour l' UNC: un Sud-Coréen, le MG HWANG Won-tak, en poste depuis le 25 mars 1991, non-reconnu par la KPA/CPV-MAC; pour le Nord: la MAC n'existant plus, il n'y a plus de SM)

UNC	United Nations Command	Commandement des Forces des Nations Unies (sous le commandement d'un Général américain, l' UNC est formé des pays qui avaient envoyé des contingents en 1950. A part les Américains - et les Sud-Coréens, seuls les Australiens, Britanniques, Canadiens, Colombiens, Français et les Thaïlandais sont encore représentés, mais sans troupes)
UNSC	United Nations Secretary general	Secrétaire général de l' ONU
USFK	United States Forces in Korea	Forces armées américaines en République de Corée (39'000 hommes)

1. AVANT - PROPOS

Nommé le 9 mai 1990 par le Conseil fédéral en qualité de Chef de la Délégation suisse dans la Commission des Nations neutres pour la Surveillance de l'Armistice en Corée (NNSC), je suis arrivé à Séoul le 31 août 1990 après le traditionnel voyage via Washington et Honolulu où les autorités américaines m'avaient fourni les informations d'usage.

Ce Rapport final porte sur quatre ans. Durant cette période, je me suis toujours fait un devoir d'informer le plus complètement possible nos autorités en Suisse. Outre de nombreux télégrammes et lettres, le Département fédéral des Affaires étrangères a reçu mes quelque 35 Rapports d'information politique et les Rapports hebdomadaires de la Délégation ont renseigné avec précision l'Office fédéral de l'Adjudance du Département militaire fédéral sur notre activité quotidienne et sur les renseignements recueillis à Panmunjom ou ailleurs. En plus, la Chronique annuelle de la Délégation fut adressée à de nombreux correspondants. Enfin, le Rapport de Poste rédigé il y a moins d'un an renseigne largement sur les conditions de vie de la délégation. Il est donc normal que le présent Rapport se limite à l'essentiel car il serait fastidieux de répéter systématiquement tout ce qui s'est produit ici pendant quatre années et plus encore de reprendre l'histoire de la péninsule qui a déjà amplement fait l'objet de commentaires éclairés de la part de certains de mes prédécesseurs.

Je me limiterai donc, dans ce Rapport, de souligner les événements importants vécus durant cette période où j'ai pu observer le nombre impressionnant de pourparlers que la RPDC a développés avec les USA, l'AIEA, la Corée du Sud et le Japon, d'une part, et la diminution de l'importance de la NNSC en tant qu'organe de dialogue entre le Nord et le Sud de la Ligne de Démarcation militaire, d'autre part.

L'environnement dans lequel nous travaillons ici s'est également modifié. Qui aurait pu croire il y a quatre ans que les deux Corée entreraient à l'ONU, que les USA feraient des concessions à Pyongyang au point qu'une reconnaissance diplomatique semble proche ? Il est donc normal que quelques chapitres de ce Rapport soient consacrés à cette évolution que nous avons pu suivre en observateurs privilégiés.

2. EVOLUTION RECENTE DANS LA PENINSULE COREENNE

Au seuil de l'automne 1994, les deux Corée présentent des aspects totalement opposés, quel que soit le domaine considéré. Résultat des choix politiques faits au Nord et au Sud au moment de la défaite japonaise en 1945, respectivement en 1948 (élection de Syngman Rhee au Sud; nomination de KIM Il-sung au Nord) les deux Corée ont pris des chemins diamétralement divergents. Optant pour le modèle staliniste voulu par le Président KIM Il-sung, la RPDC est devenue en 1994 un désastre dont seule la date de la disparition reste à fixer. Une disparition qui engendrera alors des coûts et des dégâts humains et matériels dont on a de la peine aujourd'hui à simplement imaginer l'ampleur. La RC a, pour sa part, dès 1955, choisi de favoriser l'ouverture économique et la liberté du commerce, dans un premier temps dans le cadre d'une démocratie fortement sous surveillance puis, dès 1993, en démocratisant aussi tous ses secteurs d'activités. La RC triomphe aujourd'hui, en attendant de dévorer sa proie, l'ennemi du Nord. Il ne reste qu'un obstacle, mais de taille, la question nucléaire en RPDC.

2.1. Au Plan politique

2.1.1 En République de Corée

Sur la scène internationale, l'ouverture de la Chine sur l'extérieur dès le début des années 80, la politique de la perestroïka en URSS dès 1985, la chute du mur de Berlin en 1989 et l'écroulement subséquent de l'empire soviétique, ont confirmé au cours des dernières années les choix judicieux faits par les dirigeants sud-coréens dès 1945. Au moment de l'avènement d'un monde post bi-polaire, la RC était du bon côté et les réalignements politiques qui ont suivi lui ont tous été favorables : Après l'établissement de relations diplomatiques avec la Russie en 1990, avec la Chine en 1991, avec tous les ex-satellites de l'URSS et son admission à l'ONU en 1991, la RC est devenue en peu de temps un acteur substantiel sur la scène internationale, acteur dont le récent poids économique a encouragé et soutenu les percées diplomatiques. La RC peut se permettre aujourd'hui de rétablir des relations diplomatiques et commerciales avec Israël sans craindre un quelconque boycott arabe. Elle peut aussi se permettre de rouvrir un bureau de liaison avec Taïwan sans peur de la Chine. Certains de ses politiciens peuvent même affirmer vouloir avaler la RPDC "à l'allemande," sans susciter de polémiques. La RC vise aussi pour 1996 un siège non-permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU; elle sera admise au sein de l'OCDE en 1996; elle espère pour 2002 organiser la coupe du monde football et, d'état assisté en 1955; elle finance aujourd'hui ses propres projets d'aide au développement en Afrique.

Regardée avec suspicion par la majorité automatique du groupe des 77 à l'ONU il y a peu, reléguée au rang des états parias comme Israël, l'Afrique du Sud et Taïwan il y a à peine 10 ans et vilipendée alors par le groupe des états ex-communistes, la RC en 1994 est admirée et enviée pour ses succès économiques, félicitée par les organisations internationales pour sa démocratisation, comprise par la plupart des états qui comptent dans le conflit qui l'oppose à la RPDC, et les investissements de ses multinationales sont sollicités de toutes parts. La RC peut rêver aujourd'hui sur la scène internationale. Elle en a les moyens, l'énergie et le talent.

Sur la scène nationale, l'élection du Président Kim Young-sam au printemps 1993, a suscité des espoirs, un respect et l'adhésion à l'institution de la Présidence jamais connus auparavant. Jusqu'alors, le système politique coréen avait été occupé totalement par la classe militaire qui s'était distribué les leviers de contrôle de l'état. Justifiant cette main-mise par le danger potentiel du Nord, les militaires n'avaient pas hésité à introduire un système juridique les protégeant et dont la démocratie politique était souvent absente, pour ne pas parler des nombreuses mesures et lois d'exception. Dès son arrivée au pouvoir et en prenant des risques considérables, le premier gouvernement civil en RC n'hésita pas à faire les grands nettoyages: mise à la retraite anticipée de plus de 60 officiers généraux, dissolution des clubs d'officiers, remise au pas des forces de l'ordre, ouverture des soumissions pour les ouvrages publics, déclaration obligatoire des fortunes privées maintenues dans les banques, attaques frontales contre la corruption, réorganisation de la fonction publique, revitalisation du rôle du Parlement et démocratisation de l'ensemble de la vie politique. Comme le cheval de Troie, la machine KIM Young-sam est passée de l'opposition dans le camp au pouvoir et elle opère des ravages.

Des lois d'exception demeurent cependant. Par exemple, certains livres traitant des problèmes intercoréens ne peuvent pas être vendus aux Sud-Coréens et les étrangers qui veulent les acquérir doivent décliner nom, adresse et motif de l'achat. Autre exemple, les timbres à l'effigie de KIM Il-sung exposés lors de l'exposition philatélique mondiale en août 1994 à Séoul ne pouvaient pas être vendus aux Sud-Coréens. La chasse à toute relation avec le Nord est toujours à l'ordre du jour, avec ses accusations, ses arrestations et la mise à l'écart de tout sympathisant envers le régime voisin. La corruption est encore très présente, les mœurs politiques gardent encore leur caractère violent et des erreurs ont aussi été commises. N'empêche. La légitimité du Président Kim Young-sam est aujourd'hui à son plus haut niveau. La population coréenne a apprécié les changements, admiré le courage démontré et même si elle se plaint encore souvent de la lenteur de l'évolution, elle soutient sa Présidence dans une fierté nationale remarquable et solide.

2.1.2 En République Populaire et Démocratique de Corée

Sur la scène internationale, alors que l'avènement de l'ère post bi-polaire marquait le couronnement de la réussite de la RC, à l'opposé, il indiquait le début du déclin de la RPDC. D'état au poids par tradition relativement faible, la RPDC est devenue, en 1994, un état périphérique, une forme sans contenu qui "compte pour beurre." En l'absence de la question nucléaire, la RPDC aurait aujourd'hui la même importance que le Burkina Fasso. Les alliés de toujours, l'ex-Union Soviétique et la Chine se sont nettement distancés (politiquement, économiquement et militairement) de Pyongyang et sont aujourd'hui embarrassés par l'orgelet qu'elles ont engendré. Témoignage de l'irrelevance de la RPDC, le nombre des ambassades in situ à Pyongyang se monte aujourd'hui à 27. Seules 3 d'entre elles représentent des pays d'importance : celle de la Russie, parce que l'inertie bureaucratique à Moscou fait que la question de la nécessité d'une telle présence n'a pas encore été abordée et parce qu'il faut bien tenter de récupérer les prêts passés et le financement soviétique de la KPA. Celle de la Chine pour qui la RPDC entre dans sa sphère d'influence et qui peut aussi monnayer chèrement avec l'Ouest son influence sur Pyongyang. Et l'Allemagne qui a hérité d'une ambassade de feu le régime Honecker et qui ne sait pas trop quoi en

faire pour l'instant et dont la Suède s'occupe. Les autres missions représentent les états aujourd'hui parias, le Soudan, l'Iran, Cuba, la Lybie, la Syrie, les états suspectés nucléairement tels l'Irak et le Pakistan, et puis les autres, le Mali, le Congo, le Tadjikistan, la Guinée, la Tanzanie, etc., autant d'états qui ne pèsent pas lourd sur la scène internationale. Les représentations de la RPDC à l'étranger, 44, couvrent par contre quelques pays plus substantiels dont l'Inde, la Finlande, la Suisse, le Mexique, etc. La RPDC est cependant membre de toutes les institutions onusiennes et des organisations internationales majeures. Etre membre signifie être présent, mais n'implique pas d'être suivi, voire seulement écouté.

Deux exemples récents illustrent emblématiquement l'infini isolement de la RPDC. Le 1er novembre 1993, dans un vote de 140 contre 1 (ceui de la RPDC) et 9 abstentions (Angola, Chine, Cuba, Ghana, Guinée, Irak, Mali, Sénégal et Vietnam), l'assemblée générale de l'ONU pressait Pyongyang de collaborer pleinement avec l'AIEA sur la question nucléaire. Plus récemment encore, à l'occasion du décès du Président KIM Il-sung, mis à part les témoignages de condoléances officiels d'usage reçus, les messages envoyés à la RPDC émanaient d'institutions et de personnalités guère plus importantes que le club de pétanque du Marzili et Jean Spielmann du Parti suisse du travail.

Isolée, seule, sans ressources, peu respectée et encore moins enviée, sans poids ni influence, la RPDC existe aujourd'hui sans être sur la scène internationale. Bateau ivre, comme Cuba (du fait de ses "boat people" potentiels), la RPDC survit internationalement seulement du fait de sa menace nucléaire.

Sur la scène nationale, ce n'est guère plus encourageant. L'on savait déjà que le "paradis des travailleurs" n'est en fait qu'une gigantesque fraude où le mensonge politique règne dans la pauvreté économique et le délabrement social et intellectuel. Les élections de novembre dernier ont même, selon Pyongyang, vu les seuls candidats gouvernementaux présentés remporter 99.9 % des suffrages.

Le Président KIM Il-sung et KIM Jong-il, son fils aîné et successeur désigné, ont bien compris que la barque coulait. Alors qu'avant 1990 les Nord-Coréens semblaient ne pas avoir saisi les implications des transformations survenues en URSS dès 1985 sous Gorbatchev (perestroïka, etc), ni d'ailleurs celles du pragmatisme chinois dès 1980, KIM Il-sung et KIM Jong-il commencèrent, au début de 1991, à reconnaître officiellement les changements en cours. Cependant, ils les expliquèrent comme étant un complot des capitalistes. Dans son message du 1er janvier 1991, KIM Il-sung déclarait: "The strategy of the so-called peaceful transition pursued by imperialists is essentially aimed at undermining socialist countries from within, having them revert to the path of capitalism and bringing them under the political and economic control of the imperialists". Dans son message du 1er janvier 1992, le Président de la RDPC insistait encore sur la responsabilité des imperialistes ("...ignorance and hostility of the reactionary imperialists"), mais il parlait aussi, fait nouveau, du "mismanagement and lack of enlightened leadership" des dirigeants de l'URSS et de leurs satellites. Il ajoutait que le communisme nord-coréen est "superior and unique and will never fail".

De son côté, KIM Jong-il déclarait, le 3 janvier 1992, que "the setback the socialism suffered in some countries is a passing difficulty and trial in the course of the development of socialism", mais il exprimait aussi l'opinion, optimiste, que cette chute du communisme n'était qu'un phénomène isolé et passager

dans le contexte large de l'évolution historique. On constate donc que, tout en conservant l'argument de la responsabilité des impérialistes, les KIM admettaient, dès janvier 1992, des erreurs de "management" chez leurs frères de l'Est européen.

Dès lors, pour éviter un écroulement du système à l'image de ce qui est survenu en ex-URSS et en Europe de l'Est, KIM Jong-il préconise d'assurer la continuité du régime par un remodelage idéologique de toute la société nord-coréenne. Dans "On the fundamental questions of revolutionary party building", "traité" écrit à l'occasion du 47e anniversaire du Parti des Travailleurs de la RDPC, le 10 octobre 1992, KIM Jong-il (tout en maintenant l'idée du "trial" et du "setback") analyse les causes et tire des conclusions porteuses de conséquences pour les dirigeants, les cadres du Parti et la population de la RPDC. Parmi ces causes, mentionnons que la structure et les activités de ces Partis n'ont pas été établies et conduites correctement; la déloyauté, les irrégularités et la corruption, dictées par les traîtres; le fait que ces partis ont manqué d'établir un système de Djouché (autarcie) à la nord-coréenne. Et KIM Jong-il d'affirmer que, si la RPDC avait suivi ces mauvais exemples, elle serait également tombée.

Constatant l'importance du problème de la continuité du leadership au moment où l'héritage de la fonction dirigeante du Parti était déjà à l'ordre du jour, KIM Jong-il déclarait que, lors de tels changements, la loyauté et la sélection des dirigeants sont fondamentales. Une idéologie et un leadership monolithiques, soutenus par une discipline centraliste, sont essentiels, ce qui, selon KIM Jong-il, n'est pas incompatibles avec la démocratie.

Cette évolution (remoulding of the whole society, endoctrinement, discipline) va-t-elle de pair avec une prochaine ouverture au plan économique ? Est-elle liée à des difficultés internes ou à une contestation de la part de certains cadres ? Cette dernière aurait-elle un rapport avec le changement en cours à la direction du Parti, c'est-à-dire avec la succession de KIM Il-sung? Autant de questions que chacun se pose et auxquelles seul l'avenir nous répondra. Certains aspects apparaissent cependant aujourd'hui qui laissent songeur sur la capacité politique de survie du régime.

Amnesty International a en effet publié en novembre dernier un rapport indiquant que Pyongyang avait exécuté des milliers de personnes au cours des 30 dernières années. D'autres informations font état d'un "goulag" actuel de 220'000 personnes (à l'échelle suisse, la population de Lausanne), et les défections au Sud, bien que toujours fort peu nombreuses (7 en 1992, 10 en 1993 et 38 à fin août 94) sont néanmoins en augmentation et touchent dorénavant la nomenclature. Il y a donc mécontentement, pour l'instant silencieux et probablement individuel, certainement pas structuré ni organisé autour d'un but commun et ne bénéficiant pas de relais à l'étranger. Les cadavres et le "goulag" en sont une indication, la toute puissance de la police politique, une autre. Sur le plan économique (voir plus bas), le régime est de moins en moins à même de remplir ses prétentions, les affirmations officielles elles-mêmes étant à la baisse. Là également, il y a source de mécontentement. Enfin, sur le plan social et intellectuel - même si l'affirmation ne peut être à ce stade que le résultat d'une réflexion logique - l'abrutissement constant auquel a été soumise la population nord-coréenne depuis 50 ans n'a pu détruire l'homme pensant, même si les slogans officiels rappellent constamment la nécessité de l'unité, de la primauté du parti et de la lutte contre le déviationisme. Alors que l'on croyait les ennemis de l'intérieurs disparus, ils semblent

encore présents, troisième source de mécontentement. Ces signes laissent donc suggérer que, pour une partie de ses propres citoyens, le régime de Pyongyang n'est plus détenteur de la légitimité.

La mort de KIM Il-sung, dans ce contexte, risque bien d'être le déclencheur des tempêtes à venir. Et ce ne sera pas triste, la violence accumulée jouissant alors d'un espace pour s'exprimer. Les vides demandent en effet à être remplis, c'est une loi de la physique. Kim Jong-il ne remplira pas l'espace occupé par feu son père. Il n'en a ni les moyens, ni le soutien. Le vide devra ainsi être rempli par d'autres. Faute cependant d'un commun dénominateur, les prétendants au trône s'affronteront, ouvrant alors toutes grandes les vannes des haines et des rancœurs. La RPDC ne peut survivre politiquement qu'en continuant son gigantesque mensonge institutionnel. La présence de plusieurs prétendants indiquera alors que la vérité n'est plus que d'un seul côté et que la capacité du régime de remplir les aspirations de l'homme et son propre programme est depuis longtemps dépassée. Ne pouvant accommoder l'opposition, la RPDC ne pliera pas. Elle cassera.

Dans le meilleur des cas, ses luttes intestines feront de la RPDC une proie facile pour la RC: elle sera alors avalée "à l'allemande," comme le réclament dorénavant certains politiciens à Séoul. Dans le pire des cas, il y aura peut-être un champ du cygne guerrier (peut-être nucléaire et chimique), qui ramènera la péninsule coréenne au siècle passé. La fin de l'existence de la RPDC est déjà inscrite au programme de la région. Seules restent encore à déterminer la date et la manière.

Notons cependant deux aspects qui, à défaut de contredire ces spéculations, doivent néanmoins être pris en considération. Le premier est que KIM Jong-il a été annoncé comme successeur de son père depuis 20 ans. Pendant toute cette période, la machine de propagande nord-coréenne s'est appliquée à lui construire une image de demi-dieu. Pour détruire ce mythe, pour décrocher des murs des bâtiments officiels et des appartements privés le portrait du jeune KIM, il faudra aussi descendre celui du Grand Leader. Alors, il ne s'agira plus d'un effondrement, mais d'une révolution. Une révolution (par définition une évolution forcée) en Corée du Nord, même s'il s'agissait seulement d'une révolution de palais, rendrait nécessaire une "révolution des mentalités" afin de changer 40 ans d'endoctrinement. Les gens proches du pouvoir ont-ils intérêt à prendre de tels risques ? Quant aux autres, qui sont-ils, où sont-ils ?

Le second aspect tendant à réduire le risque d'un effondrement est l'intérêt qu'ont les pays voisins de la RPDC à ce qu'elle ne s'effondre pas, car un tel bouleversement pourrait présenter des risques pour eux-mêmes. Il n'est donc pas étonnant de voir, aujourd'hui déjà, les hommes d'affaires américains, japonais, voire allemands (et bientôt sud-coréens), parler d'aide financière et d'investissements et les hommes politiques de ces pays chercher le moyen de maintenir à flot cette épave.

2.2. Au Plan économique

2.2.1 En République de Corée

Très tôt et très ouvertement dès 1961, le gouvernement de la RC, pauvre en matières premières, utilisa une politique industrielle (l'utilisation d'instruments étatiques pour développer l'industrialisation du pays)

destinée à la promotion des exportations de produits manufacturés à très haut contenu en main-d'oeuvre (bien formée et bon marché). Dès 1971, le gouvernement entreprit ensuite une campagne coordonnée dans le cadre de la HCI ("heavy and chemical industry policy") afin de permettre à 6 secteurs industriels désignés (acier, construction maritime, machines-outils, métallurgie, électronique et pétrochimie) de devenir en 10 ans compétitifs sur le marché international. Fournissant lui-même une source de financement à bas prix et intervenant lui-même sur le marché pour protéger ses industries naissantes, le gouvernement de la RC parvint ainsi à pénétrer avec succès les marchés visés. Dès 1980, ces industries établies, le gouvernement libéralisa partiellement le commerce, son contrôle des secteurs financiers ainsi que son secteur agricole, avant de les libéraliser presque totalement au début des années 90. La tendance aujourd'hui est à la délocalisation de la production industrielle de la RC en-dehors de ses frontières, alors que les leviers d'intervention (recherche, développement, marketing, contrôle) et les secteurs de pointe (électronique, télécommunications et biotechnologie) sont conservés en RC.

Les résultats obtenus ont été remarquables. Le PNB de la RC a ainsi passé de US \$ 1.35 milliard en 1953 à US \$ 329 milliards en 1993 (X 243) alors que le PNB par habitant passait de US \$ 76.-- en 1953 à US 7'466.-- en 1993 (X 98). En 1993, la RC faisait un commerce annuel (importations et exportations) de US \$ 180 milliards, est devenue la 13ème puissance économique mondiale, le 5ème producteur mondial de voitures et le 1er producteur mondial de navires (voir liste, annexe no. 1). Signe révélateur, ses multinationales sont aujourd'hui présentes sur tous les continents et la RC entre dorénavant dans le club des états souhaitant respecter et faire respecter la propriété intellectuelle. La croissance économique de la RC pour 1994 est estimée à 10.4 %, un chiffre qui permet d'espérer un doublement de son économie pour l'an 2000. Ces statistiques sont indicatives de l'élan de l'économie de la RC - localisée en plus dans la région mondiale la plus dynamique économiquement - et permettent aux dirigeants de Séoul d'aborder l'avenir avec confiance et un poids économique et politique accru. Preuve en est la volonté coréenne de présenter une candidature à la tête de la future OMC.

La globalisation des marchés, l'augmentation des coûts locaux de la main-d'oeuvre, le protectionisme extérieur qui ne manquera pas de surgir et les nouvelles règles du commerce mondial freineront certainement ce dynamisme économique, commercial, financier et industriel de la RC. Aussi, tant qu'une solution à la question nucléaire au Nord ne sera pas trouvée, il est certain que cette situation agira comme un frein aux investissements extérieurs et nuira à la confiance des investisseurs.

Si la lutte entre RPDC et RC doit également être comprise comme un combat entre deux systèmes économiques, visant tous deux, avec des idéologies différentes et opposées, à satisfaire les besoins des populations, il est évident que la RC a aujourd'hui déjà remporté la victoire économique.

2.2.2 En République Populaire et Démocratique de Corée

Marx affirmait que l'économie est le processus de la production, de l'échange et de la distribution des biens matériels dans la société. Conçue comme telle, l'économie constitue donc la condition première au développement de la vie sociale, permettant aux forces de l'histoire de se développer et d'atteindre le

communisme, stade ultime idéal où les biens matériels seront distribués dans la société de manière optimale. Il s'ensuit que le contrôle de l'économie par l'état permet d'atteindre le communisme.

Dès la fin de l'occupation japonaise en 1945, le système économique de la RPDC a reflété cette vue matérielle de l'histoire, caractérisée par une économie planifiée et dirigée par un état central qui fixe les buts à atteindre et par la collectivisation de tous les moyens matériels de production. Dès 1961, des programmes de planification sur plusieurs années furent établis pour l'ensemble des secteurs économiques (1961-70, 1971-76, 1978-84, 1987-93), programmes s'inscrivant dans le cadre de l'idéologie du "djouché," une forme d'auto-suffisance économique nationale refusant la liberté du marché et le commerce extérieur comme théories valides de croissance économique. Favorisant à la fois une industrialisation lourde et le développement du secteur militaire, ce mode de production s'appuie lourdement sur le secteur agricole pour dégager un surplus.

Quarante ans plus tard, c'est un désastre. Le PNB de la RPDC est aujourd'hui généré à 28 % par le secteur agricole et à 38 % par les industries minières. Il ne permet pas de nourrir adéquatement la population, de créer un surplus pour activer les importations, ni de régler le service de la dette extérieure (US \$ 11 milliards). Similaire dans sa composition à celui d'un pays en voie de développement (essentiellement la production de matières premières), ce PNB se monte à US \$ 20.5 milliards en 1993, ayant été multiplié par 46 depuis 1953. Le PNB annuel par habitant, alors qu'il dépassait celui de la RC en 1960 encore (US \$ 137.-- contre US \$ 94.--), se monte actuellement à US \$ 904.--, ayant été multiplié par 12 depuis 1953. Pire encore, depuis 1990, le taux de croissance global de l'économie de la RPDC est négatif, accusant une baisse nominative cumulée de 16 %, tout calcul sur une base réelle étant impossible.

Il est vrai que ce même PNB par habitant ne dépasse pas en 1993 US \$ 400.-- en Indonésie et US \$ 700.-- aux Philippines. A cette différence cependant que ces gouvernements eux ne garantissaient pas un avenir glorieux. En 1970 déjà en effet, le PC nord-coréen promettait que "soon, the entire working people of our country will be freed from toilsome, labour-consuming and inefficient work and attain high labour productivity while doing their work safely and easily, and their life will become more affluent." En 1994, ce même PC devait pourtant reconnaître que, "we cannot talk about the true superiority of the socialist system without solving the people's food problem and furthermore cannot defend our socialism from the enemies' various attacks and criticisms unless the people's long-cherished dream of eating rice with meat soup, wearing silk clothes and living in a tile-roofed house should be realised. People can bear and forebear material hardships, but they are unable to endure hunger." Le PC parlait également et notamment d'infrastructures inadaptées (route, transport, communications), de biens sociaux insuffisants (habitation, éducation, santé), de disparités sociales, d'absence d'énergie, de mauvaise qualité des produits et de faiblesses environnementales.

Reconnaissant les faiblesses d'une économie dont 23 % du PDB passe à l'armement, les autorités de Pyongyang annonçaient alors en novembre 1993 une phase transitoire de 3 ans dans la construction socialiste, phase durant laquelle l'accent serait mis sur l'industrie légère, l'agriculture et le commerce international (en contradiction des tenants du "djouché"). De nouvelles législations étaient également

introduites afin de favoriser les investissements extérieurs: sur les entreprises entièrement en mains étrangères, sur les joint-ventures, sur les conditions d'engagement des travailleurs et sur l'acquisition de bien-fonds par les compagnies étrangères, etc. Il est question aussi de créer des zones économiques libres dans la région de Rajin-Sonbong et de développer des zones touristiques. Tout cela vient un peu tard cependant, les retards accumulés dans les infrastructures ne rendant pas la RPDC attrayante pour l'investisseur étranger comparativement au Vietnam par exemple, où l'introduction des prix à la valeur et d'indicateurs économiques réels ont favorisé l'attrait et la croissance. Egalement, pour accélérer les volumes du commerce extérieur (et importer la technologie lui faisant défaut!), la RPDC devrait produire des biens à haute valeur ajoutée, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, la RPDC ayant été incapable de passer d'une économie quantitative à une économie qualitative. Le total du commerce extérieur NC se monte à US \$ 2.5 milliards en 1993, l'équivalent de 6 % du chiffre d'affaires annuel de Nestlé. Enfin, il serait nécessaire d'assister à une sorte de dévolution du pouvoir économique qui serait alors transféré du Gosplan central aux managers dans les lieux de production. Cela impliquerait cependant que le parti accepte de perdre une partie de son pouvoir économique, un fait difficilement acceptable pour la nomenclature dans un système ou le national-communisme (djouché), après avoir pendant des décennies trait les vaches soviétiques et chinoises, n'a d'autre ressource que de se cramponner à son pouvoir politico-policier pour survivre.

Le dilemme économique auquel font face aujourd'hui les dirigeants de Pyongyang est donc de taille car des décisions prises dépendra la survie du régime. Soit le régime s'ouvre économiquement sur l'extérieur, avec tous les risques de contagion politique que l'exercice comporte. Soit il continue comme par le passé et il implose, incapable de faire face à ses propres promesses. Une voie médiane a été proposée par plusieurs observateurs étrangers et des signes indiquent que cette proposition est partagée par certains à Pyongyang. Le modèle Chinois, qui maintient en place le pouvoir des autorités sans dégel politique mais avec une ouverture économique. Le cas de la Chine semble déjà démontrer cependant que l'ouverture économique tend rapidement à déboucher sur une demande interne de relaxation des contrôles politiques.

2.3. Au plan militaire

2.3.1 En République de Corée

Dès mars 1994, les objectifs assignés aux forces armées de la RC ont été définis comme suit : "to defend the nation from military threats and aggression from outside and contribute to the security of the region and world peace." Par rapport à la doctrine définie dès 1954 et réaffirmée en 1981, un troisième objectif, "to support the nation's efforts for peaceful reunification," a disparu, reflétant les craintes de la classe militaire et politique du Sud face à une réunification ratée mais également la disparition des dangers soviétique et chinois (et reflétant donc la nouvelle puissance militaire du Sud). Pour la RC de 1994, le danger militaire ne peut plus venir que de la RPDC, seule et isolée même si, dans le domaine des armes conventionnelles, elle a perdu de sa puissance.

Ancré dans le traité de défense USA-RC de 1954 qui catapultait la RC en position stratégique dans le concept anti-communiste de défense américain, la RC a dû, dans un premier temps, s'appuyer essentiellement pour sa défense sur les USFK et les USFPAC (et leurs armes nucléaires) avant d'arriver aux environs de 1985 à parité avec les forces armées de la RPDC. L'écroulement de l'ex-Union Soviétique dès 1989 allait encore changer sensiblement la situation puisque aujourd'hui, les experts affirment que "SK forces are today strong enough to deter and, if necessary defeat, a NK invasion force". Ceci permit dès 1992 aux USFK "to pass from a leading role to a supportive role", alors que, dans le même temps, au niveau opérationnel, il était décidé qu'en cas de conflit initié par le Nord, la position du Sud ne serait plus simplement défensive mais offensive, afin d'occuper Pyongyang en deux semaines et de réunifier la péninsule, le Sud saisissant alors l'opportunité offerte.

Les armées conventionnelles de la RC et de la RPDC sont difficilement comparables puisque structurées si différemment qu'un simple bilan comptable n'est pas suffisant. Additionnellement, un certain nombre d'éléments (firepower, durability, mobility, training, morale, quality of weapons, doctrine, nature and quality of control, etc.) ne peuvent être quantifiés avec précision. Il peut être par contre indiqué ici que si l'armée de la RPDC semble plus forte quantitativement, celle de la RC est supérieure qualitativement : "Lean, high-tech and mobile" au Sud et "massive, conventional and slow" au Nord.

Cet écart qualitatif, surtout au niveau de l'électronique du champ de bataille, s'élargit depuis 1985 en faveur du Sud, les récents achats de la RC (sous-marins allemands Type-209, flotte de drones, AWACS, missiles AMRAAM) confirmant cette direction. La supériorité quantitative du Nord par contre tend à diminuer depuis 1989, celui-ci n'étant plus à même de se procurer les matériels et les pièces détachées nécessaires et sa base scientifique actuelle ne lui permettant pas non plus de concevoir et développer des matériels novateurs et performants, les missiles Rodong-1 et Rodong-2 développés actuellement n'étant que des variations technologiquement peu sophistiquées du très vieux (1960) Scud soviétique. Il convient toutefois de relever que les missiles Taep-dong 1 (1'500 à 2'000 Km) et Taepo-dong 2 (2'000 à 2'500 Km) actuellement développés par la RPDC pourraient être opérationnels en 1996, respectivement en l'an 2'000.

Les experts occidentaux indiquent que la RPDC est toujours supérieure à la RC au niveau de ses réserves d'armes B et C. Par contre, ces mêmes experts diffèrent dans leurs estimations de la puissance nucléaire nord-coréenne (de 0 à 12 bombes nucléaires).

Il semble établi aujourd'hui qu'en cas de conflit entre les deux Corée, la RPDC serait à même, dans un premier temps, d'infliger des dégâts humains et matériels considérables à la RC, l'utilisation éventuelle d'armes ABC par le Nord ajoutant encore à cette capacité conventionnelle de destruction. Il semble aussi établi qu'une riposte américaine conventionnelle aux côtés de la RC serait automatique mais prendrait du temps (problèmes de logistique, en particulier l'acheminement depuis les ports coréens jusqu'au front des énormes quantités de matériel et d'armements, comme le craignent certains officiers généraux américains) et ne serait pas nécessairement optimale (difficultés dans la coordination entre les deux armées, dues entre autres aux cultures, aux mentalités et aux langues différentes). Mais il est établi que les efforts conjoints USA-RC (plus le soutien logistique du Japon) déboucheraient sur une

défaite conventionnelle totale de la RPDC. En cas de décision politique du Nord d'utiliser les armes ABC contre la RC, les autorités américaines ont déjà fait savoir qu'elles raserait la RPDC de la carte du monde.

Au niveau purement rationnel, l'utilisation de la force militaire ne semble donc pas une option raisonnable pour le Nord. Il en va de même pour le Sud, mais pour d'autres raisons.

Depuis 1989, la RC a acquis une importance militaire additionnelle dans la région a) car, sur le plan économique, elle se situe au centre de la région Asie-Pacifique, b) au niveau stratégique, son contrôle des voies maritimes et sa proximité avec la Mandchourie la rendent incontournables et c) au niveau culturel, puisque les USA tentent de renforcer la tendance démocratique "pro-occidentale" des pays de la région, elle constitue une tête de pont opérationnelle. Au niveau mondial, depuis 1990, mettant en oeuvre le dernier objectif de sa doctrine militaire, - "contribute to the security ... of world peace," - la RC a participé activement aux opérations militaires "Desert Storm," a envoyé un bataillon servir au sein de la UNPKO en Somalie (93-94) et vient d'envoyer (août 94) une compagnie sanitaire servir au sein de la UNPKO au Sahara occidental

2.3.2 En République Populaire et Démocratique de Corée

Dans l'idéologie de la RPDC, communiser le Sud demeure l'objectif suprême, depuis 1950, que ce soit par des moyens pacifiques ou non-pacifiques. Une victoire pacifique demeure toujours possible, selon le Nord. Cependant, pour accélérer le mouvement des forces de l'histoire, les autorités de la RPDC ont défini dès 1962 une doctrine militaire en 4 points guidant la préparation de l'effort de guerre : "a) arming the entire population, b) transforming the whole country into an impregnable fortress, c) converting the whole army into an army of cadres and d) modernizing the military establishment."

La relation entre le Sud et le Nord, - dans le cadre de cette idéologie qui prétend à la vérité absolue et à la supériorité du Nord, - ne peut donc être que conflictuelle, la survie du Sud démontrant l'erreur des thèses du Nord et l'armement du Nord servant à justifier celui du Sud.

Communiser la RC peut donc revêtir des aspects non-violents (offensives politiques de paix, propagande, offensives idéologiques, guerre psychologique) et des aspects violents (attentats, sabotages, assassinats, guerres, etc.). Cependant, dans l'ensemble, les concepts idéologiques utilisés par le Nord sont essentiellement des concepts à caractère violent, tendant à démontrer la supériorité du Nord sur le Sud, privilégiant l'offensive à outrance et affirmant la victoire inéluctable du socialisme. Comme toutes les armées, la KPA doit donc défendre le territoire national et protéger la souveraineté de la RPDC. Additionnellement cependant, elle doit défendre le socialisme, défendre le pays où se construit le socialisme et être à même de réunir la péninsule coréenne militairement.

Pour se préparer à atteindre cet objectif, la RPDC utilise en moyenne 23 % de son PDB pour son effort de guerre, maintient en permanence une armée régulière de plus 1.1 million d'hommes (1.6 X celle de la RC) et possède environ le double de matériel (blindés, artillerie, vaisseaux et sous-marins) que la RC, sa supériorité proportionnelle en missiles (sol-air) se montant à 10 contre 1. Le concept d'attaque retenu par

les stratégies de la RPDC pour réaliser cet objectif, est celui du "Blitzkrieg"-surprise contre des points relativement faibles le long de la MDL, afin de permettre aux forces blindées et à l'infanterie de pénétrer au Sud. Ce premier gain achevé, la KPA tenterait alors de détruire la plus grande partie des forces armées de la RC et de capturer Séoul avant que les forces armées US ne puissent renforcer leur dispositif sur le théâtre coréen.

Comme il a été indiqué plus haut, les forces armées de la RPDC n'ont cependant pas encore fait le saut du quantitatif au qualitatif : En fait, elles sont à l'ère mécanique alors que les forces de la RC se trouvent aujourd'hui à l'ère électronique. Elles ne bénéficient plus d'apports technologiques étrangers du fait de ressources financières inexistantes et il paraît douteux qu'en cas de conflit, elles soient soutenues par des forces russes ou/et chinoises, du fait de la fin de la guerre froide. Elles souffrent d'absence de pièces détachées pour ses matériels d'origine étrangère et ses réserves de POL (Petroleum-Oil-Lubricant) sont estimées insuffisantes pour un conflit à moyen ou long terme. Bien que nombreuses (3'700 blindés, 2'500 APCs, 9'000 pièces d'artillerie, 780 avions de combat, 19'000 missiles sol-air, 3 bâtiments de haute mer et 25 sous-marins), les forces armées de la RPDC utilise un matériel (russe, chinois et NC) possédant un retard technologique d'une vingtaine d'années sur celles de la RC et leur contrôle politique par le parti ralentit encore la prise de décision opérationnelle. L'aviation NC est très faible, la marine est essentiellement une force de police des côtes et ses blindés seraient particulièrement vulnérables face à la cavalerie hélicoptérée de la coalition du Sud. Les forces spéciales sont estimées supérieures à celles de la RC et son artillerie et ses missiles sont par contre massifs. Leur nombre, la nature du terrain et la proximité des objectifs au Sud leur permettraient probablement, dans un premier temps, d'infliger des pertes considérables aux forces du Sud. L'utilisation d'armes B et C procurerait certainement aussi un avantage psychologique initial qui appellerait cependant des représailles conjointes USA-RC dévastatrices, alors que l'utilisation de l'arme atomique - si la RPDC en est dotée - signifierait la fin de son existence.

Paradoxalement donc aujourd'hui, alors que la RPDC a consenti des investissements colossaux pour se doter d'une armée conventionnelle classique, il semble bien que celle-ci ne pourrait pas faire face aux forces de la RC et encore moins aux forces conjointes USA-RC. En effet, en retardant le développement économique et technologique de la RPDC pour s'armer, les dirigeants de Pyongyang ont privé leurs forces armées des bénéfices que leur procureraient une économie forte et une technologie de pointe. La fossilisation économique et scientifique du système, imposée par les choix politiques du parti, ne permet plus dorénavant la modernisation des forces armées afin de les rendre à même de remplir leur mission initiale. En conséquence, l'option militaire, qui devait constituer l'instrument ultime de la réunification de la péninsule sous la férule du Nord, n'est plus aujourd'hui une option viable, à moins d'une tendance suicidaire finale.

Reste une question: pourquoi la RPDC voudrait-elle se doter d'armes nucléaires? Une des réponses plausibles est que KIM Il-sung, ayant constaté comme tout un chacun lors de la guerre du Golfe l'avance technologique américaine en matière d'armements, a réalisé qu'il n'aurait ni le temps ni l'argent nécessaires pour rattraper ce retard. Dès lors, l'arme atomique, comme moyen de défense et

d'intimidation, était la solution financièrement et temporellement la moins coûteuse, et politiquement la plus puissante.

C'était sans compter avec l'opposition des nations concernées.

3. LES POURPARLERS EN COURS

L'environnement géopolitique de la péninsule, dont le mécanisme de l'Armistice n'est qu'un modeste élément, est influencé depuis quelques années par l'attitude nord-coréenne envers ceux qui espèrent une ouverture du système politique de Pyongyang. Il est donc normal que ce chapitre traite surtout des pourparlers conduits par la Corée du Nord. On peut dire que la RPDC a présentement un interlocuteur principal: les USA et, dans une moindre mesure, trois autres: l'Agence internationale pour l'Energie atomique (AIEA), la Corée du Sud et le Japon.

3.1 Les Etats-Unis

Depuis plusieurs années, les Nord-Coréens cherchent activement à nouer des relations diplomatiques avec les Etats-Unis. En février 1992, j'interrogeais le Ministre Burghardt, premier collaborateur de l'Ambassadeur des USA à Séoul, sur ce problème de la reconnaissance diplomatique. Burghardt, qui avait inauguré quelques années auparavant la série d'entretiens USA-RPDC au niveau des conseillers d'ambassade à Beijing, était d'avis que les Américains n'étaient pas près de concéder une reconnaissance pour obtenir l'inspection des installations nucléaires du Nord. Commentant cette déclaration dans mon rapport du 21 février 1992, j'écrivais: "Après les concessions américaines des derniers mois (annulation de Team Spirit, retrait des armes atomiques de RC, entretiens de New York), on peut se demander s'il ne s'agit pas d'un voeu pie".

De déclarations en requêtes, de revendications en refus, on en était arrivé, au mois de juin 1994, à une dangereuse situation de pat, certains diront même au bord d'un conflit. Heureusement, la visite de l'ex-président Carter, en juin 1994, allait désamorcer cette crise. Le 13 août 1994, Américains et Nord-Coréens publiaient à Genève un communiqué au point 2 duquel figure: "The DPRK and the United States are prepared to establish diplomatic representation in each other's capital!...". Alors que, suite à ces entretiens du mois d'août 1994 à Genève, ils sont sur le point d'obtenir le résultat souhaité, il est intéressant d'examiner le chemin parcouru en deux ans et demi par les diplomates de Pyongyang.

Les Américains, tout en prêchant la stabilité dans la région, ont pris des risques de déstabilisation en essayant sur les Nord-Coreens le système de la "carotte et du bâton". Il est donc évident que Washington avait sous-estimé Pyongyang.

Les Américains et l'AIEA ne voulaient pas céder aux Nord-Coréens de peur que, à leur tour, d'autres nations potentiellement en mesure de fabriquer une bombe atomique soient tentées par l'exercice de ce genre de chantage "à la Pyongyang". En outre, ils voulaient éviter à tout prix une prolifération dans la région (si la RPDC possède la bombe A, les Japonais, les Sud-Coréens et Taïwan pourraient à leur tour être tentés de l'acquérir) et/ou au Proche-Orient (à bout de ressources, la RPDC pourrait essayer de vendre sa technologie ou ses armes nucléaires). Enfin, pour l'AIEA, il s'agissait de faire preuve d'autorité quant au respect des engagements pris par ses membres, l'Agence ne pouvant pas se permettre de céder sans risquer de perdre toute crédibilité. De leur côté, les Nord-Coréens, dont la seule carte est leurs installations nucléaires de Yongbyon, craignaient qu'une fois cette carte jouée, les Américains ne

tiennent pas leurs promesses. Ils avaient déjà été échaudés en 1992 lorsque Washington, après leur avoir promis d'engager des pourparlers directs avec eux s'ils remplissent certaines conditions (amélioration du dialogue avec le Sud; abstention de participer au terrorisme international, signature du NPT, rapatriement de dépouilles de soldats US tombés en 1950-53, arrêt des insultes contre les USA), avaient soudain étendu la liste de leurs exigences (notamment concernant les droits de l'homme, l'exportation de missiles balistiques, le respect par la RPDC de l'accord de dénucléarisation) au moment où Pyongyang avait quasiment rempli son contrat. Comme me le faisait remarquer un Général nord-coréen: "Plus nous approchons du but, plus les Américains l'éloignent de nous; dès lors, rien ne prouve qu'ils tiendront parole si nous ouvrons Yongbyon". La RPDC devait donc jouer avec prudence et astuce son seul atout (la centrale de Yongbyon, où il n'est pas exclu que l'on ne trouve rien) et en obtenir au minimum la reconnaissance diplomatique des USA, ce qui pourrait signifier du même coup sa radiation de la liste des pays ennemis et par conséquent la fin du boycottage économique, commercial et financier imposé par les USA, donc l'arrivée éventuelle d'investissements et d'assistance technique si nécessaires à la survie du régime de Pyongyang.

Pour ce faire, les Nord-Coréens ont habilement privilégié les pourparlers avec les Américains, excluant la Corée du Sud et faisant dépendre les progrès en matière de garanties avec l'AIEA de l'avancement de leurs négociations avec Washington.

A la mi-août 1994, on peut dire que, mis à part la déclaration d'intentions américano - nord-coréenne, Pyongyang n'a rien cédé: ses deux installations non-déclarées de Yongbyon ne sont toujours pas inspectées; les barres qui ont été extraites du réacteur l'ont été contre l'avis de l'AIEA et elles pourraient encore constituer une carte pour la RPDC; les Nord-Coréens n'ont autorisé rien de plus que le maintien des garanties et aucune inspection spéciale ou ad'hoc n'a pu être effectuée à ce jour. En été 1994, on en est au même point au printemps 1993, lorsque la RPDC était sortie du NPT.

3.2 L'Agence internationale pour l'Energie atomique (AIEA)

L'AIEA est devenue un interlocuteur dès que l'on découvrit, au début des années quatre-vingt dix, grâce à l'examen à la Tokay University (Japon) d'une photo prise par un satellite français, que Pyongyang travaillait ferme sur le site de Yongbyon à la construction d'un immeuble trop grand pour n'être qu'un laboratoire.

L'histoire des relations RPDC - AIEA est tumultueuse. Partie à l'accord dès 1985, la RPDC ne signa le Traité de Non-prolifération qu'en 1992 pour en sortir le 12 mars 1993, puis suspendre provisoirement cette sortie le 11 juin 1993. Depuis cette date, la RPDC accepte, puis refuse les inspections de l'AIEA, pour les accepter à nouveau, mais partiellement, sous le prétexte que le sursis à cette sortie lui confère un statut spécial.

Régulièrement, la RPDC s'est cachée derrière le prétexte que les Etats-Unis, l'agresseur de 1950, détenaient la clé de ses problèmes pour refuser le dialogue avec l'AIEA. Cette méthode dilatoire s'est avérée payante puisque, à Genève, l'Agence de Vienne n'était pas présente. Selon la déclaration jointe

du 13.7.94, la RPDC acceptera (aux frais des USA, de la RC et du Japon!) de remplacer ses réacteurs actuels par des réacteurs à eau légère; elle restera partie au NPT et acceptera d'appliquer les garanties prévues par ce traité, mais le prix à payer par les USA et leurs alliés est élevé (~~annexe no...~~).

3.3 La République de Corée

Au cours des ans, la Corée du Nord et la Corée du Sud ont essayé à plusieurs reprises de négocier (~~voir annexe no...~~). Le premier problème rencontré était généralement de savoir de quoi on allait parler sur fond de réunification. Un sujet qui revient à presque chaque fois est celui de l'échange ou des visites de personnes qui ont été séparées par la guerre. Dans ce cadre, les Sud-Coréens prirent une sage décision lorsqu'il rapatrièrent LI In-mo vers le Nord. Cet ancien correspondant de guerre avait passé près de 40 ans dans les prisons du Sud pour terrorisme mais aussi pour n'avoir pas renié sa foi dans le communisme. C'est un LI In-mo malade qui fut remis, aux médecins nord-coréens dans la baraque de la NNSC le 11 mars 1993.

Finalement, c'est en 1990 que les pourparlers ont pris un cours sérieux. Elles devaient conduire les deux frères ennemis à signer, le 13.12.91, une déclaration appelée "Accord de Base" ainsi que, le 31.12.91, une "Declaration of Denuclearization of the Korean Peninsula".

3.3.1 L'Accord de Réconciliation, Non-agression et Echanges et coopération du 13.12.1991, ou "Accord de Base"

Après un premier pas important franchi le 24 octobre 1991 à Pyongyang lors du 4e round des pourparlers entre les Premiers Ministres où l'on avait trouvé les titres des divers chapitres d'un futur accord, il restait à le concrétiser en en spécifiant la substance. Le doute était permis. La signature de l'accord de base fut une surprise d'autant plus agréable que les tractations au sein des commissions préparatoires intercoréennes des experts réunis en novembre et au début décembre à Panmunjom paraissaient être ardues.

En résumé, cet Accord du 13.12.1991 comporte trois grands thèmes: la réconciliation, la non-agression et la coopération.

Au titre de la "réconciliation", chaque partie accepte de respecter le système politique et social de l'autre et s'engage à ne pas s'immiscer dans les affaires internes du voisin, à cesser de le calomnier, le diffamer et l'insulter, et à ne pas commettre d'actes de sabotage ou de subversion. Les deux parties transformeront ensemble l'Accord d'Armistice actuellement en vigueur en un état de paix permanente entre le Sud et le Nord; elles respecteront cet Accord jusqu'à ce qu'à ce que la Paix soit établie (art 5). Les deux parties devront cesser toute confrontation sur la scène internationale et coopérer pour promouvoir les intérêts nationaux et l'estime mutuelle.

Pour ce qui est de la "nonagression", chacune des deux Corées accepte de renoncer à l'utilisation des forces armées; l'une ne devra pas commettre d'agression armée contre l'autre; les différends sont à

résoudre par le dialogue et la négociation. La ligne frontière Nord-Sud sera identique à la Ligne Militaire de Démarcation (MDL) spécifiée dans l'Accord d'Armistice du 27 juillet 1953. Il en va de même des zones sous juridiction commune (DMZ et JSA). Un Comité militaire conjoint et une ligne téléphonique (hotline) seront établies. Chacun accepte d'échanger des informations militaires, de notifier préalablement tout exercice militaire important et d'oeuvrer en vue d'une réduction de l'armement, y compris les armes de destruction massive.

Quant au volet "coopération", les deux partenaires acceptent de promouvoir une économie nationale intégrée et équilibrée et le bien-être de l'entière population. A cet effet, ils conduiront une politique de coopération économique, de développement conjoint des ressources; des "ventures" industrielles et commerciales seront mises sur pied. Les deux pays opéreront des échanges scientifiques, culturels, ainsi que dans les domaines de l'éducation, de la littérature, des arts, de la santé, du sport, de l'environnement, des media et de l'information, y compris les journaux, la radio et la télévision. Ils garantiront à leurs résidents la liberté des voyages et des contacts intercoréens. Ils assureront la liberté de correspondre, de se réunir et de se rendre visite entre membres et autres parents de familles divisées au Sud et au Nord. Ils devront promouvoir la reconstitution de familles divisées et prendre les mesures nécessaires à résoudre d'autres dossiers humanitaires. Les voies de communications ferroviaires et routières détruites durant la guerre de 1950-53 seront rétablies, tout comme les autres voies terrestres, maritimes et aériennes. Les services postaux et téléphoniques seront mis en place et leur confidentialité sera garantie. Les parties coopéreront sur la scène internationale dans les domaines économiques, culturels et autres, et développeront des entreprises conjointes à l'étranger.

Comme on peut l'imaginer, le programme de cet Accord - ambitieux si l'on connaît le contexte coréen - ne sera pas réalisé d'un jour à l'autre. L'Accord prévoyait dès lors l'établissement d'un office de liaison nord-sud à Panmunjom, dans les trois mois à compter de la ratification, ce qui fut fait. En outre, dans le cadre des pourparlers intercoréens à haut niveau, des commissions ("South-North 'Political', 'Military' et 'Economic exchanges and cooperation' committees") ainsi que des sous-commissions pour les domaines tels que la culture, etc., furent créées, ceci dans le délai de un mois, respectivement trois mois, à compter de la ratification de l'Accord, pour discuter des mesures concrètes à prendre pour assurer la mise en place et l'observation de l'Accord.

A noter que, pour la première fois, un texte rédigé en commun par le Nord et le Sud fait état de "Prime Minister, République of Korea". Ce n'est pas encore une reconnaissance officielle par la RPDC de l'existence de deux Corée, mais c'est un pas de géant dans le contexte coréen.

A ce jour, cet accord de base est resté lettre morte malgré 70 séances de travail des divers comités et sous-commissions en 1992 (annexe no. 2). Quant à l'Accord de Dénucléarisation du 31.12.91, jamais mis en pratique, il fait l'objet du point 4 de la déclaration jointe USA-RPDC du 13.7.94 à Genève: Pyongyang s'engage, le moment venu, à le respecter dans le cadre d'un accord final qui reste encore à négocier.

Dans ce chapitre des relations intercoréennes, notons encore que le 25 juillet 1994 devait avoir lieu une rencontre au sommet entre les deux présidents. Cette rencontre avorta, suite au décès de KIM Il-sung survenu le 8 juillet 1994. Jusqu'à cette date, elle avait été préparée lors de séances de travail fructueuses et des rumeurs ont même couru selon lesquelles KIM Il-sung serait mort alors qu'il inspectait un lieu de villégiature où il prévoyait de recevoir le président KIM Young-sam pendant ce sommet, ce qui laissait augurer d'une rencontre réussie.

Malheureusement, les relations Nord-Sud se sont détériorées immédiatement après le décès du Grand Leader, le Nord ayant reproché au Sud de ne pas envoyer de condoléances et d'emprisonner les dissidents qui manifestaient pour protester contre l'interdiction qui leur fut faite de se rendre aux obsèques de KIM Il-sung, et le Sud ayant répliqué officiellement qu'il n'était pas question de condoléances, KIM étant un criminel de guerre. En plus, Séoul présenta en juillet un déserteur arrivé en mai en RC, qui serait le gendre du premier ministre nord-coréen Kang, en précisant que l'identité de ce fugitif n'avait pas été révélée auparavant afin de ne pas nuire au sommet avec KIM Il-sung. D'où l'on peut déduire que si on le présente maintenant, c'est qu'on n'est plus vraiment intéressé à un sommet avec KIM Jong-il !

L'accord de Genève entre USA et RPDC pourrait relancer le dialogue entre Séoul et Pyongyang mais déjà le Sud exige du Nord l'ouverture des deux sites nucléaires non-déclarés de Yongbyon, sites qui ne sont pas mentionnés dans l'accord en question. Cette précondition pourrait avoir un effet négatif sur une éventuelle reprise des pourparlers entre frères ennemis.

3.3.2 Le dialogue intercoréen de la Croix-Rouge: La rencontre des membres de familles séparées

Traditionnellement, les sociétés nationales de la Croix-Rouge coréennes ont été chargées d'organiser les rencontres de membres de familles séparées par la guerre.

Par le passé, divers obstacles avaient été placés par le Nord et le Sud à l'échange ou aux rencontres de ces personnes. L'un de ces obstacles fut par exemple le refus par la RC de produire au Sud des opéras nord-coréens que Séoul qualifie de "révolutionnaires", tels que "Sea of Blood" ou "Flower Girl", que ceux qui les ont vu à Pyongyang qualifient de "soporifiques"!

Avec la signature de l'Accord de Base, on pouvait espérer que la situation s'améliorerait. En effet, les articles 16 et 17 de cet Accord stipulent que les deux parties garantissent libres voyages et contacts, respectivement liberté de correspondance, de réunions et de visites entre les membres des familles et parents dispersés au Nord et au Sud de la Péninsule. En mai 1992, lors des 7es pourparlers entre Premiers Ministres, le Nord et le Sud étaient convenus d'échanger 240 personnes de chaque côté (100 personnes âgées, 70 artistes devant se produire et 70 journalistes et accompagnateurs). A nouveau, les organes de la Croix-Rouge des deux Corée avaient été chargés de négocier, puis d'organiser ces rencontres initialement prévues pour le 15 août, jour anniversaire de la libération du joug japonais, en 1945, puis reportées de 10 jours.

Cent vieillards sur 10 millions de personnes séparées de leurs familles depuis la fin de la guerre, c'était peu, mais c'était un espoir immense pour les Coréens. Une telle rencontre, la seule à ce jour, avait eu lieu en septembre 1985. Puis, plus rien. A l'époque, chaque pays avait délégué 151 visiteurs: 50 personnes âgées, accompagnées de personnel administratif (21), d'artistes (50), et de 30 journalistes.

Pourquoi le programme de ce mois d'août n'a-t-il pas pu être exécuté ? Deux raisons principales peuvent être avancées. D'une part, l'intransigeance des Sud-Coréens à vouloir lier tout progrès dans les pourparlers des diverses commissions (politiques, militaires et économiques) à l'ouverture par le Nord de ses installations nucléaires aux inspections bilatérales ("Challenge inspections"); d'autre part, les préconditions émises par les Nord-Coréens au fur et à mesure que les discussions avançaient, préconditions que je préciserai plus bas.

Compte tenu des forts soupçons qui pesaient déjà à ce moment sur la RPDC quant au but réel de son programme nucléaire "pacifique et de recherches", on peut comprendre les exigences de Séoul, qui sont aussi celles de Washington et de Tokyo, à ne pas se contenter des inspections de l'AIEA. Par contre, on peut se demander pourquoi Pyongyang, qui avait proposé ce programme d'échange de familles séparées "sans préconditions" lors des septièmes pourparlers entre les Premiers Ministres, décida d'en bloquer la réalisation. Une hypothèse, avancée par plusieurs de mes interlocuteurs, est que Pyongyang n'a jamais été intéressé par ces rencontres, de crainte que se répande en RPDC des informations précises sur la situation réelle en Corée du Sud. En proposant ce programme, Pyongyang voulait uniquement satisfaire à l'une des exigences émises par les Américains à l'amorce d'un dialogue USA-RPDC, à savoir l'amélioration des relations intercoréennes.

Aussi, dès la première séance des discussions de la Croix-Rouge, le 5.6.92, les Nord-Coréens demandèrent-ils le rapatriement de Li In-mo, cet officier politique nord-coréen, correspondant de guerre, aujourd'hui âgé de 76 ans, capturé au Sud au début des années 50 et qui y est resté en prison durant 34 ans, d'abord pour terrorisme, puis pour ne pas avoir accepté d'abjurer le communisme (!), enfin pour espionnage au profit de Pyongyang. A cette exigence, Séoul répondit qu'il était prêt à rendre Li In-mo et 60 autres Nord-Coréens qui n'ont jamais voulu renier la doctrine communiste, en échange de 278 des 438 Sud-Coréens actuellement retenus contre leur gré au Nord (équipages de bateaux de pêche arraisonnés puis retenus, et d'un avion civil détourné en RPDC, entre autres; annexe no. 3). Par la suite, le Nord avança d'autres exigences: le Sud devrait renoncer à l'exercice combiné US-RC "Focus Lens" (qui n'engage pas de troupes mais uniquement les Etats-Majors) et ne plus lier tout progrès dans les pourparlers intercoréens à l'inspection par Séoul des installations nucléaires de la Corée du Nord.

De son côté, le Sud, qui avait renoncé à quelques unes de ses requêtes (possibilité pour les accompagnateurs de visiter leurs familles, et pour les personnes âgées de revoir leur village natal et les tombes de leurs ancêtres) et qui avait accepté que les lieux des rencontres soient limités à Pyongyang et à Séoul uniquement, refusa de faire d'autres concessions.

Le Nord, ne voulant probablement pas rompre définitivement, avait proposé le 26 août pour une nouvelle tentative de conciliation. Les deux parties se sont cependant séparées le 7 août sans qu'une

nouvelle date ne soit définitivement fixée. Dès ce moment, il ne fut plus question de ces échanges ou visites de personnes séparées, mais notons que LI In-mo fut finalement rapatrié sans condition le 11 mars 1993.

En août 1994, M. KANG Young-hoon, Président de la Croix-Rouge sud-coréenne et ancien Premier Ministre (il avait pris part à trois rencontres Nord-Sud), lança une nouvelle campagne en faveur des visites en question, mais surtout en vue du rapatriement des quelque 438 Sud-Coréens détenus contre leur volonté en RPDC, en particulier KO Sang-mun, un instituteur sud-coréen kidnappé en avril 1979 alors qu'il voyageait en Norvège. Le Nord refusa d'entrer en matière.

3.4 Le Japon

Depuis la visite impromptue, le 24.9.90 à Pyongyang, d'une délégation japonaise du Liberal Democratic Party et du Japan Socialist Party, délégation conduite par l'ancien vice-premier ministre Shin Kanemaru (hôte du Président KIM Il-sung), la RPDC poursuit deux buts: obtenir une reconnaissance diplomatique, mais d'abord un dédommagement financier pour les pertes et dépréciations subies durant l'occupation japonaise de la Corée, de 1910 à 1945. Les chiffres articulés vont de US\$ 4 milliards (requête officielle de Pyongyang) à US\$ 10 milliards (montant qu'exigerait en fait la RPDC) et comprennent également les pertes subies de 1945 à 1994 compte tenu des conséquences de l'occupation japonaise. Les pourparlers qui ont eu lieu à Beijing en 1991-92, interrompus à la 8e séance, n'ont pas débouché sur des résultats tangibles. Les raisons de cet échec sont diverses: d'une part, les Japonais demandent des informations au sujet de LEE Eun-hye, une Japonaise qui aurait été kidnappée et ramenée en RPDC pour y parfaire l'éducation de KIM Hyon-hi, une jeune Nord-Coréenne qui ensuite fut envoyée en "mission spéciale" (dépôt d'une bombe qui fit exploser en 1987 un avion coréen et coûta la vie à plus de cent personnes); d'autre part, les Japonais exigent fermement, avec les USA, l'AIEA et la RC, que Pyongyang honore ses obligations en matière d'inspections nucléaires. Ces exigences, évidemment repoussées par Pyongyang comme étant injustes, bloquent encore les entretiens à l'heure actuelle. On pourrait encore mentionner ici les soupçons mutuels qu'ont les deux pays quant au programme nucléaire de l'autre, mais tant la RPDC que le Japon désirent nouer des relations, la première pour les raisons financières mentionnées plus haut; le second pour étendre son domaine commercial et industriel à un terrain favorable aux investissements compte tenu des ressources naturelles de la Corée du Nord et de la main d'oeuvre bon marché et de bonne qualité de ce pays. Les pourparlers devraient donc reprendre tôt ou tard et, depuis quelque temps, Tokyo exhorte Pyongyang à renouer le dialogue. Une rencontre secrète entre envoyés des deux gouvernements aurait eu lieu en août, septembre 1994 à Beijing. Relevons ici qu'en 1991, Séoul a persuadé Tokyo de consulter la RC avant toute décision qui pourrait entraver sa politique avec la RPDC en matière nucléaire ou gêner ses propres négociations.

3.5 L'évolution en quatre ans

Mon premier jour à Panmunjom, le 4 septembre 1990, fut marqué par un événement historique: le passage du Nord au Sud du Premier Ministre de la RPDC, M. Yon Hyong-muk, qui allait participer à la

première séance des entretiens Nord-Sud entre Premiers Ministres. Depuis lors, nombreuses et diverses furent les négociations entre les Nord-Coréens et leurs interlocuteurs. Leur état s'est détérioré au cours de 1993 et jusqu'au milieu de 1994, suite à une succession de décisions prises de part et d'autre. Fin 1992: refus de la RPDC d'autoriser l'inspection de deux de ses installations de Yongbyon soupçonnées de receler du matériel nucléaire détourné à des fins non pacifiques; début 1993: exercice militaire combiné USA-RC "Team Spirit" suivi de la "semi war condition" décrétée par le Nord; mars 1993: sortie de la RPDC du NPT, le Traité de Non-prolifération nucléaire (les Nord-Coréens ont suspendu cette dernière décision en juin, les Américains ayant accepté de dialoguer avec eux).

Cette escalade, ponctuée de déclarations péremptoires de Washington et de Pyongyang, culmina provisoirement le 1.12.93 par le vote à l'ONU d'une résolution appelant la RPDC à coopérer immédiatement avec l'AIEA en vue de l'exécution complète de l'Accord de garanties nucléaires (OUI: 140; abstentions 9; NON: la seule Corée du Nord).

Un nouvel enchaînement rapide de mauvaises nouvelles eut lieu dès le début de 1994: le 21.1.94, rejet par Pyongyang des conditions d'inspection de l'AIEA; le 23.1.94, le Directeur de l'AIEA déclare qu'il renoncera à effectuer une inspection qui n'aurait pas de valeur et qui ne pourrait pas confirmer si la RPDC a ou non transféré du matériel nucléaire depuis la dernière inspection de janvier 1993; le 25.1.94, l'administration américaine voit d'un oeil favorable l'envoi en Corée du Sud de missiles anti-missiles Patriot; 30.1.94: l'agence officielle nord-coréenne KCNA déclare que le déploiement de Patriots "...is a very dangerous act which can be seen only on the eve of the outbreak of war"; le 2.2.94, la France demande des sanctions à l'encontre de Pyongyang qui ne veut pas accepter les inspections de l'AIEA; le 7.2.94, le Département de la Défense des USA informe des réservistes qu'ils doivent se préparer pour Team Spirit '94.

On pourrait continuer et affiner l'énumération au cours des mois suivants avec l'acceptation des inspections par Pyongyang qui a été exigeant jusqu'au dernier moment en choisissant la nationalité des inspecteurs; la perspective de rencontres à haut niveau USA-RPDC à Genève le 21.3.94, l'abandon de Team Spirit, puis les difficultés rencontrées par les inspecteurs de l'AIEA; la préparation d'une autre résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU qui ne sera finalement plus qu'une lettre de son président, avec l'accord de la Chine et de la Russie.

Et pendant ce temps-là, les pourparlers Nord-Sud sur l'échange d'envoyés spéciaux chargés de préparer un sommet intercoréen se poursuivaient à Panmunjom. La 8e séance de ces négociations, le 19 mars 1994, devait en être la dernière, le Sud les rompant après que le délégué du Nord ait déclaré que: "Seoul is not far away from here. If war breaks out, Seoul will turn into a sea of fire".

Au début avril 1994, on apprenait que le négociateur américain Robert Galluci avait envoyé une lettre à son interlocuteur habituel, Kang Sok-ju, Vice-Ministre des Affaires étrangères de la RPDC, l'informant que les USA ne reprendraient pas les entretiens de Genève si Pyongyang ne se conformait pas aux conditions négociées, à savoir l'acceptation des inspections de l'AIEA et l'échange d'envoyés spéciaux RC-RPDC. Le 3.4., le Vice-Ministre des Affaires étrangères de la RC déclarait qu'on pourrait dissocier le

problème des inspections et celui des envoyés spéciaux, nouvelle démentie le lendemain par le porte-parole du Président sud-coréen. Le 6.4., la Corée du Nord demandait aux USA de renoncer à l'échange d'envoyés spéciaux en échange de son accord pour les inspections. Détente !

Cependant, le Président Clinton déclarait peu après qu'il n'était pas question que Pyongyang possède ou même tente de développer l'arme atomique (tension?), mais le 10.4., le Secrétaire d'Etat Christopher annonçait que les efforts diplomatiques pour faire entendre raison à Pyongyang dureraient six mois. Le 15.4., la Corée du Sud renonçait à son exigence concernant l'échange d'envoyés spéciaux. Détente !

Le 21.4, la Corée du Nord offrait à l'AIEA d'assister au "Refueling" de son réacteur de 5 mégawatts. Le lendemain, le Secrétaire à la Défense Perry déclarait que les USA allaient demander à l'ONU d'appliquer des sanctions si cette opération n'était pas effectuée en présence d'inspecteurs de l'AIEA (tension?). Le 24, l'AIEA informait la RPDC que ses inspecteurs se rendraient sur place pour assister à cette opération. La tension baisse, mais pas pour longtemps.

Le 29.4., la RPDC rejetait les conditions imposées par l'AIEA relatives au "réfueling" d'un de ses réacteurs à Yongbyon. Le lendemain, l'AIEA déclarait ne plus vouloir se rendre à Yongbyong pour cette inspection si ses agents n'étaient pas autorisés à prélever des échantillons afin de déterminer si les Nord-Coréens avaient ou non extrait du plutonium lors d'un arrêt du réacteur il y a quelques années. Le 13.5., la RPDC déclarait qu'elle avait commencé l'opération sans plus attendre les inspecteurs de l'AIEA; l'Agence annonçait alors que des inspecteurs étaient en route pour Yongbyong. Le 29.5., l'AIEA déclarait que ses inspecteurs, qui n'avaient pas été en mesure de s'assurer que du plutonium n'avait pas été prélevé par la RPDC, étaient rentrés à Vienne après l'échec des négociations sur place. Le 30.5, l'UNSC rappelait la RPDC à la raison: ses quinze membres, la Chine comprise, approuvaient une déclaration demandant à la RPDC de ne pas procéder à l'échange des barres dans son réacteur de Yongbyon. Le 2.6, les USA et la RC annonçaient leur exercice militaire combiné "Ulchi-Focus-Lens" pour le mois d'août. Le 30.6., le Japon, les USA et la Corée du Sud se concertaient en vue de la préparation de sanctions économiques, bien que la RPDC ait déclaré que des sanctions équivalaient à une déclaration de guerre. Pyongyang confirmait cette interprétation le 3.6. Deux jours plus tard, le Président Clinton déclarait qu'il doutait que la RPDC veuille risquer sa propre destruction en se lançant dans une guerre. Le 7.6., le représentant nord-coréen auprès de l'AIEA déclarait que son pays ne permettrait jamais l'inspection des deux sites non-déclarés à Yongbyon parce qu'ils sont des entrepôts militaires, donc exclus des obligations selon l'AIEA, mais le 8.6, le MAE à Pyongyang annonçait que l'AIEA pourrait inspecter les autres installations si les USA promettaient de participer à une nouvelle séance de négociations. Cependant, le 9.6., le Ministre de la Défense de la RC annonçait que les forces armées du Sud augmentaient leur degré de préparation pour parer à toute éventualité au cas d'une confrontation avec le Nord. Le 10.6., l'AIEA votait (28 OUI, 1 NON, 4 abstentions) la suppression de l'aide financière technique à la RPDC, provoquant une vive réaction de Pyongyang: les deux inspecteurs de l'AIEA restés sur place doivent quitter immédiatement Yongbyon. Evidemment, la presse se fit l'écho de ces tensions politiques, allant jusqu'à les interpréter comme étant surtout militaires. Le 13.6., le LTG LI Chan-bok de la KPA indiquait au sousigné que la question pour le Nord n'était plus de savoir "si" les Américains allaient les attaquer, mais "quand" aurait lieu cette attaque. Le 14.6., la RPDC se retirait de l'AIEA. Le

même jour, il était rapporté à Séoul que des étrangers et des Coréens fortunés quittaient la Corée par crainte d'un conflit imminent avec le Nord.

Comme on le voit, la tension était à son comble lorsque, le 15 juin 1994, l'ex-président Carter traversa la Ligne militaire de Démarcation à Panmunjom pour se rendre à Pyongyang afin d'y rencontrer le Président KIM Il-sung.

Au cours de ces 18 derniers mois, on a donc assisté à un durcissement des positions des deux camps. Le manque d'empressement des Nord-Coréens à se soumettre à la volonté des USA et de l'AIEA y est évidemment pour quelque chose, mais les déclarations souvent alarmantes, voire contradictoires des Américains, et non des moindres, n'ont fait que compliquer la situation. On se souviendra que, de passage à Panmunjom le 8.10.93, le Président Clinton, campé sur le "Bridge of no return" à quelques mètres de la Ligne de Démarcation militaire séparant les deux Corée, avait déclaré: "If North Korea develops and uses nuclear weapons, it would risk U.S. military retaliation and it would be the end of their country". Puis, le 7.11.93, M. Clinton disait: "Any attack on South Korea is an attack on the USA". Le 2.12.93, il ajoutait: "The U.S. is not planning any imminent military action in North Korea", après qu'un haut fonctionnaire américain ait déclaré que l'on se trouvait à la veille d'un conflit. Le Secrétaire d'Etat Christopher avait déclaré le 10.4.94 qu'il faudrait 6 mois de négociations pour faire entendre raison à la RPDC, mais le Ministre sud-coréen de la Défense RHEE annonçait le 9.6.94 qu'il préparait ses troupes en vue d'un conflit avec le Nord. Et ce ne sont que quelques exemples des contradictions et ambiguïtés qui se sont succédées en une année et demie.

A ce stade, il convient de noter que - contrairement à ce qui s'était produit lors de "Team Spirit '93" - les services de la US Military Intelligence n'avaient détecté aucun mouvement de troupes en Corée du Nord au cours des mois qui avaient précédé la visite Carter. Néanmoins, plusieurs commandants d'unités américaines rencontrés pendant cette période étaient inquiets. Depuis plus de deux ans, la proximité des troupes nord-coréennes, mais aussi sud-coréennes et américaines de part et d'autre de la frontière, limite sensiblement le temps de réaction en cas d'attaque surprise ou d'incident grave. Les Américains prétendent qu'une attaque massive du Nord prendrait 6 jours de préparation; une attaque sur un objectif limité nécessiterait seulement 3 heures, alors que le Nord peut en tout temps bombarder Séoul d'une minute à l'autre. Les Américains avaient dès lors poussé l'entraînement de leurs soldats, sans toutefois élever le niveau d'alerte de leurs forces armées. De leur côté, les Sud-Coréens avaient aussi intensifié leur préparation militaire, y compris la révision de leurs ouvrages et barrages sur la route Séoul - Panmunjom.

3.6 L'attitude de la Chine et de la Russie

Pendant cette période agitée, au cours de laquelle les Nord-Coréens ont quasiment nargué les Américains, ignoré les Sud-Coréens, boudé les Japonais et éconduit l'AIEA, la Chine a toujours conseillé la patience et la négociation. Le fait qu'elle ait reconnu la Corée du Sud ne l'a pas empêchée d'être plutôt du côté de Pyongyang. Même si elle ne s'est pas abstenue au Conseil de Sécurité de l'ONU, elle

n'a approuvé que des textes modérés. Cependant, il ne fait pas de doute qu'elle a su également montrer aux Nord-Coréens "jusqu'où ils pouvaient aller trop loin".

Quant à la Russie, sans avoir totalement rompu avec Pyongyang, elle a perdu de son influence en RPDC après l'établissement de relations diplomatiques avec Séoul. Ses propres problèmes après son changement de politique lui avaient fait perdre contact avec l'évolution dans cette région. Afin de revenir sur la scène, elle a lancé l'idée d'une conférence internationale qui devrait être en mesure de régler les questions que les négociations bilatérales sont incapables de résoudre. L'Ambassadeur Kunadze, ancien vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, me disait récemment que les sanctions, auxquelles la Russie n'est en principe pas opposée, doivent être uniquement prises si l'on est certain qu'elles auront un effet sur la Corée du Nord. Mais compte tenu de l'incertitude quant à la position chinoise et du fait que les menaces semblent durcir la position de Pyongyang, on doit se demander si de telles mesures ne conduiraient pas finalement à un conflit. D'où l'idée d'une conférence internationale.

3.7 Vers une solution ?

Dans un rapport daté du 16.12.1993, j'écrivais: "Il ne fait pas de doute que les uns et les autres cherchent activement à sortir de l'impasse. Quelles solutions peut-on imaginer ? D'abord, même si un conflit armé ne peut jamais être exclu, osons paraphraser Raymond Aron (le Grand Schisme): "Paix impossible; guerre improbable" et espérons qu'à défaut que se réalise la première, la dernière nous soit épargnée. Ceci dit, on voit mal que les deux camps, s'étant fortement engagés publiquement, abandonnent leurs exigences, le Nord s'ouvrant tout grand et les autres renonçant à inspecter Yongbyon. Entre ces deux extrêmes (la guerre et l'abandon de la dispute), pourrait par exemple s'intercaler une "win-win situation" sous la forme d'un échange simultané de concessions, les USA reconnaissant la RPDC et cette dernière acquiesçant à la demande de la communauté internationale. Ce "package deal" pourrait évidemment être nuancé par les protagonistes. Cette solution, préconisée par Pyongyang, mais aussi par KIM Dae-jong, l'ancien chef de l'opposition en Corée du Sud, paraît, à ce jour, le seul moyen de régler pacifiquement ce contentieux sans qu'aucun des acteurs ne perde la face... Il faut donc espérer que la sagesse prévaudra et que tant les Américains que les Nord-Coréens feront des concessions, bien que ce ne soit guère dans les habitudes des uns comme des autres".

A ce jour, on semble s'acheminer vers une telle solution où chacun gagnera un maximum si tant est que les négociations de Genève aboutissent à un accord définitif. Le premier résultat est en tout cas prometteur si l'on analyse la déclaration du 13 août 1994. Les Nord-Coréens obtiendront l'ouverture simultanée de représentations diplomatiques à Pyongyang et à Washington; un, voire deux nouveaux réacteurs gratuits; une aide substantielle en énergie pour remplacer celle produite par ses réacteurs actuels qui seront mis en panne; l'assurance de ne pas être menacés par l'arme nucléaire américaine. Les Sud-Coréens recevront la mise en place du traité de "dénucléarisation" de la péninsule signé avec le Nord le 31.12.91 et pourront peut-être construire le(s) réacteur(s)...à leurs frais! L'AIEA sera soulagée de voir son NPT respecté, ce qui influencera probablement favorablement la reconduction de ce traité en

1995. Les Américains seront tranquilisés quant à la prolifération, mais ils devront payer cher cette assurance...pour autant qu'ils veuillent bien payer car, sous prétexte que leurs lois ("Trading with the Enemy Act", entre autres) ainsi que leur appartenance au "London Nuclear Suppliers Group" ne le leur permettent pas, ils essaient dès maintenant de trouver des sponsors. Les Japonais et les Sud-Coréens, car c'est d'eux qu'il s'agit, mettent des conditions. Pour les premiers, le financement pour le réacteur à eau légère ou pour l'énergie alternative devrait être inclus dans les montants compensatoires à verser pour dommages de guerre. Pour les seconds, il ne serait pas question de payer avant que le Nord fasse la preuve qu'il ne cache rien dans les deux "undeclared facilities" de Yongbyon et le leader de l'opposition, LEE Ki-teak, a même déclaré vouloir requérir l'approbation de l'Assemblée Nationale pour le financement de l'opération.

Un sentiment d'avoir été lâchés par les Américains se fait jour chez certains Sud-Coréens qui constatent que la reprise des entretiens Nord-Sud ne figure pas dans l'accord de Genève. Si l'on en croit la presse qui rapporte les déclarations de parlementaires du parti au pouvoir comme celles des partis de l'opposition, les Américains ont conduit ces négociations pour eux uniquement, sans tenir compte des intérêts de Séoul. Ce sentiment de trahison est renforcé chez beaucoup de Sud-Coréens par le fait que les Américains ont récemment critiqué ouvertement la Loi sur la Sécurité Nationale de la RC au moment où Amnesty International condamnait le gouvernement de Séoul pour son attitude ferme envers les étudiants extrémistes. Sans compter que les USA poursuivent sans relâche leur action en vue de l'ouverture des marchés sud-coréens. Après le riz et les semi-conducteurs, c'est maintenant le tour des voitures: avec une méconnaissance des sensibilités coréennes, les Américains suggèrent aux autorités coréennes d'en acheter pour leur usage officiel!

Enfin, la perspective de l'ouverture de relations diplomatiques entre Washington et Pyongyang n'enchantent pas les Sud-Coréens. Non seulement une telle décision modifierait l'image du Nord-Est asiatique en général, mais elle révoquerait le monopole que détient Séoul sur les relations coréano-américaines, bien que les USA maintiendront certainement leur support au Sud, comme Beijing l'a fait pour Pyongyang après avoir renoué avec Séoul. Les parlementaires sud-coréens posent déjà des questions quant à savoir si les Américains ont tenu compte de l'avis de Séoul dans leurs négociations avec Pyongyang. Le gouvernement de la RC exige la transparence à Yongbyon avant de financer un réacteur. Les Nord-Coréens se rebiffent et déclarent vouloir refuser que Séoul soit le fournisseur dudit réacteur.

Dès lors, rien n'est conclu: comme il est également mentionné dans cette déclaration du 13.8.94: "Important issues raised during the talks remain to be resolved". C'est probablement le cas de la question des 8'000 "fuel rods" qui se corrodent à Yongbyon et dont les Nord-Coréens pourraient vouloir extraire du plutonium, se créant ainsi une nouvelle carte. Et dans ce contexte, les négociateurs nord-coréens à Genève n'auront pas manqué de soulever un autre problème qui leur tient à coeur, à savoir la transformation de l'Armistice en un traité de paix qui devrait ensuite, selon Pyongyang, conduire à la réunification.

En conclusion, on peut prétendre que si l'accord devait malgré tout se matérialiser, les négociateurs nord-coréens (contrairement à ceux de Washington et de Séoul) n'auraient pas cédé grand-chose et qu'ils auront obtenu un maximum. Quel chemin parcouru depuis 1990, quand les Américains prétendaient leur dicter le prix à payer pour avoir le privilège de parler avec eux!

4. REUNIFICATION

We are witnessing, both globally and regionally, the unmistakable trends of reconciliation, cooperation and openness. Unfortunately, however, in this part of the world confrontation and mistrust continue to characterize the relationship between the two Koreas. This is due mostly to Pyongyang's limitations as a closed society and its ideological inflexibility. Under the circumstances, both Koreas are faced with dilemmas: for Seoul, the dilemma is to choose between tolerance and wariness vis-a-vis the North, whereas Pyongyang is at a crossroad whether to open up its society or remain closed".

(HAN Sung-joo, Foreign Minister of South Korea, 31 May, 1993)

On peut prétendre que, si aucune des puissances concernées (Chine, Japon, Russie, USA) ne veut une confrontation, aucune d'elles n'est très pressée de voir se réaliser une réunification bâclée. Une entreprise menée trop hâtivement pourrait tout gâcher. Chacun s'accorde donc à penser que les Coréens doivent "réussir leur réunification" et que, pour ce faire, ils doivent prendre leur temps.

L'entrée simultanée des deux Corée à l'ONU le 17 septembre 1991 (qui a pour corollaire évident le respect de la Charte des Nations Unies et qui est une reconnaissance réciproque "de facto", sinon "de jure") exerce-t-elle déjà une influence dans ce contexte ardu ? Il est difficile de le dire. Depuis son admission à New York, le Nord a bien signé l'Accord de Base (réconciliation, non-agression, échanges et coopération) du 13.12.91, reconnaissant le "système" et le "gouvernement" de la RC, mais le préambule de cet Accord exclut expressément la "souveraineté" de la RC sur la partie Sud de la péninsule. Le Nord s'est bien engagé à oeuvrer pour la réunification, mais n'a jamais officiellement modifié sa constitution où sa "mission", communiser le Sud, sans apparaître explicitement, est manifeste. D'autre part, après 70 séances de travail des commissions et sous-comités y relatifs, cet Accord, à ce jour, n'a toujours pas été mis en pratique. Depuis son admission à l'ONU, la RPDC a également progressé à pas de géant dans son dialogue avec les Américains et la plupart des séances de travail (working level) USA-RPDC ont eu lieu à New York.

Quels moyens le Nord entend-il employer pour faire avancer le dossier de la réunification? Dans ses discours du 1er janvier de 1991 et de 1992, le Président Kim Il-sung avait parlé de "moyens pacifiques". Dans celui du 1er janvier 1993, il appelait tous les pays ayant été mêlés au conflit coréen à participer à la recherche d'une solution. Il voulait favoriser la discussion et il excluait la guerre. A ce jour, personne ne peut prétendre qu'il n'avait pas tenu parole. Périodiquement, la presse officielle nord-coréenne reprend l'idée du Président Kim Il-sung d'une Confédération de Koryo: "Un pays, une nation, deux

systèmes, deux gouvernements". Notons cependant un élément qui n'est pas souvent précisé par le Nord: un Parlement coifferait ce montage, avec le même nombre de députés pour la RPDC que pour la RC; évidemment, cette dernière, dont la population est le double que celle de la Corée du Nord, oppose à ce système la formule "One man, one vote".

Cependant, dans les bulletins de l'agence de presse nord-coréenne KCNA consultés au cours des quatre dernières années, on peut lire clairement la détermination de la RPDC d'exiger le départ des Américains de la Péninsule, exigence reprise par les négociateurs nord-coréens lors des derniers pourparlers de Pyongyang entre Premiers Ministres et par le Président Kim Il-sung dans son discours du 20.2.92 adressé aux deux délégations: "There is no need for foreign troops in this country, nor is there any reason for foreign military bases to be maintained here". Au Sud, le Général américain Robert W. RisCassi, alors Commandant en Chef des Forces armées en Corée, avait déclaré en janvier 1992 que l'entrée simultanée du Nord et du Sud dans l'ONU ne modifierait pas le rôle de l'United Nations Command (UNC) qui est de contrôler l'application de l'Accord d'Armistice de 1953. La perspective d'une reconnaissance diplomatique admise à la mi-août 1994 entre les USA et la RPDC changera-t-elle quelque chose dans ce domaine? Les troupes américaines stationnées au Sud le sont sur la base d'un accord bilatéral signé par les USA et la RC, qui est périodiquement confirmé et que personne n'imagine être remis en question dans un avenir proche.

La signature d'un traité de paix - c'est une requête nord-coréenne de plus en plus pressante depuis l'année dernière - sortirait la Péninsule de plus de 40 années de "ni guerre ni paix". Mais la signature d'un tel traité pose aussi problème: le Nord voudrait le signer avec les USA, car Pyongyang ne reconnaît pas officiellement le Sud comme étant un Etat souverain; en outre, la RPDC refuse de considérer la guerre de 1950-53 comme une guerre entre Coréens: pour Pyongyang, ce sont les Américains qui furent les agresseurs. Les USA ne veulent pas signer un tel traité car, disent-ils, ils n'ont pas été en guerre contre la Corée du Nord; ce sont les Nations Unies qui se sont battues dans la Péninsule. Mais le Nord ne conçoit pas qu'il puisse être contraint à signer un traité de paix avec une organisation qui l'a admis à New York comme membre à part entière, au même titre que le Sud. Le Nord devra-t-il signer la Paix avec le Sud? C'est ce que m'avait affirmé un diplomate américain il y a deux ans déjà et c'est aussi la solution que préconisait M. G. Kunadze, l'Ambassadeur de la Fédération de Russie à Séoul, lors d'un entretien que j'ai eu avec lui à Panmunjom le 11.8.94. Une solution consisterait en une déclaration de non-belligérance que signeraient, respectivement contre-signeraient le Président du Conseil de Sécurité (la résolution de l'UNSC a déterminé l'intervention des troupes de 16 pays sous la bannière de l'ONU en 1950 et l'UNC était l'un des signataires de l'AA en 1953), les USA, la RC, la RPDC et la Chine; ainsi, chacun y trouverait le partenaire de son choix!

A Pyongyang, parlant de l'Accord sur la Réconciliation, la Non-agression, les Echanges et la Coopération" du 13.12.91, le Président Kim Il-sung aurait dit à ses hôtes sud-coréens lors d'une réception d'ouverture de la 8e séance des pourparlers entre Premiers Ministres: "We have now a good Peace Treaty". Mais ni les Américains, ni les Sud-Coréens ne veulent considérer cet "accord de base" comme un traité de paix, ni même comme une substitution de l'Accord d'Armistice de 1953, le respect

de ce dernier étant expressément admis et garanti par les deux Corée à l'art. 5 de cet Accord de Réconciliation du 13.12.91.

...Comme on le voit, rien n'est simple ici!

Une réunification bâclée, engendrant une instabilité, pourrait être préjudiciable à la sécurité régionale et à celle des quatre puissances qui influent sur la péninsule et sur l'Asie du Nord-Est. Bien évidemment, une telle situation serait également nuisible aux deux Corée. Le Sud pourrait avoir à subir les ondes de choc d'une déstabilisation du Nord. Comment le Sud maîtriserait-il un afflux de milliers de réfugiés alors que la perspective de l'arrivée de 170 "Loggers", ces bûcherons nord-coréens qui travaillent en Sibérie, pose déjà un problème tel que la loi de la RC sur l'aide aux déserteurs nord-coréens devra être modifiée.

A l'évidence, une réunification trop rapide serait également pernicieuse pour le Nord qui tient à garder son système du Djouché (autarcie). Le Président KIM Il-sung et KIM Jong-il, son fils aîné et successeur désigné, l'avaient bien compris. Constatant l'importance de la continuité du leadership au moment où l'héritage de la fonction dirigeante du Parti était déjà à l'ordre du jour, KIM Jong-il déclarait en janvier 1992 que, lors de tels changements, la loyauté et la sélection des dirigeants sont fondamentales et qu'une idéologie et un leadership monolithiques, soutenus par une discipline centraliste, sont essentiels. Ce qui veut dire que le système n'est pas prêt pour un changement d'idéologie.

A lire ce qui précède, d'aucuns penseront qu'il ne semble pas que l'oc chemine rapidement vers une réunification des deux Corée. Et pourtant, KIM Il-sung avait publié, le 8.4.93, un programme de réunification en 10 points relativement conciliant; le Sud avait proposé de reprendre les pourparlers et le Nord de surenchérir, fin mai 1993, avec l'idée de consultations pouvant conduire à un sommet intercoréen. On le sait, cette idée, reprise par KIM Il-sung lors du voyage Carter, prévoyait une rencontre entre les deux présidents pour le 25 juillet 1994 à Pyongyang. La mort du Grand Leader, le 8 juin 1994, mit fin (provisoirement ?) à ce sommet.

Les deux Corée vont-elles pouvoir se mettre d'accord ? Les systèmes ne sont-ils pas trop éloignés l'un de l'autre ? A voir la bonne volonté souvent exprimée au sommet des deux Etats et malgré l'hypothèque nucléaire, on peut espérer que cet antagonisme fera place à un accord. Dans ce contexte, il semble utile de relever qu'une composante importante du problème est la tradition confucianiste de la nation coréenne chez qui la notion de groupe (origine, université, année de promotion militaire, mais aussi traditions, race, langue, coutumes) est plus importante que la notion d'individu. Dans un Etat influencé par cette éthique, l'interventionnisme de l'Etat n'est pas ressenti comme quelque chose de néfaste; il est accepté comme un fait naturel. L'individu fait corps avec le groupe, ce qui n'empêche pas la compétitivité entre individus (on en veut pour exemple la vitalité de l'industrie de la RC). Dès lors, l'intérêt supérieur de la nation pourrait bien être le moteur d'une réunification ou, au début au moins, d'une association.

Sur quel type de réunification l'Accord de Base du 13.12.91 ("Accord sur la Réconciliation, la Non-agression, les Echanges et la Coopération") pourrait-il déboucher ? Le modèle "allemand" (absorption), "viêt-namien" (guerre), "yéménite" (rapprochement, puis déchirement), ou un autre modèle, purement

coréen, telle une association ne modifiant en rien les structures internes des deux Corée, précédant de plusieurs années une complète réunification ?

D'une part, je pense que nous pouvons d'emblée éliminer les modèles viêt-namien et yéménite, le premier parce qu'il a déjà échoué en Corée en 1950 et que, maintenant, ni la Corée du Nord ni celle du Sud ne veulent la guerre; même si la presse de Séoul rapporte en première page les événements yéménites, preuve du grand intérêt que les Coréens portent à cette affaire, on peut également éliminer le modèle yéménite parce qu'il ne ressemble en rien à celui de la péninsule coréenne, que ce soit quant à l'histoire de la séparation, à la population de chaque partie, aux systèmes en présence, ou à l'économie. Notons encore que, sur 33 ans de division, les deux Etats yéménites en ont passé 18 à négocier leur Constitution commune (dont 9 ans à la réviser) avant de se réunir ... et de s'entre-déchirer à nouveau !

D'autre part, bien qu'il y ait des similitudes entre ces deux nations (division issue de la guerre, unité de traditions, d'histoire, de langue et de culture, etc.) je ne crois pas que l'on puisse comparer le cas de la Corée avec celui de l'Allemagne. Premièrement, Kipling l'avait constaté, on ne transpose pas aisément l'Occident en Orient. Les mentalités sont totalement différentes. Ici le collectivisme hérité du confucianisme prime sur l'individualisme occidental hérité de la Grèce antique. En outre, depuis des années, les Allemands de l'Est recevaient de l'Ouest une information quasiment complète et non censurée, que ce soit par radio, TV, journaux, lettres, visiteurs, etc.. Rien de tout ça en Corée du Nord où (selon le bulletin officiel KCNA de la RPDC, no 4 du 04.01.92, p.expl.) le gouvernement veut protéger la population contre la "propagande mensongère des impérialistes américains et de leurs valets séparatistes sud-coréens" et, depuis quelques années... des ex-pays communistes aussi! Le poids d'un allié proche comme la Chine, chez qui prédomine aussi le Parti, n'existait pas en Allemagne de l'Est où l'influence de l'URSS s'était considérablement atténuée depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev. De nombreux observateurs s'accordent à dire que, malgré les efforts déployés de part et d'autre, malgré les pourparlers à très haut niveau (impensables il y a quatre ans) et malgré l'Accord signé le 13 décembre 1991 à Séoul, trop de choses séparent encore les deux Corée: systèmes politiques et développement économique (PNB par habitant en RPDC: selon les sources: entre US\$ 897.-- en 1989 et US\$ 1'400.-- en 1992; en RC: entre US\$ 6'281.-- en 1991 et US\$ 6'700.-- en 1992) sont, avec la méfiance réciproque, les principales pierres d'achoppement. Malgré l'enthousiasme soulevé en Corée par la réunification allemande et bien que, au début, la RC eût opté pour une telle solution, nombreux sont ceux qui, au Nord comme au Sud, ne veulent plus d'une réunification "à l'allemande". Au Nord, elle pourrait signifier une absorption, voire une colonisation par le Sud, donc la fin du système du "Djouché" (autarcie). Kim Il-sung avait catégoriquement rejeté cette solution lors de son discours du 1er de l'an 1992, comme il l'avait fait l'année précédente, pour donner sa préférence à une association (sa "Confédération de Koryo") lui permettant de bénéficier des investissements et de la technologie du Sud, sans avoir à en subir l'influence "libérale" ("In madly calling for 'exchange', the south Korean rulers seek a sinister aim to blow the wind of 'liberalism' into the North..." :KCNA Bulletin no 42, Feb.11, 1992). Quant au Sud, il n'est pas encore en mesure d'assumer le coût d'une telle opération (le sera-t-il jamais?), estimé par certains milieux industriels et financiers à un montant bien plus élevé que celui investi par les Allemands dans

l'ancienne RDA (relativement à sa taille et probablement aussi en valeur absolue), alors que la République de Corée n'est de loin pas aussi riche que l'était la RFA il y a trois ans et que la croissance des années '70 et '80 s'est fortement ralentie. Mais des voix s'élèvent pour dire que plus longtemps l'on attendra pour réunifier la Corée, plus cela coûtera. Autre facteur contraignant: la population de la RPDC (21 mio) est plus forte par rapport à celle du Sud (43 mio) que ne l'était celle de l'ancienne RDA (16 mio) comparativement à la RFA (61 mio). D'autre part, certains industriels du Sud aimeraient pouvoir profiter de la main d'oeuvre bon marché et des importantes ressources minières du Nord sans trop tarder et, certains le disent ouvertement, avant les Japonais: "The South Korean government should promote economic exchanges with North Korea now in order not to lose initiatives in doing business, to other countries" (Representative LEE Jing-chan, Korea Herald, 18.08.94). C'est également l'avis exprimé en août 1994 par les milieux industriels de Séoul: au moment où l'AmCham (American Chamber of Commerce) entreprend des démarches pour envoyer une délégation d'hommes d'affaires en Corée du Nord, il ne faudrait pas que le gouvernement lie l'aide économique à la condition que le Nord prouve d'abord qu'il ne possède pas l'arme nucléaire. En effet, si le Nord a besoin du Sud, l'inverse est aussi vrai car il y a un complet déséquilibre des ressources naturelles: la RC en est totalement dépourvue et doit s'appuyer sur des importations et des aides provenant souvent de très loin, alors que la Corée du Nord, adossée à la Chine (un allié encore politiquement assez sûr, bien que récemment cette dernière ait exigé que la RPDC lui paie en devises les produits qu'elle lui achète) bénéficie elle d'un potentiel considérable, même s'il n'est pas bien exploité pour l'instant.

Autre argument, et c'est très important, qui milite contre une analogie entre le cas de la Corée et celui de l'Allemagne: les Allemands ne se sont pas combattus, alors qu'ici une guerre fratricide a laissé des traces profondes. Il y a encore une très grande méfiance de part et d'autre. Les attentats attribués au Nord par Séoul (Ministres tués à Rangoon, explosion d'un avion de la Korean Air Lines, infiltration d'un commando nord-coréen jusqu'à proximité immédiate du Palais présidentiel à Séoul, etc.) sont encore en mémoire en République de Corée. Le Nord enseigne qu'il fut attaqué par le Sud en 1950, mais la ville de Séoul se souvient avoir été occupée à deux reprises par les troupes venues du Nord. Cette méfiance a été entretenue par des années de propagande, partiellement mensongère, qui, des deux côtés, tendait à rejeter sur l'autre l'entière responsabilité de l'incompréhension et du manque de dialogue. Les deux Corées ont d'ailleurs reconnu les méfaits de cette propagande puisqu'elles se sont engagées, par l'Accord du 13.12.91, à s'en abstenir à l'avenir. Evidemment, elles continuent à s'insulter. Ces éléments historiques et cette méfiance tournant parfois à l'obsession (si elle n'a pas disparu d'ici là) n'engendreront-ils pas, à l'heure de la réunification, un choc des cultures et des mentalités ?

Enfin, alors que la reconnaissance internationale et surtout réciproque des deux Allemagne avait largement hâté leur réunification, l'approche des deux Corées est diamétralement opposée. Comme le décrit François Joyaux dans sa "Géopolitique de l'Extrême-Orient" (Tome I, p. 76), Séoul, dès les années '60, avait abandonné sa stratégie à dominante militaire, pour adopter une stratégie à dominante économique et politique en vue d'une part d'obtenir une reconnaissance internationale, y compris par les Etats alors communistes et, d'autre part, d'entraîner le Sud dans une spirale de développement qui place le Nord en situation défensive. De son côté, le Nord renversait cette proposition en prônant sa

"Confédération de Koryo": la réunification d'abord, même si elle doit être assez lâche, suivie d'un développement en commun.

Compte tenu du fait qu'aucun des trois modèles étudiés (Viêt-Nam, Yémen, Allemagne) ne semble s'appliquer au cas coréen et qu'une réunification "forcée" ou bâclée devrait être évitée, force est de constater que l'on s'achemine à moyen terme vers une solution "à la coréenne": une "Confédération" (option du Nord) ou un "Commonwealth" (version proposée par Séoul dès 1989). Chacun pourrait ainsi tirer un profit maximum d'une telle association, le Nord en préservant son système et en évitant des bouleversements tels que ceux que vit l'ex-URSS, le Sud en évitant les charges financières et sociales que connaît l'Allemagne.

Dans ce contexte de recherche d'une solution, un dernier facteur important qui a influé grandement sur le Nord est le succès de la "Nordpolitik" du Président ROH Tae-woo. Après les premières réussites dans les pays de l'Est encore communistes à l'époque (1989: Hongrie, puis Pologne et Tchécoslovaquie), on ne compta plus les anciens ennemis politiques qui reconnurent la Corée du Sud. Le cas de l'ex-URSS mérite d'être mentionné compte tenu de la réaction très violente qu'il provoqua à Pyongyang, tout comme à l'opposé celui de la Chine communiste pour le peu de réaction qu'il suscita en RPDC (à ce jour la presse de Pyongyang n'a pas encore publié la reconnaissance de la RC par la Chine). Ce triomphe permit même à la Séoul de renoncer à la "reconnaissance croisée" qu'elle souhaitait depuis 1973 et dont le Nord ne voulait pas, car elle portait en elle le risque d'une reconnaissance de deux Etats coréens, ce qui allait à l'encontre des intérêts de la RPDC. Il est dès lors intéressant de constater que ce terme de "reconnaissance croisée", encore à la mode en 1991, n'est plus guère utilisé aujourd'hui. Dans les circonstances actuelles, seul Pyongyang, isolé politiquement, a modifié sa stratégie et recherche activement la reconnaissance par le Japon (pour des raisons économiques et financières) et surtout par les USA qui sont la clé de reconnaissances subséquentes. A l'évidence, d'autres pays suivront les Etats-Unis, alors que ces derniers ne suivraient pas automatiquement une reconnaissance de la RPDC effectuée par un autre pays, quel qu'il soit. Dès lors, la RPDC cherche ce dialogue par tous les moyens. Pour sa part, satisfait de la reconnaissance quasi-universelle de son régime, Séoul ne peut plus qu'espérer une reconnaissance mutuelle RC - RPDC, ce dont le Nord ne veut pas entendre parler pour des raisons évidentes: la RPDC a toujours prétendu qu'en 1950 elle avait été attaquée par les Américains soutenus par quelques renégats sud-coréens, que le gouvernement de Séoul est un gouvernement fantoche n'ayant aucune souveraineté sur la partie Sud de la Péninsule et que, dès lors, la question de la reconnaissance de telles "autorités" ne se pose même pas.

Lorsqu'on interroge les officiels coréens, au Nord comme au Sud, il semble ne faire aucun doute que la RPDC comme la RC désirent cette réunification. Non seulement ce thème est à l'ordre du jour politique depuis 1945, mais il revient périodiquement dans les déclarations des hommes d'état coréens. Dans son discours d'investiture, le 25 février 1993, le Président KIM Young-sam a lancé au Président KIM Il-sung une invitation directe au dialogue. A peine deux mois plus tard, le 8 avril, le Président nord-coréen annonçait un programme de réunification en 10 points, où l'on trouve des idées assez nouvelles venant du Nord, comme celle du respect mutuel des systèmes (renoncer à extirper le communisme du Nord et ne pas communiser le Sud), celle de la non-ingérence dans les affaires de l'autre ou encore celle d'une

Corée neutre et indépendante, idées qui sont évidemment intéressantes, mais qui - la dernière surtout - voilent à peine l'exigence d'une rupture de l'Accord de défense RC-USA et celle du retrait des troupes américaines, revendication qui est difficilement acceptable pour Séoul, même si Coréens et Américains ont décidé, le 26.11.90 à Washington, que ces derniers passeraient d'une "leading to a supporting position" en RC.

Il y a un an, M. Chung Jong-uk, aide présidentiel pour la politique étrangère de la RC, commentait en ces termes la "Nouvelle politique de Réunification" du président KIM Young-sam: "The federation of the two Koreas will not rule out the concept proposed by North Korea of a confederation of the divided halves". Pour Lee Won-sul, éditorialiste du Korea Herald (30.5.93), "This is a striking departure from the previous position of Seoul on the unification question". Le 3 juin 1993, le Président sud-coréen KIM Young-sam, dans son allocution des "cent premiers jours" de son mandat, déclarait: "We hope to achieve unification peacefully and on phased basis, and we have neither the intention nor the need to absorb North Korea", excluant ainsi - de concert avec son voisin du Nord - une réunification "à l'allemande". Mais le 8 août 1994, LEE Hong-koo, Vice-premier ministre de la RC et Ministre en charge de la réunification ne voulait plus exclure la possibilité d'une absorption et déclarait que: "From the national point of view, the opportunity for unification through absorption should not be missed just because it demands huge costs". Cette déclaration, qui contredit la position officielle du gouvernement, n'a pas été contredite.

En effet, dans une dernière initiative en date (le 15 août 1994 lors de la cérémonie marquant le 44e anniversaire de la libération du jong colonial japonais) le président KIM Young-sam, tout en confirmant vouloir éviter une absorption du Nord et donc maintenir son schéma de réunification graduelle grâce à une aide fournie à Pyongyang à la condition que la RPDC respecte ses engagements au plan nucléaire, n'excluait pas qu'il faille se préparer à des sacrifices financiers si la poursuite de la détérioration de l'économie de la RPDC devait malgré tout conduire le Sud à absorber le Nord. Il semble donc que KIM Young-sam n'exclue plus un effondrement brutal du système du Djouché. A-t-il reçu des informations qui lui ont fait penser que le Nord allait s'effondrer immédiatement après la mort de KIM Il-sung ? En a-t-il déduit qu'il pouvait sans risque insulter les Nord-Coréens en disant ouvertement que KIM Il-sung était un criminel de guerre ?

Il convient enfin de mentionner une autre analyse, celle des citoyens moyens: au Nord, selon certains officiers de la KPA, on craint que le temps n'efface l'envie d'une réunification, les jeunes générations n'ayant pas un frère ou un enfant de l'autre côté de la MDL. En plus, on peut aisément imaginer qu'en cas de réunification à l'allemande, les aparachiks du Nord ne feraient pas le poids vis-à-vis des technocrates du Sud. Pour cette raison, ils préfèrent probablement éviter une telle réunification en restant fidèles au régime actuel afin de conserver leurs privilèges. Au Sud, c'est l'aspect économique qui influence le raisonnement. Bien qu'il y ait des gens pour prétendre que l'esprit de corps prédominera le moment venu et que les Coréens du Sud seront solidaires de ceux du Nord, comment persuader le Sud-Coréen moyen qu'il doit renoncer au luxe ou même seulement au superflu, vacances, TV, voiture, pour remettre en état l'économie du Nord ?

Pour envisager quelques formes de réunification, on pourrait encore se perdre dans le labyrinthe des scénarios possibles ou imaginables: statu quo, effondrement ou implosion d'un des deux systèmes, coup d'état maintenant que KIM Il-sung est mort ou encore fuite en avant et conflit. A l'évidence, l'avenir est imprévisible, mais il est indéniable que les quatre puissances intéressées (Chine, USA, Russie, Japon) ainsi que la Corée du Sud, désirant la stabilité dans la région, ne souhaitent pas l'effondrement du régime de Pyongyang, même si elles tentent de l'inciter à changer son système et à s'ouvrir. Dès lors, ces pays vont à mon avis aider la RPDC à se maintenir et si possible à améliorer son économie pour éviter des bouleversements irrémédiables. C'est dans l'intérêt de tous et il semble que les milieux d'affaires américains, forts de la leçon viêt-namienne, où les USA ont levé leur embargo contre Hanoi alors que tout le monde était déjà sur place, souhaitent dès maintenant se lancer sur le dernier marché intact qu'est la RPDC, sans même se préoccuper de connaître l'avis des autorités sud-coréennes qui veulent échanger avec Pyongyang une aide économique contre la transparence de ses installations nucléaires.

Je pense donc que la réunification se fera par étapes, avec d'abord un genre d'association de deux pays distincts, puis, de fédération, pour aboutir, dans de nombreuses années, à une union qui fera des deux Corée un seul pays. A moins d'un accident de l'histoire toujours possible. Car les progrès indéniables dans les pourparlers entre les Nord-Coréens et leurs divers interlocuteurs ne doivent pas nous voiler que le dialogue peut à tout moment être rompu. L'évolution de la situation reste imprévisible. Un conflit, une implosion, une révolution ne peuvent être exclus par personne. Dans de tels cas, tout comme en cas de réunification paisible d'ailleurs, se poseront des problèmes ("Que faire de l'armée du Nord?"; "Que faire de milliers de réfugiés?") dont les Sud-Coréens ne soupçonnent pas l'envergure.

Mais depuis quatre ans, de toute évidence, une dynamique est lancée, que rien ne semble pouvoir arrêter.

5. L'ACCORD D'ARMISTICE

Signé le 27 juillet 1953 à 10.00, après deux ans de négociations pendant lesquelles les combats continuaient, cet Accord est toujours en vigueur. C'est probablement le plus long cessez-le-feu connu qui ait été respecté, si l'on fait abstraction de quelques incidents qui auraient pu dégénérer mais qui ont été maîtrisés.

Aujourd'hui, cependant, le mécanisme de cet accord est remis en question par les Nord-Coréens qui ont décidé, le 28 avril 1994, de ne plus reconnaître l'UNC, la MAC et la NNSC; de retirer leurs représentants dans la Commission militaire d'Armistice; de remplacer leur ancienne KPA-MAC par une nouvelle "Mission of the Korean People's Army in Panmunjom"; et de ne plus accepter d'autres interlocuteurs que les représentants des Forces armées américaines. C'est ce que les Nord-Coréens appellent: "to destroy the old house in order to build a new one", ceci en vue d'établir un système de paix durable (annexé no. 5). Et à la fin août 1994, les Chinois ont de surcroît décidé de retirer leur délégation des CPV, portant un autre coup au mécanisme de l'AA.

Il est important de noter que les Chinois des CPV n'avaient pas pris part à cette décision du 28.4.94. Ils n'avaient même pas été consultés par leurs partenaires nord-coréens. Compte tenu du fait que la KPA avait dès fin avril 1994 cessé de reconnaître la MAC, les CPV ne pouvaient plus être considérés comme "CPV-MAC"; ils étaient simplement "one Delegation of the Chinese People's Volunteers", ce qui explique partiellement leur retrait.

5.1 La Commission militaire d'Armistice (MAC)

Cette Commission fut créée au moment de la signature de l'AA. Elle est (était) formée au Nord de la KPA et des CPV (KPA/CPV - MAC) et au Sud des forces du UNC (UNC-MAC). De ces quinze pays qui envoyèrent des contingents, seuls les Australiens, les Britanniques, les Canadiens, les Colombiens, les Français et les Thaïlandais sont restés, sans troupes, aux côtés des Américains et des Sud-Coréens. La section de Gourkas qui faisait partie de la garde d'honneur a été dissoute il y a un an. A part le Britannique qui est membre permanent de la MAC, les autres "étrangers" (non USA ou RC) siègent à tour de rôle de côté UNC lors des séances formelles de la MAC.

La MAC oeuvre à différents niveaux: celui des Chefs des deux Délégations ou Senior Members (KPA/CPV et UNC) et celui des Secrétaires sont les plus importants. Les réunions sont formelles, avec ou sans admission de la presse et du public, ou informelles et dans ce dernier cas à huis clos uniquement. Depuis le début, le Nord a abondamment utilisé les séances ouvertes pour sa propagande.

5.1.1 Mission et Activités de la MAC

Dès 1953, la mission de la MAC fut de régler par la discussion les différends et violations de l'AA survenant à l'intérieur de la Zone démilitarisée. Malgré l'évolution dont il sera question plus loin, cette mission est encore la même aujourd'hui. La compétence territoriale de la MAC ne s'étend pas au-delà de

la DMZ, cette bande de 241 Km sur 4 Km de largeur, à cheval sur le MDL. A ce jour, la MAC a siégé à 459 reprises au niveau des Senior Members, la dernière fois en février 1991. Lors de ce dernier "MAC-Meeting", les Américains qui étaient engagés dans le conflit du Golfe, avaient nommé le US MG James Record comme SM, repoussant à plus tard la nomination d'un Sud-Coréen afin de ne pas créer d'autres tensions.

La nomination du MG HWANG Won-tak, ROKA, intervint le 25 mars 1991, une fois le problème du Golfe réglé. Elle était le résultat d'une modification de l'engagement américain en Corée, décidée entre Américains et Sud-Coréens lors du Security Consultative Meeting (SCM) du 26 novembre 1990 à Washington. Selon la nouvelle doctrine adoptée, les Américains allaient passer progressivement d'un "leading to a supporting role" en RC. Le premier élément à modifier sur proposition de GEN Menetrey, CINCUNC jusqu'en juin 1990, concernait la position du Senior Member UNC-MAC qui, à ce jour, avait toujours été un général ou un amiral américain.

En mars 1991, le CINCUNC était le GEN RisCassi. Fort de la décision du SCM, il nomma le MG HWANG sur la base de l'art. 20 AA qui lui donne la compétence de désigner les cinq membres qui siègent dans la MAC pour l'UNC. L'idée qui présida à cette décision était qu'il fallait profiter de l'ébauche d'un dialogue entre les deux Corée pour mettre un Sud-Coréen en face de la KPA à la table des négociations de la MAC.

Avant même la nomination du MG Hwang, la KPA avait signalé son désaccord en arguant du fait que la Corée du Sud n'avait pas signé l'AA, ce qui est vrai, et qu'elle n'avait dès lors pas le droit de faire partie de cette Commission. Mais à part cette raison officielle, il est évident que, pour les Nord-Coréens, la nomination d'un Sud-Coréen était inacceptable dans ce cadre-là car leur logique, basée sur leur interprétation de l'histoire de la guerre de Corée, les oblige à ne discuter qu'avec un Américain. En effet, pour Pyongyang, ce sont les Américains qui envahirent la péninsule en 1950; qui furent contraints à signer l'AA en 1953; qui, depuis lors, ont siégé à la MAC; et qui, finalement, devront signer un Traité de Paix avec la RPDC. Les Nord-Coréens refusaient aussi d'accepter un Sud-Coréen pour deux autres raisons, logiques pour eux: a) l'Accord d'Armistice devant un jour déboucher sur un Traité de Paix, il est impensable pour Pyongyang d'accepter qu'à terme ce soit un Sud-Coréen qui le signe alors que, pour la RPDC, il n'y a jamais eu de conflit intercoréen et b) en acceptant la signature d'un Sud-Coréen, le Nord reconnaîtrait de jure l'existence de la RC en tant que Etat indépendant ?

Le 27 mars 1991, deux jours après avoir refusé les lettres de créance que l'UNC tentait de leur passer en vue d'accréditer le MG HWANG, les Nord-Coréens mettaient à exécution leur menace et boycottaient la MAC (puis, on le verra plus loin, la NNSC également). Il faut relever que les Chinois ont approuvé ce boycottage. Depuis lors, plus aucune séance formelle, ni même informelle de la MAC n'a eu lieu au niveau des Senior Members.

Lors d'un incident survenu le 22.05.1992 dans la DMZ à 80 Km à l'Est de Panmunjom, trois soldats nord-coréens furent tués. L'UNC tenta de protester contre cette tentative d'infiltration en convoquant une séance de la MAC, la 460e. Le 29.05.1992, après avoir attendu en vain pendant 20 minutes que la

KPA/CPV-MAC se présente, le MG Hwang dut s'avouer vaincu et se retirer sans avoir pu confronter le MG CHOE Ui-ung, SM du Nord.

Les Nord-Coréens n'ayant pas, malgré toutes leurs pressions, obtenu le renvoi MG Hwang, ils décidèrent de retirer leur Chef de Délégation, le MG CHOE Ui-ung. Ils laissaient ainsi un siège vide en face du Senior Member du Sud. Je vis le MG CHOE pour la dernière fois le 15 août 1992. Il ne me dit mot de son départ prochain. Plus tard, j'appris du MG Tian Cheng, le Chef des CPV, que CHOE avait quitté son QG de Kaesong le 26 août 1992, sans même saluer son partenaire chinois de la KPA/CPV-MAC.

Dans le courant de 1993, alors qu'il était question que le MG Hwang prenne sa retraite, le soussigné tenta d'abord sans succès, de convaincre les Américains et plus particulièrement le LTG Estes, DCINC-USFK, de remplacer le Senior Member sud-coréen par un Américain. En effet, le remplacement de Hwang par un autre Sud-Coréen aurait été perçu comme une provocation, voire une insulte par les Nord-Coréens et il risquait d'inciter la KPA à réagir brutalement, en se retirant par exemple de l'AA. Finalement convaincu du bien-fondé de ces arguments, le LTG Estes réussit à son tour de convaincre le CINC-UNC, puis le Chairman Chiefs of Staff, le GEN Colin Powell. Le US Department of State fit échouer ce projet en arguant que les Sud-Coréens, déjà exclus des pourparlers avec le Nord, n'accepteraient pas cette solution car pour eux, retirer Hwang, c'était perdre la face. Décision fut prise de reconduire Hwang dans ses fonctions, qu'il exerce toujours au moment où j'écris ces lignes. Mais où est son "leading role"?

A ce jour, la MAC est toujours boycottée et les problèmes, heureusement peu graves et peu nombreux, sont réglés au niveau des Secrétaires. Il s'agit des questions relatives aux "reains" (dépouilles des soldats de l'UNC tombés entre 1950 et 1953 et que les Nord-Coréens rapatrient périodiquement); du passage de la MDL, qui n'est pas une vraie frontière, par des personnalités telles que le US Representative Ackermann (du Nord au Sud), le UNSC Boutros Boutros-Ghali (du Sud au Nord) et l'ex-président J. Carter (du Sud au Nord, puis du Nord au Sud); ou encore du rapatriement de deux soldats nord-coréens qui s'étaient égarés en mer et avaient été recueillis par la marine sud-coréenne, pour citer quelques exemples.

Au sujet du problème des "reains" (annexe no. 4), les discussions qui avaient débuté il y a deux ans et qui avaient débouché le 24 août 1993 sur la signature d'un accord entre Nord-Coréens et Américains ont été suspendues ce printemps pour deux raisons: d'une part, les Nord-Coréens devenaient trop exigeants quant au montant qu'ils voulaient extorquer aux Américains; d'autre part, la pression exercée par Washington et par l'AIEA au sujet du programme nucléaire nord-coréen avait conduit la péninsule au bord d'une crise grave (qui fut désamorcée par l'ex-président Carter).

En juin 1994, feu le président KIM Il-sung avait promis à l'ex-président Carter d'autoriser l'entrée en Corée du Nord d'équipes spécialisées dans le domaine des fouilles. A l'heure actuelle, Américains et Nord-Coréens ont repris timidement leurs entretiens au début septembre 1994. La réception organisée dans la JSA le 29 juillet 1994 par la délégation suisse leur en a fourni une première occasion, les Nord-Coréens ayant délégué le MG RI Tok-gyu qui avait signé l'accord en question avec le MG Running, lui

aussi invité par les Suisses à Panmunjom (voir 5.2.2). Bien que 14 dépouilles aient été délivrées par la KPA le 13 septembre 1994, les entretiens butent sur la question de l'indemnisation. Les Américains offrent US\$ 2'000, alors que les Nord-Coréens exigent US\$ 30'000 par "remain".

5.1.2 Avenir de la MAC

Prétextant que l'introduction récente par les Américains de systèmes antimissiles "Patriot" en Corée du Sud représente une violation de l'Accord d'Armistice (ce qui est vrai si l'on se réfère à l'art. 13 d, AA) et constatant que la nomination du MG Hwang comme Senior Member UNC-MAC, il y a trois ans, a paralysé la Commission militaire d'Armistice (ce qui est un fait), les représentants nord-coréens dans la MAC ont décidé, le 28 avril 1994, primo: de retirer leur personnel de cette Commission et de ne plus reconnaître les représentants de l'United Nations Command dans la MAC; secundo: de congédier la délégation polonaise dans la NNSC (décision reportée par la suite); tertio: d'envoyer, directement du Commandement Suprême de la Korean People's Army (KPA), du personnel militaire chargé de régler, avec l'Armée américaine et non plus l'UNC, les formalités de dissolution du mécanisme de l'armistice. Mais à part ça, ils déclarèrent qu'ils respecteraient l'AA ! (voir annexe no. 5).

Le 30 avril 1994, le MAE de la RPDC publiait un Aide-Mémoire intitulé "A New Peace Arrangement should be established to substitute for the Armistice Arrangement on the Korean Peninsula". A la fin de ce document de 7 pages, les Nord-Coréens menacent clairement de se retirer unilatéralement de l'AA au cas où les USA refuseraient de répondre à leur projet de remplacer l'Accord de 1953 par un "new peace arrangement".

Le 29 avril, comme pour appuyer ces déclarations, un fort contingent (env. 100 soldats) de la KPA prenait position dans la JSA, en violation des termes de l'AA, avec des armes (mitrailleuses, canons antichar sans recul, etc.) que les officiers américains ne furent pas autorisés à préciser. Le 30, une escadrille de 15 à 24 avions de combat de la RPDC se dirigeait vers la Zone démilitarisée et, à quelques kilomètres de la DMZ, rentra à sa base.

Deux éléments distincts, chacun tendant vers le but que s'est assigné Pyongyang (signer un Traité de Paix avec les seuls Américains) semblent être à la genèse de ces actions. Pour ce qui est de la déclaration de la KPA du 28.4.94, la proximité de la mise à la retraite, en septembre 1994, du MG Hwang pourrait avoir incité les Nord-Coréens à ne pas prendre le risque d'attendre cet automne pour mettre à exécution leur plan, annoncé depuis longtemps, d'abolir le mécanisme de l'AA (voir mes rapports des 22.3.93 et 10.3.94). Car, en cas de remplacement du MG Hwang par un officier général américain, la KPA se serait vue contrainte de revenir au statu quo ante, c'est-à-dire de reprendre - pour une durée indéterminée - le dialogue avec la MAC et la NNSC. Quant à la déclaration du MAE de la RPDC du 30.4.94, elle fait partie de la tactique éprouvée des Nord-Coréens consistant à jeter, aussi souvent et aussi nécessaire que possible, un élément nouveau sur la table des négociations, afin de surprendre, voire de désorienter leurs interlocuteurs. Dans le cas précis, cette déclaration a été rendue publique quelques heures avant une rencontre de travail USA-RPDC à New York sur les modalités relatives à une 3e séance des pourparlers à haut niveau entre Américains et Nord-Coréens.

Les Chinois ont annoncé le 31 août 1994 qu'ils retiraient de la Commission militaire d'Armistice leur délégation des Chinese People's Volunteers (CPV) qui, depuis 1953, formait avec la Korean People's Army (KPA) la partie Nord de la MAC. Cette décision a été prise à la demande des Nord-Coréens car, comme nous l'avons vu, ces derniers sont eux-mêmes sortis du mécanisme de l'Armistice à la fin du mois d'avril 1994 en déclarant unilatéralement que la MAC avait cessé d'exister. Comme les Nord-Coréens, les Chinois souhaitent que l'Accord d'Armistice (AA) soit transformé en traité de paix et comme eux, ils continueront cependant à "respecter" l'AA.

On peut se demander ce qui a poussé les Chinois à se retirer de la MAC. Le seul fait qu'ils aient, en 1958 déjà, renoncé à leur "co-decision power" en faveur de la KPA n'est évidemment pas un argument. Par contre, dès le retrait nord-coréen de la MAC en avril 1994, les Chinois ne pouvaient plus être considérés comme les "CPV-MAC" puisque cette Commission n'existait plus aux yeux de Pyongyang; ils "flottaient" donc à Panmunjom en tant que "Délégation des CPV", sans plus aucune attache avec le mécanisme de l'AA. Le but recherché par Pyongyang, sur le 38e parallèle comme ailleurs, étant de conduire des pourparlers bilatéraux avec les seuls Américains, les Nord-Coréens ne pouvaient décemment retenir les CPV en tant que partenaires à Panmunjom. En outre, si (comme on a pu le lire dans une dépêche de Yonghap à Hong Kong citant le magazine Jiushi Niandai) les Chinois ont vraiment refusé l'aide militaire que les Nord-Coréens leur auraient demandée en mai 1994 alors qu'ils se préparaient à un conflit, au moment où la tension entre le Nord et le Sud était à son comble, on peut aisément imaginer que Pyongyang n'a que faire de ce genre de compagnons d'arme. D'autant plus que, depuis la reconnaissance de Séoul par Beijing, les relations entre KPA et CPV s'étaient quelque peu refroidies: les Chinois n'étaient plus consultés par les Nord-Coréens à qui ils ne parlaient plus guère lors des rencontres hebdomadaires informelles entre officiers de la NNSC et de la MAC; bien que la KPA leur avait interdit de porter le brassard jaune qui signalait leur appartenance à la MAC, les officiers CPV sortaient ostensiblement ce brassard de leur poche pour bien montrer leur désaccord; un officier général chinois m'avait même dit: "We can not even be neutral", confirmant bien que les CPV étaient otages de la KPA. Reste que les Chinois pourraient avoir accepté de se retirer afin qu'en cédant sur ce point, ils aient la possibilité de refuser aux Nord-Coréens quelque chose de plus important. Au moment où je termine ce rapport, les Chinois sont encore à Panmunjom et ils estiment que leur départ aura probablement lieu à la fin de cette année.

Où en est-on maintenant? Les Américains et les Sud-Coréens, tout comme les autres membres de l'UNC, ne veulent évidemment pas accepter le diktat nord-coréen, l'Accord de Réconciliation du 13.12.91 prévoyant qu'il appartient aux deux Corée de transformer ledit accord en "a solid state of peace..." (Art.5).

Comme on peut le constater, l'avenir de la Commission militaire d'Armistice n'est guère brillant. D'une part, les Nord-Coréens et les Chinois ne reconnaissent plus ce mécanisme, même s'ils ont expressément déclaré vouloir respecter trois composantes majeures de l'AA: le cessez-le-feu, la MDL et la DMZ. D'autre part, l'UNC ne veut pas se soumettre au diktat de la KPA. On assiste donc à un petit jeu où les officiers du Nord ne portent plus les brassards jaunes qui les désignaient comme membres de la MAC et, bien évidemment, les officiers du Sud les portent. Chacun utilise les titres qui lui sont propres:

United Nations Command pour le Sud, Mission KPA pour le Nord... et l'interlocuteur fait semblant de ne pas s'en apercevoir. Le dialogue, quasiment rompu depuis la publication de l'Aide-Mémoire de la KPA du 28.04.94, a repris timidement le 29 juillet 1994 grâce à la réception de la NNSC (voir 5.2.2, in fine), mais il se pourrait bien que la souplesse démontrée par les Nord-Coréens soit liée à ce qu'ils espèrent obtenir du 3e round des entretiens de Genève.

Pour l'heure, chacun campe sur ses positions. L'UNC est pragmatique: il y a la fiction et la réalité. La première, c'est la "new house" qu'essaient de leur vendre les Nord-Coréens; la seconde, c'est le risque encouru en cas d'incident dans la DMZ. Dès lors, il ne faut pas rompre le contact. Quant au Nord, il a déjà annoncé son intention de transformer l'AA en une situation de paix grâce à un dialogue direct avec les Américains à deux occasions: lors de la 43e Assemblée générale des Nations Unies et lors du voyage à Pyongyang du UNSG Boutros Boutros-Ghali. L'Aide-Mémoire du 28 avril 1994 n'est donc que la suite logique de ces deux premières démarches. Les Nord-Coréens ne renonçant généralement pas à leurs ambitions, il est très probable que l'on assiste à un regain de tension dans le mécanisme de l'AA s'ils n'obtiennent pas ce qu'ils veulent à Genève.

Et pendant ce temps-là, la KPA construit depuis deux semaines une nouvelle maison sur l'emplacement du "Pan Mun Gak", dans la JSA, employant 100 joyeux travailleurs nord-coréens qui devraient avoir terminé cette "New House" en trois mois, au son de la musique et de la propagande qui les empêchent de trop penser à autre chose qu'à leur glorieux Dear Leader KIM Jong-il.

Dès lors, dans le court terme au moins, l'UNC devra s'adapter à une situation nouvelle qui résulte, même si ce n'est que indirectement, de la décision prise le 25 mars 1991 et qui, on en convient de plus en plus, n'était pas très réfléchie. En effet, selon certains officiers américains, des erreurs de jugement, respectivement des omissions peuvent après coup être relevées dans au moins quatre aspects du processus de décision qui a conduit à la nomination d'un Sud-Coréen comme Senior Member:

- a) le juriste qui a, en son temps, donné son avis de droit a omis de mentionner qu'une pratique vieille de 38 ans (la présence d'un Américain comme Senior Member UNC-MAC) pouvait être assimilée à une coutume, donc au "common law";
- b) la décision prise par le Security Consultative Meeting le 26.11.90 à Washington le fut dans le cadre d'un accord bilatéral, puis elle fut greffée sur un accord multilatéral qui n'a aucun lien avec le premier;
- c) on a mal évalué la détermination des Nord-Coréens, respectivement les raisons qu'ils auraient à refuser un Sud-Coréen, ceci malgré que le soussigné ait averti le GEN RisCassi le 7.11.90 et malgré la lettre de la NNSC du 8.1.91, toutes deux actions qui avaient pour but de prévenir les Américains du risque réel de boycottage par les Nord-Coréens
- d) on n'a pas pensé au fait que les Sud-Coréens ne comprendraient pas pourquoi "leur" Senior Member n'exerce aucune autorité sur le UNC-Secretariat: maintenant, ils font des difficultés à chaque fois que l'on ne tient pas compte de l'avis du MG Hwang ou qu'il est écarté d'une prise de décision.

Comme le GEN Luck me le disait lors du lunch que je donnais en son honneur au Camp suisse le 3 février 1994: " It was a blunder!", ce qui résume très bien le dossier du Senior Member.

En attendant, le MG Hwang vient d'apprendre que son mandat a été prolongé pour une autre année...

5.2 La Commission des Nations Neutres pour la Surveillance de l'Armistice en Corée (NNSC)

Comme la MAC, la NNSC fut créée au moment de la signature de l'Armistice. Elle est formée de quatre nations neutres, dont la neutralité fut définie dans l'AA comme étant le fait de pays dont les forces armées n'avaient pas participé aux hostilités. Le Nord (KPA/CPV) choisit la Pologne et la Tchécoslovaquie, alors que l'United Nations Command choisissait la Suède et la Suisse, bien que cette dernière ne faisait pas partie de l'ONU. Le Nord aurait voulu ajouter l'URSS (!) et le Sud aurait encore désigné la Norvège. La première fut évidemment rejetée par l'UNC, car elle avait activement aidé le Nord en lui procurant des armes, des munitions et, on le découvre aujourd'hui avec l'ouverture des archives en Russie, des pilotes; le Nord rejeta la Norvège sous prétexte qu'elle faisait partie de l'OTAN.

La compétence de la NNSC s'étend (ou plutôt: s'étendait) à tout le territoire de la péninsule coréenne, à l'exclusion de la DMZ. Bien que l'UNC ait parfaitement connaissance de cette limitation, il ne fut pas rare que la partie Sud de la MAC fasse appel à la NNSC pour l'amener à se joindre lors de violations de l'AA par les Nord-Coréens. La dernière tentative de ce genre date du mois de mai 1992, lorsque trois soldats nord-coréens qui avaient essayé de s'infiltrer dans la portion Sud de la DMZ furent tués par les troupes de la RC. Il est heureux que le Nord n'ait jamais eu vent de cette tentative.

5.2.1 Mission passée et Activité présente de la NNSC

Selon l'article 41 de l'AA, la NNSC est chargée de "supervision, observation, inspection et investigation" pour établir d'éventuelles violations de l'AA, c'est-à-dire de vérifier qu'aucun des belligérants n'augmente son potentiel militaire. Or, depuis 1956, privée de ses équipes d'inspection suite à une décision unilatérale de l'UNC à laquelle la KPA (tout en protestant) s'empressa de souscrire, la NNSC a vu son rôle se réduire à l'évaluation des données livrées par l'UNC-MAC et par la KPA/CPV-MAC. Lorsque l'on sait que, depuis 1958, l'UNC ne renseigne plus la NNSC quant à son matériel militaire comme elle devrait le faire en vertu de l'art. 13d) AA et que la KPA/CPV-MAC a cessé complètement ses communications stipulées aux paragraphes 13c) et 13d) de l'AA après la nomination, le 25 mars 1991, du MG Hwang en qualité de Senior Member UNC-MAC, on réalise que le volume de l'activité formelle de la NNSC est proche de zéro: présentement, elle prend note une fois par semaine des données communiquées par l'UNC en vertu de l'art. 13 c) AA. Et encore faut-il préciser que les chiffres communiqués par l'UNC ne correspondent pas aux statistiques publiées par cette même UNC dans la presse, ni à la réalité que la délégation suisse, chargée de cette évaluation, peut connaître en fonction des augmentations annoncées officiellement lors d'exercices comme Team Spirit, par exemple. Lorsqu'il y a deux ans le soussigné avait discrètement mentionné ces différences à l'amiral Mathis, US Member

UNC-MAC, cette remarque avait créé suffisamment de confusion et de mécontentement pour que, les années suivantes ces dissemblances soient passées sous silence.

Il faut encore noter ici que les Membres de la NNSC se réunissent après chaque séance formelle hebdomadaire pour une discussion informelle, mais structurée, qui peut durer jusqu'à deux heures, au cours de laquelle sont examinées la situation générale dans la péninsule, la situation des commissions (MAC et NNSC) et les actions que cette dernière pourrait être appelée à prendre pour sauvegarder ses intérêts ou inciter les deux camps à la modération. C'est le cas presque chaque année lorsque l'UNC convie la NNSC à participer en qualité d'Observateur à l'exercice militaire combiné USA-RC "Team Spirit", invitation qu'elle décline régulièrement. Ce fut le cas le 7 novembre 1990 lorsque le soussigné se rendit auprès du CINC, le US GEN RisCassi, pour le rendre attentif, sans succès, au fait que la KPA boycotterait la MAC si le MG Hwang était nommé Senior Member UNC-MAC. Ce fut encore le cas le 8 janvier 1991 lorsque la NNSC écrivit une lettre (la première en 38 ans signée par les quatre Membres) aux deux parties de la MAC (annexe no. 6) pour les encourager à ne pas prendre des décisions qui pourraient augmenter la tension.

L'UNC ayant passé outre l'opposition nord-coréenne concernant le MG Hwang, la KPA décida non seulement de ne plus faire face à ses obligations (art. 13c et d AA), mais également de ne plus reconnaître la NNSC comme organe de l'AA, ni les officiers arrivés à Panmunjom après le 25 mars 1991, si bien qu'à la suite du départ des chefs de délégations polonais, suédois et tchécoslovaque présents lors de la nomination de Hwang, le soussigné resta le seul général de la NNSC à être encore reconnu par la KPA. Des invitations à titre privé furent néanmoins encore adressées par le Nord aux officiers de la NNSC, par exemple à l'occasion du 80e anniversaire de KIM Il-sung, mais il n'en est plus question depuis plus d'un an. De même, la KPA n'autorise plus les officiers suédois et suisses à transiter par la RPDC pour se rendre en Chine. Ceci est très regrettable, car ces voyages représentaient l'un des principaux attraits du séjour à Panmunjom.

Compte tenu de la pression constante exercée par la KPA à l'encontre de la NNSC, les représentants des quatre pays neutres, réunis à Berne le 8 août 1991, rédigèrent à l'intention des Nord-Coréens un mémorandum (annexe no. 7) qui fut envoyé à tous les Etats parties à l'AA, document qui précisait la position des Neutres et manifestait clairement leur intention de ne pas se soumettre au diktat de Pyongyang. Le soussigné se réjouit de cette décision qu'il avait vivement suggérée par écrit et lors de sa visite à Berne le 7.8.91.

Il est nécessaire ici de reculer succinctement dans le temps pour préciser que, dès qu'advinrent les changements politiques en Pologne et en Tchécoslovaquie et que ces deux pays établirent des relations diplomatiques avec la République de Corée (1989 et 1990), la confiance qui existait entre la KPA et les délégations polonaise et tchécoslovaque, initialement choisies par la RPDC, ne pouvait qu'en pâtir. Les représentants diplomatiques polonais et tchécoslovaque à Pyongyang furent invités par le MAE nord-coréen qui les pria d'envisager sérieusement le départ de leur délégation. Ajoutant le geste à la parole, la KPA fit de plus en plus pression: des restrictions à la liberté de mouvement et au ravitaillement de ces deux délégations se multiplièrent. La relève des Chefs des délégations polonaise et tchécoslovaque

posa aussi problème, les représentants des ambassades de la RPDC à Varsovie et à Prague s'étant franchement opposés à ce que soient à nouveau envoyés des généraux à Panmunjom. Le soussigné, par communications des 22.10. et 8.11.1991, avait dûment souligné l'importance pour la NNSC d'être au complet, particulièrement au niveau des chefs de délégation. Heureusement, cet avis prévalut et, après quelques mois d'un intérim assuré par des colonels, les gouvernements polonais et tchécoslovaque envoyèrent de nouveaux généraux à Panmunjom.

C'est finalement le partage de la Tchécoslovaquie en deux Etats indépendants au début de 1993 qui donna aux Nord-Coréens l'occasion de renvoyer au moins l'un de leurs deux "partenaires" en ne reconnaissant pas la reprise par les Tchèques de la délégation tchécoslovaque, bien que cette décision avait été prise conjointement par les représentants des deux nouveaux Etats à fin 1992.

Soupçonnant que, pour réfuter la succession en question, les Nord-Coréens prendraient le prétexte qu'ils n'avaient pas préalablement été consultés, le soussigné avait, par lettre du 24.11.1992, suggéré que l'on sollicite l'intervention des Chinois, voire des Russes ou des Américains, pour tenter de persuader Pyongyang. Réunis à Prague, les représentants des quatre pays neutres de la NNSC décidèrent qu'il appartenait aux Tchèques et aux Slovaques de se prononcer sur cette succession et que les Nord-Coréens la reconnaîtraient ensuite, conformément à la pratique constante en droit international public. Dès l'annonce de cette succession, la KPA fit savoir qu'elle ne la reconnaîtrait pas, arguant qu'elle n'avait pas été consultée; que la Tchécoslovaquie avait fini d'exister; que la République tchèque ne figurait pas nommément dans l'AA; que la RPDC était seule compétente pour choisir ses partenaires et que son choix ne se porterait ni sur la République tchèque, ni sur la République de Slovaquie !

Dès ce moment, les Tchèques ne furent plus autorisés à se rendre sur la JSA, ni à participer aux séances de la NNSC, pas plus qu'à se rendre à Séoul ou à Pyongyang. De guerre lasse, le gouvernement tchèque rappela sa délégation et du même coup expulsa 13 membres de l'Ambassade de la RPDC à Prague.

Dès le départ des Tchèques le 10 avril 1993, les Nord-Coréens avaient déclaré s'être mis à la recherche d'une quatrième délégation en vue de rétablir l'équilibre dans la Commission des Neutres. Des rumeurs avaient circulé: le Nord aurait approché le Qatar, le Cambodge, Cuba et même la Finlande. L'UNC-MAC avait un certain temps envisagé de porter cette affaire devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, ceci contre l'avis du soussigné qui pensait qu'il ne servait à rien de menacer la KPA si l'on savait d'emblée qu'on ne pourrait pas mettre ces menaces à exécution. Finalement, l'UNC ne fit rien. Malgré les démarches de la NNSC auprès des Nord-Coréens (annexe no. 8), le remplacement des Tchèques n'a toujours pas été effectué et ne le sera probablement jamais. Privée d'une de ses délégations, la NNSC dut réviser ses "Rules of Procedure" (annexe no. 9). La Commission obtint des deux parties de la MAC l'accord de travailler à trois.

Depuis 1993, la NNSC (la délégation polonaise en particulier) connut de hauts et des bas. Les Polonais ne sont plus autorisés à se rendre à Séoul mais, en fonction des intérêts du moment, la KPA augmente ou relâche ses pressions, sans jamais renoncer à son but: éliminer la NNSC. Dans son aide-mémoire du

28 avril 1994 (annexe no. 5), elle déclare la non-existence de la Commission et demande le départ des Polonais. Par la suite, le voyage Carter à Pyongyang et la perspective de la reprise à Genève des pourparlers avec les Américains en vue d'un règlement du problème nucléaire ont provoqué une détente qui s'est concrétisée le 29 juillet 1994 par la présence des officiers des KPA/CPV à la réception organisée par la délégation suisse dans le baraquement de la NNSC pour commémorer la signature de l'Armistice et la naissance de la Commission.

Selon le MG LI Chan-bok, Chef de la nouvelle "Mission KPA in Panmunjom", : "The Polish officers are respected hosts, and we want to treat them well". Quant aux Tchèques: "This is past", laissant supposer que la décision d'expulser les Tchèques est regrettée et que Pyongyang ne veut pas renouveler l'erreur avec les Polonais.

Cependant, à l'évidence, le renvoi des Polonais ne peut pas être complètement exclu. Le 5 septembre 1994, lors d'un déjeuner à l'Ambassade de Pologne à Pyongyang auquel assistait mon collègue polonais, le Vice-Ministre des Affaires étrangères de la RPDC, M. CHOE U-jin, a invité l'Ambassadeur Baturo à sérieusement examiner la possibilité de suivre l'exemple chinois. Le Polonais ayant répliqué vivement, le Nord-Coréen n'a pas insisté. Ne s'avouant pas battus, les Nord-Coréens (le LTG LI Chan-bok et un représentant du MAE de la RPDC) ont rendu visite au MG Owczarek, hospitalisé à Pyongyang dans la semaine du 12 au 18 septembre 1994 pour une vilaine bronchite, et ont suggéré que les Polonais devraient suivre l'exemple des Chinois. La même suggestion fut faite dans cette même semaine à l'Ambassadeur polonais en RPDC.

5.2.2 Avenir de la NNSC

On l'a lu, l'UNC-MAC tient à la présence de la NNSC, alors que les Nord-Coréens réclament périodiquement son départ. Le 4 août 1994, ils ont encore protesté contre l'arrivée de deux officiers polonais venus remplacer deux camarades arrivés au terme de leur séjour à Panmunjom. C'est l'inverse de la situation qui prévalait en 1956-58 lorsque Sud-Coréens et Américains souhaitaient notre retrait et que la partie Nord de la MAC voulait nous retenir. Aujourd'hui comme à l'époque, les Neutres ont décidé de rester, mais il faut bien dire que les circonstances ne sont plus les mêmes. Dans les années '50, la fin de la mission militaire de la NNSC avait coïncidé avec la naissance d'une mission non-écrite de contacts entre les belligérants, alors que, présentement, les contacts existent entre eux, même s'ils sont interrompus périodiquement (chapitre 3).

Depuis mon arrivée à Panmunjom, j'ai pu observer la progression de deux courbes, l'une ascendante, l'autre descendante. La première concerne les contacts que les Nord-Coréens ont développés avec les Sud-Coréens d'abord, puis avec les Japonais, les Américains et l'AIEA. Bien que l'on puisse constater des hauts et des bas, voire de nombreuses interruptions dans ces dialogues, il ne fait pas de doute qu'une dynamique est lancée. Ceci est très positif. L'autre courbe, descendante, est relative à l'activité diplomatique de la NNSC, Commission que l'ancien Premier Ministre Chou En-lai avec qualifiée de "seul îlot de contact dans un océan de non-contact". Cette activité est inversement proportionnelle au nombre

des entretiens nord-coréens sus-mentionnés. Dès lors, on peut se demander si la NNSC n'est pas devenue "un îlot de non-contact au milieu d'un océan de contacts".

En effet, alors qu'il m'avait encore été possible en 1991 et 1992 de servir d'intermédiaire entre l'Ambassadeur américains D. Gregg et M. Song Ho-jong du MAE de Pyongyang au début du dossier des "remains", ainsi qu'entre le MG CHOE Ui-ung, SM du Nord, et le MG HWANG, SM du Sud, dans l'espoir d'organiser entre eux une rencontre secrète (elle n'eut jamais lieu, chaque côté augmentant le nombre des conditions à cette entrevue), que reste-t-il aujourd'hui à la NNSC si ce n'est que de tenter de justifier sa survie quasiment artificielle par le slogan: "Ce n'est pas tant l'activité de la Commission qui compte, mais sa présence"? Pourrait-on à l'avenir lui confier de nouveaux "business offices"? De son voyage à Pyongyang, l'ex-président Carter a rapporté la nouvelle que KIM Il-sung était disposé à autoriser l'entrée en RPDC d'observateurs chargés de contrôler la recherche des dépouilles des soldats de l'UNC tombés en 1950-53. Certains officiers de liaison de l'UNC envisagent de suggérer à la KPA de confier cette tâche à la NNSC ou à l'une de ses délégations. KIM Il-sung aurait aussi proposé de redéployer loin de la DMZ les troupes des deux camps, respectivement de diminuer leurs effectifs. Certains observateurs pensent que le contrôle de ces mouvements et de ces réductions pourrait être confié à une commission neutre. Une telle mission correspondrait à celle stipulée dans l'AA pour la NNSC. Mais, entre-temps, KIM Il-sung est mort et rien ne laisse supposer que la KPA sera encline à relancer la NNSC dont elle souhaite la disparition. Le MG LI Chan-bok, chef de la nouvelle "Mission de la Korean People's Army in Panmunjom" qui, selon l'Aide-Mémoire du 28.4.94 déjà mentionné, remplace définitivement la KPA-MAC, m'a précisé au cours du déjeuner d'adieu qu'il donnait le 13 juin 1994 pour marquer le terme de son ancienne mission qu'il n'y aura pas de place pour les neutres dans la "nouvelle maison" (cette expression désigne le nouvel organisme militaire que les Nord-Coréens tentent d'instituer entre eux et les seuls Américains, à l'exclusion de tous les autres représentants de l'UNC).

Compte tenu du départ des Chinois des CPV (décision qui porte un coup sérieux à tout l'édifice de l'AA) il faut donc convenir qu'à moins d'une nouvelle mission, bien hypothétique, la NNSC, otage des circonstances, devra vivoter, de gré ou de force, jusqu'à ce que l'UNC décide qu'elle n'en a plus besoin.

Ce tableau réaliste, mais que le lecteur ne manquera pas de trouver quelque peu pessimiste, ne serait pas complet si l'on n'y ajoutait pas une touche positive.

Comme chaque année aux environs du 27 juillet, les officiers de la NNSC commémorent la création de leur Commission, qui coïncide avec la signature de l'Accord d'Armistice (AA). Or, depuis la nomination du MG Hwang en qualité de Doyen de la partie Sud (UNC) de la Commission militaire d'Armistice (MAC), les Nord-Coréens de la KPA et les Chinois des CPV ont refusé de se joindre à cette manifestation qui a tout de même lieu sans eux, comme de coutume dans le baraquement de la NNSC, dans la zone de sécurité (JSA). L'organisation de cette réception est attribuée à tour de rôle à l'une des délégations de la NNSC, cette année, à la délégation suisse.

Depuis le 28 avril 1994, on l'a lu, les Nord-Coréens refusent de reconnaître l'existence de la NNSC et de la MAC, donc de l'UNC. Dès lors, la question se posait de savoir comment les persuader de participer.

En d'autres termes: la NNSC voulait-elle une présence de la KPA et, dans l'affirmative, était-elle prête à renoncer à la convier en sa qualité de "KPA-MAC", et en outre était-elle prête à renoncer à lancer une invitation au nom de la Commission des Neutres?

Mes collègues m'ayant donné carte blanche, j'ai décidé d'envoyer au Nord une invitation ne mentionnant pas la NNSC et au Sud une invitation au nom de la NNSC. Encore fallait-il avoir l'opinion du Sud.

Contacté le premier, le MG Hwang, Senior Member UNC-MAC, me dit que peu lui importait à quel titre les Nord-Coréens seraient invités, pourvu qu'ils viennent.

Le décès de KIM Il-sung me donna l'occasion de solliciter un rendez-vous avec le Lieutenant Général (LTG) LI Chan-bok, sous prétexte de lui remettre ma lettre de condoléances. Cette réunion eut lieu le 14 juillet 1994. J'en ai profité pour l'informer que je lui écrirais, après les funérailles du Grand Leader, pour l'inviter à une réception commémorant le 41e anniversaire de l'AA. La réponse de LI Chan-bok fut d'abord positive, toutefois sous réserve orale qu'un Général américain à 3 étoiles (un LTG) soit présent. Malgré tous mes efforts, les Américains refusèrent de déléguer un "3 étoiles", probablement afin de ne pas reconnaître le LTG LI Chan-bok dans sa nouvelle fonction hors de la MAC, mais sous le prétexte futile que les LGT nord-coréens n'ont que "2 étoiles" à leurs épauettes !!! Au vu de ce refus, la KPA déclina mon invitation. Suite à ce refus, j'ai renvoyé mon Secrétaire, le Cpt Grolimund, lire à son partenaire du Nord ma prise de position qui équivalait à un "take it or leave it" et qui eut pour résultat que la KPA accepta finalement de participer, mais sans le LTG LI Chan-bok.

La réception du 29.07.94 s'est bien déroulée, encore que le MG Hwang fut marginalisé, les Nord-Coréens ne lui parlant pas, puis publiquement insulté par le MG RI Tok-gyu qui dirigeait la délégation du Nord et qui, à la fin de cette partie, refusa de trinquer avec le Sud-Coréen, Senior Member de l'UNC-MAC. A ce jeu, le MG RI a plus perdu que gagné: à mon grand étonnement, deux officiers nord-coréens, dont le Senior Colonel LI Chan-chol, Chef du Protocole de la KPA, ont remarqué que "what our General did was really not polite".

Les Chinois, comme toujours, ont suivi les Nord-Coréens et le MG Jheng Dao Gen, Chef de la délégation des CPV, m'avoua même qu'ils ne seraient probablement pas venus si les Nord-Coréens avaient refusé mon invitation.

On peut donc dire que, mis à part l'incident survenu entre les deux généraux coréens Hwang et Ri, cette réception fut un succès. Nombreux furent ceux qui complimentèrent la Délégation suisse d'avoir pris l'initiative de l'organiser. A ma grande surprise, le MG RI Tok-gyu, délégué spécialement de l'Etat Major général de Pyongyang, m'a même transmis les remerciements du "Supreme Commander" (KIM Jong-il ?)!!! Faut-il en déduire que les Nord-Coréens tenaient absolument à participer et que cette détermination signifie un tournant dans les relations entre militaires des deux côtés de la Ligne de Démarcation, ou est-ce simplement un signe de bonne volonté qu'ils veulent donner au moment où débutent les entretiens de Genève ? J'ajouterai que plusieurs officiers de liaison (le Britannique, l'Australien, le Canadien) m'ont dit qu'ils considéraient cette réunion du 29 juillet comme étant un "breakthrough". Ce jugement - que j'avais d'abord trouvé trop optimiste - semble être réaliste. En effet, le Major Braun, officier de liaison

UNCMAC-NNSC, m'a informé que les Nord-Coréens ont proposé deux jours plus tard une rencontre "privée" entre Secrétaires du Nord et du Sud.

Pour autant, l'attitude des Nord-Coréens à l'égard de la "old house" n'a pas changé: le mécanisme de l'Armistice doit disparaître. De leur côté, les Américains qui sont les porte-parole et les maîtres de l'UNC tiennent à maintenir ce mécanisme aussi longtemps qu'il ne peut pas être remplacé par un autre organisme issu d'une négociation. Pour eux, la présence de la NNSC est indispensable car elle est le symbole de la volonté internationale de préserver l'Armistice. Le GEN RisCassi, puis le GEN Luck ont tous deux clairement et franchement déclaré leur soutien à notre Commission (voir annexes nos 10 et 11).

Et, qui sait ? la NNSC peut encore être le recours au cas où tous les autres canaux de communication devraient être rompus...

6. LA DELEGATION SUISSE DANS LA NNSC

Arrivée à Panmunjom avec les délégations polonaise, suédoise et tchécoslovaque dès la signature de l'Accord d'Armistice, notre délégation a vu son effectif diminuer de 96 officiers et soldats en 1953 à 6 officiers actuellement. Si l'on devait se référer uniquement à l'activité formelle de la NNSC, on pourrait avec raison envisager une nouvelle diminution de cet effectif. En fait, il s'agit d'un minimum compte tenu des activités qui seront décrites ci-après (6.3) et surtout vu qu'une réduction de l'effectif serait interprétée par les Nord-Coréens comme un acquiescement à leurs déclarations : « la NNSC est devenue inutile. A ce propos, il faut relever que les Suédois avaient examiné la possibilité de limiter leur délégation à deux officiers basés à l'Ambassade de Suède à Séoul, dont l'un aurait pu être Attaché de Défense. Il semble qu'ils aient finalement opté pour une réduction plus réaliste d'une unité, passant de 6 à 5 dès l'été prochain. Quant aux Polonais, ils sont, comme les Suisses, de l'avis exprimé plus haut: si l'on reste, il faut maintenir une délégation complète, ne serait-ce que pour respecter l'esprit du Mémento de Berne et aussi pour faire face à toute éventualité. C'est dans ce contexte que le soussigné eut un entretien, en automne 1993, avec le GEN Luck, CINC-UNC, à la suite duquel ce dernier écrivit le 30.12.1993 une lettre de soutien à la NNSC (annexe no. 11) qui ne laisse aucun doute sur la nécessité de maintenir intact l'effectif de la délégation: "...the United Nations Command will look to you to provide a sustained level of engagement on the Korean peninsula...".

6.1 Mission et Rôle de la Délégation

La mission formelle de la délégation suisse se confond avec celle de la NNSC: évaluation des données fournies par les deux côtés de la MAC, soit très peu de travail. Cependant, un Chef de Délégation peut, s'il a le sens de l'initiative, faire connaître les "Bons Offices" de la Suisse autour de lui en organisant des briefings, des conférences et en invitant à Panmunjom les Ambassadeurs accrédités en RC, ce qui lui permet en plus de participer activement à la vie diplomatique de Séoul. En outre, de tous temps, la délégation suisse a pu, de par la qualité et les connaissances professionnelles des officiers qui la composent, jouer un rôle en vue dans la Commission. Enfin, depuis que les places sont mises au concours (dès 1992, si je ne me trompe), un choix en général judicieux est effectué lors du recrutement. Les connaissances linguistiques des Suisses, en particulier de la langue anglaise qui est indispensable, sont admirées par les officiers des autres délégations.

Il est dès lors à espérer qu'on ne reverra plus arriver à Panmunjom un officier dont on savait dès avant son engagement qu'il était alcoolique. Dire que de tels éléments nuisent au renom de notre pays et de notre Armée en général, et de la délégation en particulier est évidemment une lapalissade. Il n'est toutefois pas inutile de rappeler ici que si le jeune capitaine en question a pu franchir le cap des 12 mois en Corée, c'est uniquement grâce à la cohésion et à l'esprit d'équipe de la délégation et au fait que le soussigné avait interdit à l'intéressé de participer à quelque party que ce soit.

6.2.1 Personnel suisse

Comme introduction à ce chapitre, je me dois de dire le plaisir que j'ai eu pendant quatre ans à travailler avec les officiers qui m'ont été attribués. Mis à part le cas malheureux cité plus haut, tous - à des niveaux de compétence variant évidemment avec chaque individu, mais généralement très hauts - m'ont donné satisfaction. L'ambiance qui règne actuellement dans ma délégation est excellente. La volonté de chacun pour des efforts particuliers est là. La loyauté de tous ne fait aucun doute. Je suis fier de remettre une telle équipe à mon successeur.

Ceci dit, je me dois d'insister sur le fait que le remplacement d'un officier, de quelque rang qu'il soit, doit avoir lieu selon le plan admis par la Section KSR. Il est indispensable que la durée prévue pour la remise/reprise de la fonction soit respectée. Il est dès lors éminemment regrettable que le successeur du LTC Thévenaz, le Col. Muller, n'ait pas pu arriver au courant de la semaine 32/1994, mais seulement dans la semaine 38/1994. Un tel retard est préjudiciable à la bonne marche de la délégation. J'espère que mon successeur n'aura pas à en supporter des conséquences fâcheuses qu'on aurait pu éviter, au moment où il reprend la délégation.

Certains travaux restent encore en suspens au moment de mon départ. Il s'agit du contrôle des instructions (Alternate), du concept pour le nouveau computer et de la fin du "Aktenrueckschub" de la période Monod (Chief of Office). La liste des événements en rapport avec les pourparlers des Nord-Coréen a été abandonnée par le Secrétaire actuel (rencontres trop nombreuses) et celle des cadeaux par le QM précédent; ces cadeaux peuvent cependant être repérés dans la comptabilité. Je recommande néanmoins que de telles listes soient tenues à jour en permanence.

Ci-après, quelques commentaires et recommandations:

a) Chef de la Délégation: comme nombre de mes précesseurs, je suis d'avis que le choix d'un diplomate, qu'il soit issu de la carrière consulaire ou diplomatique, est judicieux: la mission de la NNSC n'a plus de "militaire" que le port de l'uniforme. Cependant, il serait faux de s'imaginer qu'un simple soldat ou qu'un sous-officier pourrait aisément remplir cette fonction. En effet, les autres membres de la délégation sont des officiers, les principaux contacts ont lieu avec des officiers de la NNSC, de la MAC ou des forces armées présentes dans la péninsule, et une formation telle que l'Ecole d'Officiers suisse est une base minimale non seulement précieuse, mais indispensable. S'il est marié et accompagné de son épouse (et qu'elle soit d'accord de vivre cette vie particulière à Séoul alors que son mari vit à Panmunjom) le chef de la délégation sera en mesure de remplir efficacement ses devoirs d'hôte. Cela n'est toutefois pas une *conditio sine qua non*. Un point important: l'effectif de la délégation étant restreint, le chef de délégation doit rédiger et dactylographier lui-même ses rapports et lettres. Ceci est particulièrement vrai lorsque, comme ce fut le cas pour moi, le chef est de langue française et ses autres officiers de langue allemande!

b) Suppléant du Chef de Délégation (Alternate): les travaux administratifs (entre autres, programme et rapport de la semaine) représentent une partie importante du cahier des charges du suppléant. Les autres officiers étant déjà très occupés, il n'est pas question de déléguer ces écritures et, comme son

chef, il doit dactylographier lui-même ses textes. Dès lors, il est indispensable que l'Alternate soit conscient de cet aspect de sa mission. D'autre part, il est le suppléant du chef de délégation. Ceci suppose qu'il soit en mesure non seulement de le remplacer lors des séances de la NNSC, mais aussi pour les briefings et autres fonctions organisées au Swiss-Swedish Camp à Panmunjom. Enfin, il est le pivot de la délégation et parfois la zone tampon entre le chef et les jeunes officiers, voire entre ces derniers. Il doit être disponible et avoir de l'entregent. Il doit être un rassembleur et non pas le contraire comme je l'ai malheureusement vu à une occasion. De préférence, il devrait dès lors être de plusieurs années, voire décennies l'aîné des capitaines. Il doit avoir le grade de colonel afin d'être admis à part entière par les officiers remplissant des fonctions semblables dans la MAC et la NNSC.

c) Secrétaire: il ne s'agit pas d'un secrétaire-dactylographe, mais de l'officier chargé du secrétariat de la NNSC, à tour de rôle avec les secrétaires des autres délégations, et des contacts que la délégation suisse essaie quotidiennement de maintenir avec les officiers de la KPA. Il est judicieux qu'il ait une formation juridique, d'autant plus si ce n'est pas le cas du chef de la délégation ou de son suppléant. Il s'agit d'un capitaine.

d) Quartier-Maître: les QM qui ont travaillé sous mes ordres durant quatre ans avaient tous une solide formation comptable. Si cet officier est QM dans l'Armée suisse, cette formation n'est peut-être pas indispensable compte tenu du faible volume et de la simplicité de notre comptabilité. Cependant, cette formation apporte généralement avec elle des qualités précieuses, telles que le sens de l'organisation et de la rationalisation, la probité, etc. On doit y penser lors du recrutement. Il s'agit aussi d'un capitaine.

e) Chancelier: le sens de l'ordre, la patience (nombreux appels téléphoniques), l'aptitude à rédiger des textes simples, la connaissance de l'anglais et le maniement des ordinateurs sont les qualités indispensables à ce capitaine. En plus, il ne doit pas être effrayé par les nombreuses heures supplémentaires qu'il doit effectuer tout au long de l'année!

f) Officier de Camp: une formation hôtelière est indispensable, le minimum étant un apprentissage de cuisinier. En outre, ce capitaine doit être en mesure de gérer du personnel, en l'occurrence 18 employés coréens, dont 6 travaillent pour les Suisses, 6 pour les Suédois et 6 pour les deux délégations. Il doit être débrouillard, avoir de l'entregent, être robuste et faire preuve de bonne volonté pour l'exécution de travaux d'entretien et de manutention.

En résumé, on peut diviser la délégation en deux équipes: le "support" (QM, Chancelier et Officier de Camp) et le "front" (Chef, Suppléant et Secrétaire).

Voici la liste des Officiers qui ont servi sous mes ordres durant la période sous revue:

Offiziere der schweizerischen Delegation NNSC (August 1990 - Oktober 1994)

Alternate

Grad	Name	Vorname	Ankunft	Abreise
COL	Oberwiler	Guido	14.05.90	31.05.91
MAJ	Neuenschwander	Reto	15.05.91	30.09.91
COL	Bruggmann	Hansjörg	11.09.91	06.11.92
LTC	Bettex	Jean-David	21.10.92	29.09.93
LTC	Thévenaz	Franklin	16.09.93	25.08.94
COL	Müller	Urs	22.09.94	?

Sekretär

Grad	Name	Vorname	Ankunft	Abreise
CPT	Neuenschwander	Reto	19.02.90	11.01.91
CPT	Lauber	Jürg	02.01.91	11.04.92
CPT	Bucheli	Thomas	02.04.92	31.08.93
CPT	Grolimund	André	22.08.93	?

Verwaltungsoffizier/Qm

Grad	Name	Vorname	Ankunft	Abreise
CPT	Mayer	Markus	14.05.90	26.05.91
CPT	Schafroth	Beat	14.05.91	07.10.92
CPT	Jörgensen	Christian	17.09.92	17.09.94
CPT	Neukomm	Alex	01.09.94	?

Kanzleichef

CPT	Grunder	Rolf	02.07.90	02.08.91
CPT	Marti	Hans	17.07.91	20.06.92
CPT	Lattmann	Roger	12.06.92	11.07.93
CPT	Honegger	Gerhard	24.06.93	?

Lageroffizier

Grad	Name	Vorname	Ankunft	Abreise
CPT	Hersche	Robert	10.06.89	?

Pour clore ce chapitre, je mentionnerai encore que la délégation suisse profite du fait que son chef et son officier de camp restent généralement trois ans, voire plus longtemps, à Panmunjom. Une telle durée permet d'accumuler une expérience dont les autres délégations ne bénéficient pas puisque le tour de service n'est que de un an. Cet avantage est également vrai lorsque, comme ce fut le cas pour plusieurs autres membres de ma délégation, les autres officiers prolongent aussi leur séjour.

6.2.2 Personnel local

Ces employés coréens, dont certains sont à Panmunjom depuis des décennies, sont en règle générale bien disposés à l'égard des étrangers que nous sommes. Mis à part l'homme chargé de la lessive qui est manifestement de mauvaise volonté et stupide et qui vient d'être mise en garde, tous remplissent leurs devoirs à la satisfaction de la délégation. Il est intéressant de relever ici que ces employés ont obtenu récemment une augmentation de salaire variant, selon l'âge et la durée de l'emploi de l'intéressé, de 43% à 76% !!! et qu'ils reçoivent...18 salaires mensuels par année !!! Ce qui fait que plusieurs d'entre eux sont mieux payés que mes capitaines...

6.3 Activités de la Délégation

Si l'on se réfère à ce qui a été dit au chapitre 5, on pourrait être tenté de croire que la délégation suisse est au chômage technique! Il n'est rien. Si l'activité de l'équipe de "support" décrite au chapitre précédent ne fait pas de doute, on peut cependant se demander ce que fait l'équipe "front". Ceci est l'objet de cette partie du présent Rapport.

6.3.1 Public Relations, Conférences, Visiteurs

Au cours de la période passée sous revue, la délégation suisse a fréquemment pris l'initiative pour l'organisation, au Camp suisse, de briefings donnés aux trois (quatre) délégations de la NNSC par divers orateurs (M. Christophe Svinarski, Délégué CICR en Asie, M. le Prof. Albert Stahel, Directeur de l'Ecole supérieure militaire suisse, les Colonels EMG Ritzmann et Dölker, Attachés de Défense suisses à Tokyo, M. Glen Rice, chargé de l'organisation des troupes américaines en Corée, etc.).

D'autre part, la délégation suisse a organisé des séances d'information pour diverses personnalités de passage à Panmunjom (le Prince Philippe de Belgique, le Président du CICR, le Chef des Renseignements militaires britanniques, le Chef de l'Etat-Major de la Marine française, le CINC, US GEN Gary E. Luck, M. Loepfe de Swissair, M. Massip, no 2 de Nestlé, etc.), pour des groupes d'étude (US Air War College, International Center for Management Training, Ottawa, etc.), pour des associations ou des firmes suisses (Swiss Business Council, Nestlé, Swissair, etc.) ou encore pour des Ambassadeurs résidant à Séoul, dont l'Américain, le Russe, etc. (voir annexe no. 12). Ces séances d'information sur la mission et la situation de la NNSC comprennent un tour de la JSA et la projection des diapositives prises par le soussigné lors de ses visites en RPDC; un lunch est offert aux visiteurs et, selon les cas, les autres généraux de la NNSC sont invités à donner leur avis sur la situation générale en Corée et particulière à la Commission. L'écho rencontré par ces briefings est toujours très favorable, comme en

témoigne les lettres que nous recevons après coup (annexes no. 13 et no. 14). Parmi les visiteurs distingués qui nous ont fait l'honneur de leur visite à Panmunjom, je tiens à mentionner M. le Conseiller fédéral J.-P. Delamuraz, accompagné de sa délégation (voir annexe no. 15), en 1991, ainsi que de nombreux anciens membres de la délégation, tels que les vétérans mentionnés au chapitre suivant.

En outre, le Chef de la Délégation a été invité à de très nombreuses reprises à donner des conférences sur divers sujets, y compris sur la Suisse et l'Europe, les "Bons Offices de la Suisse" en général et à Panmunjom en particulier. Parmi ces groupes, il convient de mentionner la Royal Asiatic Society, le "Garden Club" (club d'épouses de ministres coréens, d'ambassadeurs étrangers, etc.), le Rotary Club, le Groupe des Femmes francophones, mais aussi des unités militaires américaines (Camp Casey, Camp Red Cloud, Camp Phelam, Camp Page, etc.). D'autre part, j'ai donné une conférence à l'Ecole militaire supérieure de l'EPFZ à AU/Wädenswil lors d'un séjour en Suisse.

Enfin, le soussigné a tenu à faire connaître notre action par la presse. Nous avons eu à Panmunjom la visite d'équipes de télévision (BBC, CNN, ITN, KBS, TV Suisse romande, etc) qui ont diffusé leurs reportages; en plus, une interview a été donnée au Téléjournal à Genève en octobre 1993. Des articles sur la présence suisse en Corée ont paru dans la NNZ, le Berner Tagblatt, la Revue militaire suisse, l'ASMZ, la Frankfurter Allgemeine, le Korea Times, le Korea Herald, le Toronto Globe and Mail, le Mid-Day Bombay, le Monde, etc.

A la fin de ce chapitre, il faut encore mentionner que depuis un an les Suédois ne participent plus autant qu'avant à ces manifestations, briefings en particulier. La raison est simplement financière: pour chaque voyage hors du camp, les officiers suédois reçoivent une allocation substantielle...perçue sur le budget des "frais de représentation" de leur délégation. Nos collègues préfèrent donc s'organiser afin d'être le plus fréquemment possible à Séoul pour arrondir leurs fins de mois !!!

6.3.2 Réalisations particulières

Au titre de ces réalisations, il convient d'abord de mentionner le monument que la délégation a érigé à l'occasion du 700e anniversaire de la Confédération (voir annexe no. 16) et le livre édité et publié par Kyung Hee University Seoul à l'occasion du 40e anniversaire de la présence suisse en Corée, à la rédaction duquel la délégation a participé très activement (annexe no. 17).

Le succès de la réception du 29 juillet 1994 au cours de laquelle, grâce aux efforts des Suisses, les deux parties de la MAC ont pu être rassemblées, renouant la tradition après une rupture trois ans est aussi une belle réalisation.

Dans le cadre du 40e anniversaire de la NNSC, organisé par les Suisses, il convient encore de mentionner ici la visite de trois anciens de la NNSC, MM Bärtschi, Pélichet et Leuenberger, accompagnés de leurs épouses et de M. Dario Kuster, Président de la Schweizerische Korea-Vereinigung. Les trois premiers nommés faisaient partie du premier contingent des Suisses arrivés en Corée en 1953, alors que M. Kuster était à Panmunjom en 1965-66. La délégation suisse eut à coeur d'organiser, en particulier pour ses aînés, un programme spécial qui fut hautement apprécié. Quel plaisir

mais aussi quelle émotion pour ces messieurs de se retrouver à Panmunjom, quelles disputes entre eux pour savoir exactement où se trouvait la tente sous laquelle ils campaient il y a quatre décennies ! Et le problème reste entier, car ils ne purent se mettre d'accord!!!

6.3.3 Loisirs, Sport

La délégation travaille et réside 5 jours par semaine à Panmunjom où elle vit, avec les Suédois, complètement isolée du reste du monde. L'installation d'une antenne TV satellite au Swiss Club fut donc la bienvenue. En fin de semaine, les officiers qui ne sont pas de service de piquet se rendent à Séoul où ils se partagent un appartement entre trois capitaines (voir aussi 6.12.6). Les distractions étant inexistantes à Panmunjom et le week end relativement court, le soussigné a inauguré dès la première année de son séjour ce qui est maintenant devenu une tradition:

- en hiver, une journée à ski au Bearstown (2 heures de voiture de Séoul) suivie d'une fondue au "Swiss Chalet";
- au printemps ou en automne, une excursion de deux jours au Sorak-san, au Nord-Est de la RC, avec visite du Tunnel d'infiltration no 4 et de l'Observatoire sur la frontière avec le Nord.

En outre, des visites ad'hoc furent organisées, comme celle d'une unité militaire américaine et du cimetière des Nations Unies à Pusan, ou encore celle de l'Exposition mondiale à Taejon lors de la journée suisse où une importante délégation conduite par M. le Conseiller fédéral J.-P. Delamuraz était aussi présente. Ces excursions sont aussi l'occasion de connaître certains aspects culturels (temples, musées, etc.) du pays hôte. Elles sont filmées en vidéo avec la caméra achetée par la délégation grâce à l'autorisation de la Section KSR.

Au plan du sport, la délégation suisse a organisé une joint-venture avec les Suédois en mettant à disposition un local dans lequel nos collègues scandinaves ont emménagé leur équipement de gymnastique, de musculation, etc., complétant agréablement le modeste arsenal des Suisses. En plus le Camp bénéficie d'un court de tennis et d'un court de badmington. Enfin, il est loisible aux officiers de marcher (voire courir !) et de rouler à vélo sur les chemins spécialement désignés à cet effet par l'UNC dans la DMZ, de jour uniquement.

6.4 Relations avec les autres délégations dans la NNSC

En général je peux dire que ces relations furent excellentes, mais je me dois de préciser que je suis arrivé à Panmunjom alors que les Tchécoslovaques et les Polonais avaient déjà officiellement renié le communisme. Je n'ai donc pas connu ce que mes prédécesseurs ont vécu: de graves divergences d'opinions, voire une scission entre les "neutres du Nord" d'une part, et les Suédois et les Suisses, d'autre part, ce qui la plupart du temps rendait toute décision impossible.

Au temps où les Tchèques étaient encore présents dans la NNSC existait une règle non écrite: les Tchèques et les Suédois formaient une équipe; les Polonais et les Suisses une autre. Ceci était vrai non

seulement pour l'organisation de réceptions lors du départ d'un officier de la NNSC, mais aussi dans une sorte de camaraderie, voire de complicité, et il était fréquent que l'opinion exprimée par l'un soit appuyée par l'autre équipier, sans que cette attitude n'ait jamais provoqué un schisme entre les quatre généraux, pas plus qu'entre les délégations. L'entente entre les trois généraux ne s'est pas ressentie du départ des Tchèques: elle est excellente et ceci rejailit sur l'ambiance entre les trois délégations.

Cependant, si l'on va un peu plus loin dans l'analyse de ces rapports, il faut convenir qu'ils furent différents en fonction des personnalités en présence.

Chez les Suédois, l'amiral Holmberg souffrait de problèmes d'alcool et ses humeurs et son caractère irrassible s'en ressentaient. Son attitude envers la délégation suisse fut fréquemment agressive, voire insultante. Même s'il n'est pas toujours aisé de vivre dans la même Camp, on aurait pu attendre d'un amiral qu'il fut aussi un gentleman. Dans sa délégation, malgré une loyauté évidente, se firent jour des critiques qui confirmaient l'opinion des Suisses sur le personnage. De la correspondance échangée avec la Division politique II du DFAE, il ressort que le Ministère des Affaires étrangères à Stockholm se plaignait également de l'attitude de son représentant et du fait qu'il ne suivait pas toujours les directives qui lui étaient données, en particulier dans les rapports qu'il entretenait avec les Nord-Coréens et que ses autorités désapprouvèrent à plusieurs reprises.

Avec l'arrivée du successeur de Holmberg, le MG Nilsson - un fantassin - la situation s'améliora sensiblement. Sous des allures très sèches et parfois tranchantes, Nilsson était un homme qui savait avoir de l'humour. Au sein de sa délégation, il eut cependant des difficultés à faire admettre sa façon autoritaire de "concevoir Panmunjom". Par exemple, il refusa à son suppléant l'autorisation d'héberger son fils, lui-même officier, pour une nuit au Camp suédois. Cette intransigeance était connue en Suède: le Colonel Nils Alstermark, Military Advisor auprès de la Mission permanente de Suède auprès de l'ONU à New York me l'a confirmé. Malgré tout ce que les Suédois purent dire, je me dois d'affirmer que - après une période d'ajustement assez brève - l'attente fut très bonne entre nous. A une seule occasion, Nilsson ne fut pas d'accord avec les autres généraux de la NNSC.

La courbe de la qualité des relations helvético-suédoises a pouruivi sa trajectoire ascendante avec l'arrivée du MG Tham, un diplomate qui a troqué sa fonction de Ministre à l'Ambassade de Suède à Tokyo (où il a laissé provisoirement son épouse et leurs deux enfants) pour celle de chef de délégation à Panmunjom. Le MG Tham est un homme calme, réfléchi, pondéré, intelligent et qui a un bon sens de l'humour. C'est un plaisir de travailler avec lui. Sa délégation, formée de militaires de carrière, est à juste titre fière de son chef. Si je devais exprimer un regret relativement à ma collaboration avec les généraux suédois, ce serait de ne pas avoir eu Tham comme collègue pendant mes quatre années coréennes.

A mon sens, les généraux Tchécoslovaques n'ont pas marqué leur passage de manière particulière. Le MG Cervacek, ancien chef de la Military Intelligence de l'Armée de son pays au temps du communisme, exprimait l'opinion de sa délégation (principalement celle de son suppléant, le Colonel Nemeč qui avait assumé la direction de la délégation pendant plus de deux ans avant l'arrivée de Cervacek). Quant au MG Klocok, qui reprit sa délégation après un nouvel intérim assumé par Nemeč, il était trop préoccupé

par les pressions des Nord-Coréens à l'encontre de sa délégation pour pouvoir analyser sereinement la situation de la péninsule. Toutefois, mes relations avec ces deux officiers généraux professionnels furent excellentes au plan personnel. Il en fut de même entre nos délégations.

A mon arrivée à Panmunjom, un Polonais affable, haut en couleur, ancien communiste qui niait l'avoir jamais été, dirigeait sa délégation avec bonhomie, mais aussi avec autorité. Le MG Zarski, que Madame Zarska avait suivi sur le 38e parallèle, a laissé un souvenir vivant à tous ceux qui ont eu le privilège et le plaisir de le connaître. Bien que soumis lui aussi aux pressions des Nord-Coréens, étant quasiment en résidence surveillée, il sut tenir son rang et même tenir tête à ses géoliers. L'entente avec Zarski fut excellente, tout comme le fut l'ambiance entre nos deux délégations. Après un intérim très adroitement assumé par le Colonel Wroblewski, le successeur de Zarski, le MG Owczarek, est arrivé il y aura bientôt deux ans, soit au plus mauvais moment pour les Polonais. En effet, c'était l'époque où se préparait la division de la Tchécoslovaquie, donc la mise à ban des Tchèques par les Nord-Coréens et, par conséquence, l'isolement des Polonais qui n'eurent d'abord plus la permission de parler aux Tchèques qui habitaient dans le même camp; puis ces derniers s'en allèrent, laissant les Polonais seuls aux prises avec leurs problèmes de ravitaillement, de transport, de manque de soins médicaux et dentaires, etc. et avec l'interdiction qui leur est faite par la KPA de se rendre à Séoul. Dans ces conditions, on peut admirer Owczarek et son équipe pour leur moral et leur ténacité. Même si les Suédois et les Suisses invitent fréquemment les Polonais dans leur camp; même si les Américains, depuis plus de deux ans, leur achètent à Séoul tout ce qui leur manque en Corée du Nord, agrémentant ainsi leur existence de reclus, la vie n'est pas facile au camp polonais et les frictions, particulièrement entre Owczarek et son suppléant Pøtempki, sont inévitables. Owczarek est devenu sensible, voire susceptible, et il a perdu le sens de l'humour. Certains jours, il convient de peser chaque mot lorsqu'on lui parle. Néanmoins, notre entente est excellente, tout comme celle qui règne entre nos officiers.

Il faudrait encore analyser les relations des autres délégations entre elles, mais je ne pense pas que ceci soit nécessaire.

6.5 Relations avec l'UNC-MAC

De tous temps, ces relations furent bonnes, mais l'arrivé, il y a deux ans, d'un nouvel Officier de Liaison (LNO), le US Major David Carmichael, les a très sensiblement améliorées. Cet LNO, né en Afrique, ayant beaucoup voyagé et parlant français n'eut aucun problème à s'intégrer aux étrangers (lire: non-Américains) que nous sommes. Il avait décidé de remplir sa mission de contact au-delà de ce qu'on attendait de lui et il a dès lors grandement facilité notre tâche. Conséquence de ce dévouement aux délégations de la NNSC, ses rapports avec ses supérieurs, en particulier avec le Secrétaire UNC-MAC, le Col. Chilton, s'en ressentirent. Carmichael est rentré aux USA il y a un mois. Son successeur, le Major Braun, a aussi voyagé. Il parle allemand. Même si son genre est différent de celui de Carmichael, Braun a compris le message et il nous assiste avec dévouement et efficacité.

Les Secrétaires de l'UNC-MAC n'ont jamais beaucoup apprécié les généraux du Swiss-Swedish Camp, peut-être parce que ces derniers ont obtenu leur promotion à ce grade dans des temps records, peut-être

aussi parce qu'ils montrent une indépendance trop marquée vis-à-vis de la MAC. Le Secrétaire actuel, le Colonel Chilton, est un personnage: il croit ressembler physiquement à Churchill et, dès lors, fume de gros cigares, porte canne et chapeau melon, voire redingote jusque dans la JSA ! Il est le spécialiste des "remains", aime à se faire photographier par la presse et prend parfois des libertés envers les généraux de la NNSC, ce qui a contraint ces derniers de le signaler au CINC. Depuis, Chilton a compris ses limites et il a très sensiblement amélioré son comportement.

D'autre part, Chilton a réussi à se mettre à dos tous les membres de son secrétariat, à commencer par son adjoint, le LTC Cole qui est rentré à Washington, et jusqu'à Mr. James LEE, le "special advisor to the Senior Member" qui prend sa retraite fin août 1994, en passant par Carmichael qui est parti en Floride. L'ambiance est mauvaise et chacun est heureux de savoir que Chilton s'en ira en octobre 1994. Ceci peut ressembler à des ragots, mais il faut savoir qu'à moyen terme, cette atmosphère déteint sur les rapports du secrétariat de l'UNC avec la NNSC. Heureusement, nous avons su nous tenir à l'écart.

Les relations avec les "Senior Members" ont toujours été excellentes et elles continuent de l'être avec le MG Hwang. Le Radm Larry Vogt, dont l'arrière-grand-père avait quitté Bâle pour les USA au siècle passé, appréciait la compagnie des Suisses. Son successeur pour un seul et unique MAC-Meeting, le MG James Record, était aussi un ami. Et il en est de même du MG Hwang avec qui j'entretiens d'excellents contacts.

Le support que l'UNC-MAC nous procure est de deux sortes: logistique (financier, voir 6.12.1; sécurité, voir 6.12.2; transports, voir 6.12.4; logements, voir 6.12.6) et administratif. Ce dernier comporte toutes les démarches relatives à l'arrivée et au départ d'un officier suisse ainsi que celles qui doivent être entreprises tout au long de son séjour en Corée, démarches qui sont effectuées par le secrétariat de l'UNC-MAC. A part quelques délais et complications qui sont inhérents au "red tape" et à la mentalité des administrations américaines, on peut dire que ce support est efficace et qu'il nous est fourni non seulement gratuitement, mais avec amabilité.

Enfin, même s'il s'agit d'une redite, je tiens ici à répéter que les deux CINC que j'ai connus, le GEN RisCassi et le GEN Luck, ont tous deux soutenu sans réserve la présence de la NNSC, donc de la Suisse, en Corée. Ils l'ont aussi appréciée comme le confirme la lettre que le dernier nommé m'a récemment adressée à l'occasion de notre Fête nationale (annexe no. 18).

Il y a cependant deux ombres à ce tableau: a) lors de la visite à Panmunjom du Président Clinton, les Américains ont interdit aux officiers de la NNSC de se rendre sur la JSA "pour des raisons de sécurité", ce qui revenait à dire qu'on nous considérait comme dangereux! Le passage de la MDL par l'ex-président Carter fut un peu plus "bon enfant" mais, à nouveau, les Américains et plus spécialement le Col. Chilton, n'ont pas daigné nous présenter, alors que ce fut le cas pour le UNSC Boutros Boutros-Ghali; b) depuis de nombreuses années, les officiers suisses et suédois conduisaient leurs visiteurs du Swiss-Swedish Camp à la JSA en passant à pied par un petit pont enjambant un marais. Depuis deux ans, ce n'est plus possible, suite à une imprudence d'un Alternate suédois qui a déclaré à un officier anglais de l'UNC que les briefings de la NNSC étaient neutres alors que ceux de l'UNC-MAC étaient

nettement "orientés". Depuis lors, nos hôtes doivent subir au Camp Bonifas le briefing de l'UNC-MAC qui les escorte ensuite dans la JSA, puis les conduit en bus à notre camp. Cette mise sous tutelle par les Américains est offensante, mais on n'y peut rien changer pour l'instant.

6.6 Relations avec l'Armée sud-coréenne (ROK-A)

Mis à part mes relations avec le MG Hwang caractérisées plus haut, j'entretiens d'excellents contacts avec les officiers généraux sud-coréens jusqu'au niveau du Chairman Chiefs of Staff bien que, dans la plupart des cas, il ne s'agit que de relations protocolaires. Cependant, ces officiers disent apprécier la présence neutre dans le mécanisme de l'AA et le fait qu'ils nous convient à des manifestations telles que les "Graduation Ceremonies" des Ecoles militaires de l'Armée, de l'Air Force et de la Marine ou les réceptions données par le Ministre de la Défense est une preuve de leur estime.

Un autre aspect de ces relations est plus administratif, mais non moins important: il s'agit de la coopération du ROKAG (Republic of Korea Advisory Group) qui est une unité administrative chargée de régler les questions protocolaires entre la NNSC et le Ministère de la Défense en général et la KDIA (Korean Defense Intelligence Agency) en particulier, agence avec laquelle la NNSC entretient traditionnellement d'excellents contacts. Ceci s'explique par l'intérêt de la KDIA aux relations des Neutres avec les Nord-Coréens.

A noter qu'à la fin du mois de septembre 1994, un officier sud-coréen du service du protocole du Ministère de la Défense de la RC, chargé des contacts avec les Attachés de Défense en poste à Séoul, a dit au Cpt Hersche que des officiers du ROK-AG auraient prétendu que la NNSC n'était là que par intérêt pour les réceptions auxquelles elle est conviée !!! Il serait intéressant de connaître d'où provient cette opinion, des officiers supérieurs de la RC ou de l'UNC...

Enfin, c'est l'Armée sud-coréenne qui, chaque année, organise pour les délégations de la NNSC un voyage de 3 à 4 jours au cours duquel nous visitons des industries, des sites historiques et culturels ainsi que des endroits touristiques. Ces voyages nous permettent de connaître le pays et, par leur générosité, les Coréens nous disent combien ils apprécient notre dévouement à la cause de la stabilité et de la paix.

6.7 Relations avec la KPA

En septembre 1990, mon prédécesseur avait réussi de convier UNC et KPA/CPV à un "Hail and Farewell Lunch" dans le camp suisse au moment où il me remettait le commandement de la délégation suisse. C'était la première fois en 38 ans d'existence de la MAC que les parties Nord et Sud de cette Commission se rencontraient hors de la JSA pour un repas en commun et pour moi, fraîchement arrivé à Panmunjom, ceci laissait augurer de rencontres semblables dans un futur proche. Six mois plus tard, la situation était complètement renversée.

Pour la résumer, je me contenterai de dire que nos relations avec la KPA furent très bonnes avant la nomination du MG Hwang comme Senior Member UNC-MAC et qu'elles n'ont fait que de se détériorer depuis au plan institutionnel.

Par le passé, la KPA organisait chaque printemps et chaque automne un voyage touristique pour la NNSC dans les montagnes de la Corée du Nord. En outre, elle l'invitait à Pyongyang où elle conviait tous les officiers à des repas, des visites de musées, etc. Depuis le printemps 1991, ces invitations se sont d'abord espacées, puis ont carrément cessé. Depuis l'automne 1992, les Suisses et les Suédois ne peuvent même plus transiter par la RPDC pour se rendre en Chine. Les assurances et autres explications données à la Division politique II du DFAE par M. Ri Tcheul, ambassadeur de la RPDC en Suisse, n'y ont rien changé.

Si elle évite le contact avec "la délégation suisse dans la NNSC", la KPA s'est par contre toujours pluie à relever combien elle apprécie les contacts avec les "officiers suisses". Cette attitude s'est confirmée lors de la réception organisée par ma délégation le 29 juillet 1994 à l'occasion du 41e anniversaire de l'Armistice.

6.8 Relations avec les CPV

Déjà avant mon arrivée, si j'en crois mon prédécesseur, les Chinois et les Suisses ont toujours entretenu d'excellentes relations à Panmunjom. Le MG Tian Sheng qui dirigeait la délégation des CPV était un ami. A chacun de ses séjours en Corée, il m'invitait à son camp et nous nous sommes revus à chacun de mes voyages à Beijing. Lors de mes visites dans son camp à Kaesong, il me confiait très ouvertement ses impressions sur ses partenaires nord-coréens, non sans avoir préalablement augmenté le niveau sonore de sa radio! Son remplaçant à la tête de la délégation, le MG LU Guangye, réside actuellement à Beijing et il ne vient qu'exceptionnellement en Corée. En fait, je ne l'ai rencontré qu'une fois depuis sa nomination, en 1993. Présentement, c'est le MG Zheng Dao Gen qui assume la direction des CPV. Nous entretenons d'excellentes relations, mais trop rares depuis que les Nord-Coréens restreignent aussi les contacts des Chinois avec la NNSC. La Chine ayant décidé, fin août, de retirer sa délégation de la MAC, ces relations cesseront complètement sous peu.

6.9 Relations avec le DFAE

Elles sont, naturellement, excellentes et je me plais à reconnaître que, tout au long de mon séjour à Panmunjom, j'ai pu compter sur l'appui de la Centrale, en particulier sur celui de la Division politique II qui est fréquemment intervenue au profit de la NNSC auprès de l'ambassadeur Ri Tcheul ou de ses collaborateurs de l'ambassade de la RPDC à Berne. En outre, très souvent, la Centrale a tenu compte de mes avis sur la question coréenne lors des entretiens qu'elle a eus avec les représentants des trois autres nations neutres de la NNSC.

S'il fallait cependant, comme dans toute qualification franche et honnête, montrer le revers de la médaille, j'exprimerais deux regrets: premièrement, trop souvent, nous avons dû attendre de

nombreuses semaines avant d'être renseignés sur les résultats des démarches et entretiens en question. Parfois même, ce n'est que grâce aux excellentes relations personnelles et professionnelles que j'entretiens avec M. l'Ambassadeur Fetscherin que j'ai pu obtenir des papiers sur lesquels Panmunjom, pourtant intéressé au premier chef, ne figurait même pas comme destinataire. Ceci est d'autant plus regrettable que non seulement nous sommes très isolés à Panmunjom, mais qu'il n'est pas agréable du tout d'être le seul représentant d'une Commission à ne pas savoir ce qui se passe. J'ose espérer que ces quelques lignes, qui se veulent constructives, permettront à mon successeur d'être renseigné régulièrement et complètement.

Deuxièmement, j'ai vivement regretté que, lors d'un désaccord survenu entre le MG Nilsson et les autres Membres de la NNSC, la Centrale n'ait pas trouvé logique et normal de me consulter d'abord pour contrôler ses informations avant de me reprimander sur la foi d'allégations erronées de l'Ambassade de Suède à Berne (Tg 5381, Div. Pol. II, du début mai 1992). Avoir confiance en ses représentants à l'étranger (et non pas croire ce que rapportent les diplomates étrangers en poste à Berne) devrait être la maxime de la Centrale.

6.10 Relations avec le DMF

Elles sont excellentes et de deux sortes: celles que nous entretenons avec la Section KSR de l'OFADJ, d'une part, et avec le groupe renseignements et sécurité d'autre part. Ces dernières sont les plus simples à caractériser puisque, comme chacun le sait, elles se résument à l'envoi par la délégation des copies de certaines des lettres que nous adressons à la Division politique II du DFAE. Dès lors, il s'agit de relations heureuses, puisque sans histoire.

Nos rapports avec la Section KSR ont, heureusement, bien évolué depuis environ deux ans. Auparavant, elles auraient pu être tendues si le soussigné avait cédé à la tentation de répondre sur le même ton aux lettres qu'il recevait. Il sera plus loin question de certains des aspects administratifs (voir 6.12) de ces relations. Qu'il me soit néanmoins permis d'aborder ici déjà le problème du soutien logistique en général pour dire que la délégation suisse attend de la Section KSR qu'elle fasse l'effort de faire comprendre à ses partenaires du DMF que Panmunjom ne peut en aucun cas être comparée à Berne et que ce n'est pas parce que les officiers suisses qui servent en Corée sont des volontaires qu'on peut systématiquement prendre son temps pour régulariser des situations que nous considérons ici comme prioritaires. A titre d'exemple, je citerai notre requête du 19.11.1992, restée sans suite à ce jour malgré trois rappels écrits et de nombreux autres oraux, sollicitant l'envoi de masques à gaz. Le fait qu'on n'en ait pas eu l'utilité pendant 41 ans n'est en aucun cas une preuve qu'on n'en aura jamais besoin. Je livre à votre réflexion la remarque d'un de mes officiers: "On en vient à se demander comment on aurait pu équiper un bataillon de casques bleus lorsqu'on n'est pas en mesure de livrer 6 masques à gaz !"

Ceci dit, je confirme ce que j'ai écrit au début de ce chapitre: les relations que nous entretenons avec le DMF peuvent être qualifiées d'excellentes.

Dès lors, il est à souhaiter que "Armée 95" ne viendra pas désorganiser le support vital dont nous avons besoin en transférant la "Korea Mission" dans une autre unité administrative au moment où trois officiers, le Chef de la délégation, son suppléant et le QM arrivent à Panmunjom.

6.11 Relations avec l'Ambassade de Suisse à Séoul

Comme je l'ai indiqué au chapitre 6.9 ci-avant, mes rapports personnels et professionnels avec M. l'Ambassadeur Fetscherin sont excellents. Nous nous rencontrons en moyenne une fois par semaine pour faire le point de la situation. Un accord tacite existe entre nous quant à la diffusion de l'information politique relative au dialogue intercoréen, nos sources étant différentes, et la coordination se fait naturellement.

Il en est de même des rapports Ambassade - Délégation, encore que cette collaboration soit à sens unique. L'Ambassade nous fournit de nombreux services très appréciés, dont celui du courrier diplomatique et du courrier acheminé par Swissair, et elle met à notre disposition son véhicule de service pour transporter des délégations de Séoul à Panmunjom (par exemple délégation Delamuraz, délégation suisse à l'UPU, etc.). Par contre, la Délégation n'a malheureusement pas grand-chose à offrir!

6.12 Relations avec les autres représentations diplomatiques suisses

Qu'il me soit permis de remercier ici nos représentations à Beijing, New York, Prague, Stockholm, Varsovie, Vienne et Washington de m'avoir en permanence et sans délai adressé copie de leurs rapports relatifs à la situation nord-coréenne. Ces renseignements m'ont été précieux pour l'analyse du contexte géopolitique dans lequel la délégation se trouve être un modeste acteur (et, plus souvent qu'à son tour, un simple spectateur !). Il en est de même pour les reflets de la presse que l'Attaché de Défense de l'Ambassade de Suisse à Tokyo m'adresse régulièrement.

6.13 Aspects administratifs et d'intendance

Ce chapitre revêt une grande importance pour la Délégation, vu l'isolement dans lequel elle vit. En effet, peu de gens savent que le "Village de Panmunjom" ou "Truce Village" n'en est pas un, puisque les baraquements de la JSA sont vides: à part les soldats qui montent la garde et les séances qui s'y déroulent, il n'y a aucun habitant. Quant au Swiss-Swedish Camp qui se trouve à quelque 200 m du centre de la JSA et à 5 m de la frontière nord-coréenne, il n'héberge qu'une douzaine d'officiers et une demi-douzaine d'employés coréens, les 12 autres vivant à Munsan, à une vingtaine de kilomètres du camp. On m'opposera que Séoul n'est qu'à 65 Km. Oui, mais à une heure et demie en voiture au minimum et à ...six heures au maximum, en fonction du trafic !!!

Il est donc compréhensible que la délégation soit sensible à tout ce qui a trait au support dont elle a besoin et qu'elle est en droit de recevoir. Ce support provient des Américains en très grande partie (habitations à Panmunjom et Séoul, chauffage, budget pour la nourriture, transports y compris le voyage

de transfert des officiers de Suisse en Corée et retour, etc.) et, pour une part bien plus modeste, de la Confédération (salaires, frais de représentation, uniformes, etc.). On réalisera dès lors que l'on devrait rester modeste lorsqu'on parle des "Bons Offices" de la Suisse sur le 38e parallèle. Quant à comparer ce qui fut investi en 41 ans en Corée avec ce qui fut englouti en quatre ans dans MINURSO...

6.13.1 Budget, gestion financière, frais de représentation

Comme on le sait, le budget de la délégation provient du DFAE et il est géré par le DMF. Cette situation ambiguë permet de rejeter sur le prochain la responsabilité du refus d'un crédit sollicité par la délégation. C'est ainsi que Panmunjom s'est vu refuser des demandes fondées bien que seuls 7/10 du budget ne furent utilisés certaines années.

Une inspection de l'OFADJ a eu lieu en avril 1991 à Panmunjom. Le Directeur de cet Office, le Divisionnaire Fritz HUSI et le Chef de la Section KSR de l'époque, le Colonel Adolf Kaufmann ont eu loisir de se rendre compte de l'activité et des besoins de la délégation. Malheureusement, bien des choses qu'ils avaient promis de régulariser ne l'ont jamais été. Il faut espérer que le Chef de la Section KSR, en fonction depuis deux ans, sera bientôt autorisé à venir en Corée pour se rendre compte sur place de l'activité et des besoins de la délégation. Il devrait être accompagné de son adjoint en charge à Berne de l'administration de la délégation pour que cette inspection ait un sens et quelque chance d'être utile.

Une autre inspection de la délégation, effectuée par l'Administration fédérale des Finances celle-ci, a eu lieu à Berne l'année dernière sur la base des livres comptables et des documents disponibles auprès de la Section KSR. Après de longues palabres portant principalement sur la caisse de compagnie (Lagerkasse) une solution dut être acceptée de guerre lasse, qui double le volume de travail du QM et du barman, et qui n'apporte rien quant à la gestion comptable, si ce n'est que la caisse en question, riche de près de US \$ 30'000, appartient maintenant en propre à la délégation !

Les frais de représentation alloués à Panmunjom se montent à US \$ 1'650.--par mois (13/12). Lorsqu'on en a déduit les cadeaux qu'il est d'usage de remettre à la fin de chaque année à de nombreuses personnes, ceux remis traditionnellement à chaque officier quittant la NNSC ainsi qu'à des visiteurs de marque, le Chef de la Délégation ne dispose finalement que de 20% de cette somme pour ses invitations.

6.13.2 Sécurité

Trois aspects distincts doivent être étudiés ici:

a) la sécurité en cas d'alarme gaz: je vous renvoie au chapitre 6.10.

b) la sécurité en cas d'incident grave ou de guerre, vu la proximité de milliers de soldats des deux côtés de la MDL et vu la tension qui règne la plupart du temps ici. Il s'agit en l'occurrence d'une "insécurité" quasi permanente, mais on s'y habitue. Il y a quelques mois, quatre soldats de la KPA se sont approchés

de nuit des baraquements où logent mes officiers. Ils ont été repérés par les Américains qui ont certainement placé des détecteurs très sensibles autour de notre camp. Une fusée lumineuse a suffi pour leur faire rebrousser chemin. Un plan d'évacuation existe. En cas de danger imminent, les Américains nous évacueraient vers l'Ambassade à Séoul où nous pourrions nous rendre utiles.

c) la sécurité au plan des documents: nous avons pu acquérir en juin 1991 un coffre-fort, meuble dont la délégation n'avait jamais été dotée auparavant, ce qui nous permet de conserver les documents confidentiels de manière adéquate.

6.13.3 Communications

L'ancienne installation radio qui était sensée nous relier avec l'ambassade a été démantelée il y a deux ans, car elle n'avait jamais fonctionné vu la densité de moyens électroniques de communication en service sur la frontière. Depuis, nous avons reçu un Fax avec moyen de chiffrer. C'est un très grand progrès. Malheureusement, il comporte deux handicaps majeurs:

a) on ne peut pas sortir du réseau militaire pour envoyer un facsimilé en Suisse, par exemple, si l'on ne possède pas une carte de crédit d'une compagnie privée de téléphone américaine permettant d'établir la connection via les USA;

b) les interférences mentionnées plus haut et les services d'écoute américains et sud-coréens qui se branchent sur nos lignes provoquent des interruptions lors d'envois de fax chiffrés. Ces messages doivent donc être très courts pour avoir la chance de passer.

Il ne nous est pas possible de téléphoner directement en Suisse. Pour ce faire, il faut posséder une carte de crédit (MCI, par exemple) ou appeler en "Call collect". En cas de guerre ou même de crise grave, nos téléphones seraient mis hors service par les Sud-Coréens. Par lettre du 25.3.94, nous avons donc sollicité l'envoi de deux installations de téléphones par satellite, sachant que celles attribuées à MINURSO vont être renvoyées en Suisse. L'une de ces installations serait installée à Panmunjom, l'autre à Yongsang où les officiers se trouvent en fin de semaine ou lorsqu'ils se rendent à Séoul pour affaires de service. A ce jour, nous attendons toujours une réponse.

6.13.4 Transports

Le Camp Bonifas qui se trouve à 2 Km au Sud du Camp suisse est compétent pour nous procurer les véhicules dont nous avons besoin. Une voiture est en permanence attribuée au chef de délégation mais elle doit être stationnée au Camp Bonifas lorsque le général ne l'utilise pas, alors que les autres véhicules doivent être commandés à l'avance, une fois par semaine, en coordination avec les Suédois.

Alors que la qualité et la quantité de ces moyens de transport avaient notablement baissé au cours des deux dernières années, il est heureux de constater un net progrès ces derniers mois. Le chef de délégation a enfin reçu une voiture neuve au début de 1994, ce qui n'était pas un luxe vu l'état déplorable dans lequel se trouvait l'ancienne.

Ce chapitre comporte un seul aspect négatif: nous ne disposons pas en permanence au camp d'une voiture dont nous pourrions avoir besoin en cas d'accident grave, de morsure de serpent, etc. et les voitures privées ne sont pas admises au-delà du Camp Bonifas.

Il faut encore ajouter que nos relations avec Swissair-Séoul sont excellentes.

6.13.5 Voyages de service

Les voyages des officiers de la délégation suisse, à l'aller comme au retour, payés par le UNC, sont depuis mon arrivée à Panmunjom effectués en vêtements civils. En effet, les Américains ne voyagent plus en uniforme pour des raisons de sécurité et ils nous ont conseillé de faire de même. Quant aux autres déplacements, il s'agissait uniquement des voyages en Chine où le Chef de délégation, traditionnellement, rencontrait les responsables du dossier NNSC, principalement au MAE, au Ministère de la Défense, au Beijing International Institute for Strategic Studies. Les deux visites effectuées en quatre ans m'ont été très utiles puisqu'elle m'ont permis de constater une différence de vue entre Chinois et Nord-Coréens quant aux problèmes relatifs à la NNSC et à la MAC. D'autre part, elles donnerent l'occasion d'approfondir les excellentes relations que nous entretenons à Panmunjom avec les Chinois. Avec le retrait des CPV de la MAC, un autre aspect intéressant de la mission disparaît.

Qu'il me soit permis ici de remercier M. l'Ambassadeur et Madame E. Schurtenberger pour leur hospitalité et leur assistance. Ils ont tout mis en oeuvre pour faire de ces visites des réussites: accueil chez eux, dîner avec les personnalités que je devais rencontrer à leur Ministère ou Institut, organisation parfaite des visites, aides de tous genres.

6.13.6 Locaux, logements

a) à Panmunjom: le rapport de poste nouvellement rédigé et complété par des photos récentes renseigne parfaitement sur notre installation au Camp suisse; il est cependant éminemment regrettable que, malgré plusieurs rappels, il ne soit toujours pas mis à la disposition des futurs membres de la délégation lors de leur instruction à Berne. Ce serait la moindre des choses!

b) à Séoul: ce rapport de poste donne aussi toutes précisions utiles quant aux logements mis à notre disposition à Séoul. Il convient néanmoins de relever ici un problème qui n'a pas trouvé de solution à ce jour, à savoir que l'officier de camp, le Capitaine R. Hersche, a dû louer à ses frais un appartement hors de Yongsan, car la chambre dont il dispose dans cette base militaire américaine est trop exiguë pour y loger son épouse et sa fillette. Le salaire de cet officier est dès lors amputé de US \$ 1'000 par mois, ce qui le désavantage sérieusement par rapport aux autres membres de ma délégation. En outre, le salaire net qui lui reste n'est plus en rapport avec celui auquel il devrait pouvoir prétendre en vertu de son contract qui prévoit le logement gratuit. Une situation à peu près semblable avait déjà eu lieu avec la Cpt Mayer, QM, à qui le Chef de la Section KSR avait promis une indemnité de logement avant son départ de Suisse, en mai 1990. Sur la base de cette promesse, Mayer avait fait venir sa fiancée (elle est devenue sa femme) qui avait abandonné son emploi en Suisse et avait payé elle-même son voyage en

Corée. MM Husi et Kaufmann ont eu connaissance de ces deux dossiers en avril 1991, lors de leur inspection à Panmunjom, mais Mayer et Hersche n'ont rien obtenu, malgré les promesses d'intervention faites à l'époque. Il est navrant qu'un officier supérieur ne puisse pas tenir parole.

Il faut encore relever que les officiers suédois qui se trouvent dans un tel cas reçoivent de leur gouvernement une indemnité compensatoire.

Malheureusement, mes démarches auprès des Américains n'ont pas abouti. Quant à la Confédération...

6.13.7 Matériel et machines de bureau

En arrivant à Panmunjom en septembre 1990 j'ai trouvé, pour toutes machines de bureau, des machines à écrire portatives Hermes dignes d'un musée. Cette situation avait contraint mon prédécesseur à acquérir à ses frais un "Word processor" que j'ai racheté à mon arrivée en Corée. Même si une dépense de US \$ 500.-- ne nous a pas ruinés, il était surprenant pour moi, après presque 40 ans de service, de constater que les employés devaient payer leurs outils de travail: heureusement que nous sommes en mission sans arme. Par la suite, d'autres "word processors" ont été acquis sur le compte de la caisse de compagnie (Lagerkasse) et, il y a deux ans, les changements à la tête de la Section KRS nous ont permis de faire l'acquisition au rabais de l'ordinateur et de l'imprimante que mon Officier de Camp avait achetés à ses frais, puis plus tard d'un autre ordinateur. Même si le Chef de Délégation, son Suppléant, son Secrétaire et son QM sont encore équipés de "word processors" archaïques de nos jours et même s'il y a encore fort à faire, les progrès réalisés en quatre ans ont propulsé les six Suisses de Panmunjom de l'âge mécanique à l'ère de l'électronique. Cet été, la dernière acquisition fut une machine à photocopier, grâce à la compréhension de la Section KSR et du Service administratif.

6.13.8 Uniformes

Nous sommes bien équipés. Les uniformes d'été comme ceux d'hiver sont adéquats. Je rappellerai cependant ici ma lettre du 11.1.93 et ses nombreux rappels, écrits ou téléphoniques, par lesquels la délégation a sollicité le nouvel uniforme de combat (Tarnanzug), les nouveaux pullovers, etc., requêtes restées sans réponse à ce jour.

6.13.9 Seesendung

Cet envoi annuel est bien organisé. Il fut toujours expédié à temps de Berne pendant les quatre années de mon séjour et nous l'avons chaque fois reçu vers la fin novembre, début décembre. Il avait été question d'effectuer un deuxième envoi vers le milieu de l'année, comme c'est le cas pour les Suédois. Cette solution fut, à juste titre, abandonnée vu les frais et les travaux supplémentaires qu'une 2e Seesendung aurait occasionnés.

Pour clore ce chapitre, j'aimerais, au nom des six officiers en service sur le 38e parallèle, remercier tous ceux qui nous assistent à Berne et les encourager à en faire autant (et pourquoi pas: plus) pour mon successeur!

7. CONCLUSION

Ces pages, bien que n'étant pas une étude exhaustive, ont été écrites pour permettre une éventuelle étude historique ultérieure. Elles s'ajoutent aux Rapports de mes 34 prédécesseurs. J'ose espérer que 41 années d'expériences accumulées en Corée ne représenteront pas une "Connaissance inutile" - pour paraphraser Jean-Francois Revel - mais qu'elles pourront être mises à la disposition de ceux qui réfléchissent activement aux moyens de projeter l'image des "Bons Offices" de la Suisse. Le problème coréen pourrait leur en donner l'occasion.

A la fin de cette mission, je puis sans réserve aucune déclarer que ce furent quatre années passionnantes pour moi. Dès le jour de mon arrivée à Panmunjom qui coïncida avec le passage de la Ligne de Démarcation par l'ancien Premier Ministre nord-coréen Yon Youn-muk, en route pour Séoul où il se rendait pour participer à la première séance historique des pourparlers entre Premiers Ministres des deux Corée, jusqu'au jour où je termine ce Rapport, jour qui coïncide avec le départ des Chinois et qui est encore marqué par l'incertitude quant à l'issue des négociations de Genève, il ne s'est guère passé de mois qui ne soit marqué par un événement particulier. En Corée du Sud: l'ouverture de relations diplomatiques avec l'URSS/Russie et avec la Chine, et l'élection du premier Président qui ne soit pas issu de la classe militaire; en Corée du Nord: la possibilité de dialoguer d'égal à égal avec les Américains, et la mort de KIM Il-sung; pour les deux Corée: l'entrée simultanée à l'ONU et la signature d'un accord de réconciliation, sont autant d'épisodes marquants de l'histoire de la péninsule. Mais entre ces grands chapitres, que d'incidents, de tensions, d'espoirs trop souvent frustrés. Que de risques aussi, car rien n'est jamais joué d'avance. L'impossibilité de régler le problème nucléaire, un effondrement du système nord-coréen, des émeutes estudiantines au Sud, sont autant de dangers qui guettent la Corée.

Dans ce grand contexte où les Coréens essaient de se retrouver avec l'aide des quatre puissances, USA, Chine, Japon, Russie qui tentent de les seconder tout en préservant leurs propres intérêts, le mécanisme de l'Armistice n'est évidemment qu'un élément mineur du jeu. Mineur, mais indispensable, car sans Armistice, on se retrouverait, sans garde-fou, en état de guerre. Et, nous l'avons vu, cet Armistice est depuis quelques années malmené par les Nord-Coréens qui voudraient le transformer à leur façon en un traité de paix avec les seuls Américains. Nous l'avons également vu, la Commission des Neutres - durant ces quatre dernières années - fut ballotée comme fétu de paille, ne recevant quasiment plus des ex-belligérants les informations prescrites par l'Accord d'Armistice. Le départ des Tchèques, il y a un an et demi, et le rappel des Chinois maintenant, ajoutent encore à cette confusion.

Dans ce cadre se rétrécissant comme une peau de chagrin, j'ai pu constater qu'il n'est pas facile, avec les gens qui sont nos partenaires, d'être neutre; pour être compris et estimé, il faudrait être toujours "pour" celui à qui l'on parle. Cependant, j'ai tenté au mieux et le plus souvent possible d'offrir les "Bons Offices" de la NNSC, parfois avec mes collègues de la Commission, souvent seul, essayant de convaincre mes interlocuteurs de mon indépendance, de ma neutralité, de mon objectivité et de mon impartialité. Les succès d'estime, comme de rassembler, le 29 juillet 1994, les officiers des deux côtés de la Commission militaire d'Armistice pour la première fois en 3 ans à l'occasion de l'anniversaire de la signature de l'AA ou de pouvoir présenter, le 28 septembre 1994, mon successeur au général nord-

coréen Li chan-bok lors d'un déjeuner dans la JSA, ne me cachent pas que la NNSC a depuis longtemps perdu sa mission. Elle ne subsiste à Panmunjom que par la volonté du United Nations Command et par celle des représentants des trois Etats membres encore représentés dans notre Commission.

Toutefois, comme ce Rapport devrait amplement le démontrer, mes officiers et moi ne nous sommes jamais laissés décourager par le boycottage qui nous est imposé depuis trois ans par les Nord-Coréens. Persuadés que la NNSC a encore un rôle à jouer et que sa seule présence est un symbole de la volonté internationale de respecter l'Accord d'Armistice, sans cesse, nous avons remis notre ouvrage sur le métier. J'aimerais ici remercier tous mes collaborateurs, en particulier mon dernier suppléant, le LTC Thévenaz qui m'a assisté avec beaucoup de compétence pour la rédaction du chapitre 2 de ce Rapport, et aussi exprimer ma reconnaissance à mon épouse qui a accepté pendant quatre ans de vivre la plupart du temps sous un autre toit à Séoul.

Panmunjom, le 30 septembre 1994

Le Chef de la Délégation

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'B. Sandoz', written over a horizontal line.

(B. Sandoz)

Annexes

SOUTH KOREA RATINGS

MAY 12, 1994

RATINGS IN THE WORLD (184 NATIONS (U.N.))

- 1 ST : FOR PICTURE TV TUBE PRODUCTION (22,3 % OF WORLD MARKET SHARE)
- 1 ST : FOR SHIP BUILDING IN 1993 (47 % OF THE WORLD'S TOTAL ORDERS) 186 VESSELS
- 1 ST : DAEWOO SHIPBUILDING & HEAVY MACHINERY (87 VESSELS)
- 1 ST : YOUNG CHANG CORP. (ELECTRONIC MUSICAL INSTRUMENTS)
- 1 ST : FOR OFFSHORE STRUCTURES AND OCEAN PLANTS MANUFACTURING
- 1 ST : FOR CEMENT CONSUMPTION (1,250 KGS/HAB)
- 1 ST : SAMSUNG ELECTRONICS (DRAM AND MOS MEMORY SALES)
- 1 ST : FOR MEMORY CHIPS M. DRAM PRODUCTION AND EXPORT (24 % OF WORLD MARKET SHARE)
- 2 ND : POHANG IRON AND STEEL CO.
- 2 ND : FOR COMPUTER MONITORS (30 % OF MARKET SHARE)
- 2 ND : FOR CONSUMER ELECTRONICS PRODUCTS
- 3 RD : FOR SEMI CONDUCTORS (18 % OF WORLD MARKET SHARE)
- 3 RD : FOR ELECTRONICS PARTS AND COMPONENTS
- 4 TH : KAL CARGO SERVICES (651 000 TONS) 1993
- 4 TH : FOR 8 INCH SILICON WAFERS (POSCO HULS) AFTER USA, JAPAN, GERMANY
- 5 TH : FOR SYNTHETIC FIBERS, AFTER USA JAPAN, CHINA, TAIWAN
- 5 TH : FOR PETROCHEMICALS
- 5 TH : FOR TIRES MANUFACTURES (42 MILLION UNITS)
- 5 TH : FOR HEAVY MACHINES
- 5 TH : FOR ETHYLEN
- 5 TH : FOR NUCLEAR POWER PLANTS (9 IN OPERATION, 7 UNDER CONSTRUCTION)
- 6 TH : FOR "CARGO" AIR TRAFFIC VOLUME
- 6 TH : FOR STEEL MORE THAN 30 MILLION TONS
- 6 TH : FOR CAST IRON
- 6 TH : FOR AUTOMOBILES (2.07 MILLION UNITS)
- 6 TH : FOR TIRES EXPORTS (20 MILLION UNITS)
- 6 TH : ELECTRONICS MANUFACTURING COUNTRIES
- 6 TH : FOR LIFE INSURANCE MARKET
- 6 TH : POSTEC SYNCHROTRON ADVANCED RESEARCH FACILITY
- 6 TH : PUSAN WORLD CONTAINER PORT TRAFFIC
- 7 TH : FOR CEMENT PRODUCTION (50 MILLION TONS)
- 7 TH : FOR LEASING MARKET (11.37 TRILLION WON LEASING CONTRACTS IN 1993)
- 8 TH : FOR SCIENCE SATELLITES (KAIST - MADE)
- 8 TH : FOR TELEPHONE LINES (20 MILLION LINES)
- 8 TH : FOR INSURANCE MARKET
- 10 TH : FOR KOREAN-FLAG SHIPPING CARRIERS (187 MILLION TONS OF CARGOES)
- 10 TH : FOR TELECOMMUNICATIONS EQUIPMENT'S PRODUCTS
- 10 TH : FOR STOCK MARKET CAPITALIZATION (118 BILLION USD)
- 11 TH : FOR TOTAL AIR TRAFFIC VOLUME
- 12 TH : FOR MACHINE TOOLS MANUFACTURING
- 13 TH : INDUSTRIAL AND COMMERCIAL NATION (55 % EXPORT ARE HEAVY MANUFACTURING INDUSTRIES)
- 14 TH : KAL PASSENGERS SERVICES (16,5 MILLION PASSENGERS) 1993
TOTAL REVENUES KAL: 3.37 BILLION USD (IN 1993 92 WIDE BODIED JETS)
- 15 TH : FOR "PASSENGERS" AIR TRAFFIC VOLUME
- 18 TH : SAMSUNG GROUP (18TH GROUP IN THE WORLD: 180,000 STAFF, 4.5 BILLION USD TURNOVER)

KOREA'S GNP JUMPED FROM US\$ 2.3 BILLION IN 1962
TO US\$ 329 BILLION IN 1993 (13TH IN THE WORLD FOR GNP)

Neutral Nations Supervisory Commission
for Korea
SWISS DELEGATION

ANNEXE NO. 2

Panmunjom, 23 December 1992 / BU

Preliminary Results of the Meetings in Panmunjom

Included in this summary record are:

a) The meetings of the Nuclear Control Joint Committee

The Meetings of the Subcommittees (Political, Military, Cooperation and Exchange) as well as the Red Cross working level meetings are not included anymore, as they are still blocked.

The meetings are recorded up to 23 December 1992.

Main news since last update (24 november 1992):

- There were only meetings of the Joint Nuclear Committee, where there were some minor discussions about the objects of inspections.
- However, the main topic at all the meetings was "Team Spirit", which has blocked all N-S-dialogue.
- All dates for the meetings of the four newly created joint commissions (military, reconciliation, economic cooperation and exchange, cultural cooperation and exchange), agreed upon at the 8th PM Talks, were canceled by NK due to "Team Spirit".



Thomas Bucheli

Captain
Secretary, Swiss Delegation

North - South Nuclear Control Joint Committee

1. Legal basis

- Joint Declaration on Nuclear Free Korea (Art. 5)
- Agreement on the Formation and Operation of the North-South Nuclear Control Joint Committee (19 March 1992)

2. Mandate

To discuss:

- Implementation of the "Joint Declaration on the Denuclearization of the Korean Peninsula" (adopting and dealing with annexed documents);
- Verification of the denuclearisation of the Korean peninsula;
- Formation and operation of inspection groups and inspection procedures.

P.M.: It was agreed between the two sides that regulations for the nuclear inspections have to be worked out by May 19th and inspections implemented within 20 days after (i.e. early June)

3. Meetings

19.03. 1st Round Exchange of the documents by the two sides signed by the respective Prime Ministers. The two sides agree in principle to undertake the first reciprocal nuclear inspections in early June. But there are still persistent differences concerning the regulations for the mutual inspection to overcome.

01.04. 2nd Round No results published. The meeting to discuss the timing of inter-Korean nuclear inspections makes apparently no headway. The South side demanded that the two Korea prepare regulations for mutual inspection of suspected nuclear weapons sites by May 18. The North side insisted on adopting a separate agreement on the implementation of the joint declaration signed on February 19th.

21.04. 3rd Round No progress. As NK regards the US nuclear weapons as the major problem she wants to have them included in an agreement. The south wants to exclude them.

Proposed dates for the 4th Round: 12 May (by NK) / set the date at the next high level talks (by SK)

12.5. 4th Round (Date settled at the PM talks) No progress. The two sides agree to continue in working level meetings, "until they finally reach an agreement" as the chairman of the South side said. He expects inspections regulations to be worked out before the next meeting.

15.5./20.5./23.5. Working level meetings. At the 3rd working level talks the two sides for the first time enter into the contents of the regulation. But the two sides repeated their old demands.

27.5. 5th Round SK brought up the shooting incident of 22 May. NK did not want to talk about that at all. NK insisted on opening all military bases in SK to the inspections, which SK refused. No progress achieved. NK proposes 16 June for the next meeting but due to SK it was decided to set the date through the liaison offices in Panmunjom.

17.6. NK press urges SK to hold the 6th meeting immediately.

20.6. The south side's chairman proposes to hold the next meeting 30.6.

30.6. 6th Round The north side argues that after IAEA inspections proved that NK is not developing an atomic weapon the U.S should open their bases to inspections. The south side insisted on inspections of ordinary military bases and civilian facilities as well as challenge inspections.

21.7. 7th Round The south side repeated its demand to dismantle the Yongbyong facility and called for an explanation for the nuclear spent fuel of the respective reactor. The north side claimed that all suspicion about the nuclear bomb program were cleared by the IAEA inspections.

31.8. 8th Round Due to NK press some consensus was achieved: The titles of the 7 chapters: 1) Exchange of information for the verification of denuclearization. 2) The formation and operation of inspection teams. 3) The designation of the objects of inspection. 4) The formalities and methods of inspection. 5) The corrective measures following the results of nuclear inspection. 6) The settlement of disputes. 7) The guarantee of personal safety and the offer of conveniences. Also the 2 sides narrowed

their differences or achieved unanimity on 10 articles concerning rules of inspection, such as 1) Exchanging information within 10 days after the adoption of the rules of inspection. 2) Providing supplementary information within 5 days if requested. 3) Notifying the other side of a change in information within 15 days after the change occurs.

19.9. 4th Contact of Members The 2 sides for the first time had discussions on the substance of inspection guidelines (chapter 1) but failed to reach an agreement.

30.9. 5th Contact of Members Chapter 2 was discussed. NK proposed to form 2 different inspection teams: 1) For nuclear weapons and bases and 2) For nuclear facilities and materials. SK opposed the need for the first one.

14.10. 6th Contact of Members NK denounced the decision to resume Team Spirit next year. Chapter 3 was discussed. Due to NK press SK wants to exclude nuclear weapons and bases in SK from inspections. The 2 sides agree on 29.10. for the next contact of members.

16.10. NK proposed to have the 9th full scale meeting on 23.10.

20.10. SK counterproposed to have a meeting of the chairmen on 22.10.

20.10. NK counterproposed to have the 9th full scale meeting on 22.10.

23.10. 9th Round Main topic was the resumption of Teams Spirit. Due to SK press NK wants the South to call off the exercise by the end of the month. Also NK wants SK to promise not to engage in any military exercises involving foreign nuclear facilities. No agreement reached.

29.11. 7th Contact of Members Team Spirit was the main topic. But there was also a discussion about the rules of inspections ("on the premise that the south would revoke the decision to resume Team Spirit")

18.11. 10th Round Originally scheduled for 10.11., NK urged the south to accept the new date. The reason for this are the annually held military exercises in the south, "Hwarang" and "Eagle 92". They are finished on 18.11. The main topic was again "Team Spirit". NK urges SK to call off the exercise by the end of the month. No progress.

27.11. 11th Round "Team Spirit" seems to have been the main topic again. But NK also denounced the "special inspections" and "inspections of ordinary military bases", proposed by SK. After the meeting there was a closed-door contact between the 2 chairmen. No date settled for the next meeting.

1.12. NK proposes through a telephone message to hold the 12th Round on December, 8th, urging SK again to cancel "Team Spirit".

6.12. Due to SK press, SK accepts the proposal of NK to have the 12th Round on December, 10th, stressing that the 1st inspections should take place before Dec., 21st.

10.12. 12th Round Due to NK press, NK demands from the South Side to cancel "Team Spirit" before Dec., 15th and to accept unconditionally an overall inspection of U.S. nuclear weapons and bases in SK. SK however insisted on "inspection of the same number", inspection of ordinary military bases" and "special inspections". The idea to have the 1st inspections before 21.12. was rejected as unreasonable. Due to SK press, SK stressed to be ready to "open any military facilities including U.S. military bases any time to the North for mutual inspection". SK repeated to suspend "Team Spirit" if NK takes "substantial action concerning mutual inspections prior to Dec. 21st".

12.2. In a telephone message to SK, the Chairmen of the newly formed Joint Committees remark that the document signed on 31.12.1992 (Joint Declaration of Denuclearisation) specifies that NK shall sign the Nuclear Safeguards Accord and shall undergo inspections by the IAEA and that SK shall stop the "Team Spirit" exercises. In this message appears also the following remark: "the nuclear inspection between the north and the south, which is not mentioned in the agreed document" (!).

14.12. 8th Contact of Members The main topic was again "Team Spirit". However, due to NK press the 2 sides also discussed Chapter 3 "Designation of Objects of Inspection". NK reproaches SK to include "ordinary civilian facilities" and "abandoned atomic reactors" while excluding U.S. nuclear weapons and bases. No agreement reached.

17.12. 13th Round NK urged SK to withdraw "Team Spirit" immediately and "to stop at once the criminal development of nuclear weapons". No date settled for the next meeting

24.12. 9th Contact of Members

Graphical Presentation of the Meetings in Panmunjon

Date	Nuclear Control Joint Committee	Political Subcommittee	Military Subcommittee	Cooperation and Exchange Subcommittee	Red Cross
1.2.92					
1.3.	X X XXX XX 1 O	O	O	O	
1.4.	O	O	O	X X X O	
1.5.	O	OX	O	X	
1.6.	OX XX 2 O 3	O 4	O 5	O 7	O O
1.7.	O	O X X	O	O	O O O
1.8.	O	X X	X 6	O 8 X X	O
1.9.	O X	X O X	O	O X	
1.10.	X				
1.11.	X O X	10	9 11 12		
1.12.	O O			13 14	
1.1.93	O XO X				

O: Ordinary Meeting

X: Members' or Chairmen's Meeting

- 1: Deadline to form the Nuclear Control Joint Commission: 19.3.92, fulfilled
- 2: Deadline to work out the regulations for the inspections: 19.5.92, not fulfilled
- 3: Deadline to implement the inspections' rules: 8.6.92, not fulfilled
- 4: Deadline to set up liaison offices in Panmunjom: 19.5.92, fulfilled
- 5: Deadline to set up a military committee: 19.5.92, fulfilled
- 6: Deadline for the military committee to meet for the first time: 18.8.92, not fulfilled
- 7: Deadline to set up a cooperation and exchange committee: 19.5.92, fulfilled
- 8: Deadline for the cooperation and exchange committee to meet for the first time: 18.8.92, not fulfilled
- 9: Communications Working-level Contact held to discuss the installation of the hotline
- 10: Date for the Joint Reconciliation Committee to meet: 5.11., canceled
- 11: Date to set up a military hotline: 6.11., canceled
- 12: Date for the Joint Military Commission to meet: 12.11., canceled
- 13: Date for the Joint Committee of Economic Cooperation and Exchange to meet: 19.11., canceled
- 14: Date for the Joint Committee of Cultural Cooperation and Exchange to meet: 26.11., canceled

Neutral Nations Supervisory Commission
for Korea
SWISS DELEGATION

Panmunjon, 28.12.92

Main Results of the N-S Meetings in Panmunjon

1) Nuclear Control Joint Committee

The structure of the annexed agreement was agreed upon: 1) Exchange of Information 2) Formation and Operation of Inspection Teams 3) Designation of Objects of Inspection 4) Formalities and Methods of Inspection 5) Corrective Measures after the Inspections 6) Settlement of Disputes 7) Guarantee of Personal Safety and Conveniences.

Basically, the 2 Sides discussed one chapter after the other. They got as far as chapter 4 and they seem to have reached agreements on some of the paragraphs.

2) Joint Political Subcommittee

The subcommittee prepared the following documents that were signed during the 7th and 8th Rounds of Prime Ministers' Meetings:

- Agreement to Establish South-North Liaison Offices (7th Round)
- Agreement to Establish a South-North Joint Reconciliation Commission (8th Round)
- Protocol on the Compliance with and Implementation of Chapter I of the Basic Agreement (8th Round)

Major points in the Protocol: Recognition and respect for the other political, economic, social and cultural system / Cessation of vilification of the other side / Acceptance of the AA until there is peace in Korea / Cooperation with each other in international institutions

3) Joint Military Subcommittee

The subcommittee prepared the following documents that were signed during the 7th and 8th Rounds of Prime Ministers' Meetings:

- Agreement to Establish a South-North Joint Military Commission (7th Round)
- Protocol on the Compliance with and Implementation of Chapter II of the Basic Agreement (8th Round)

Major points in the Protocol: Prohibition of use of military power against each other / Peaceful settlement of unintentional clashes / Respectation of the DMIL / Establishment of a military hotline within 50 days

MDL

4) Joint Cooperation and Exchange Subcommittee

The subcommittee prepared the following documents that were signed during the 7th and 8th Rounds of Prime Ministers' Meetings:

- Agreement to Establish South-North Joint Commissions for Exchanges and Cooperation (7th Round)
- Protocol on the Compliance with and Implementation of Chapter III of the Basic Agreement (8th Round)

Major points in the protocol: Reopening of sea routes and later reconnection of railroads and highways as well as establishment of air links / Direct exchange of goods / Exchange of mail and telecommunication / Free visits and contacts between the citizens in the North and the South

5) Red Cross Working Level Meetings

The 2 sides agreed on several practical points concerning the exchange visits of elderly people. However, the issues of the military exercise "Focus Lens" in the South and of the repatriation of Li In Mo block the planned visits shortly before the agreed date.



Thomas Bucheli

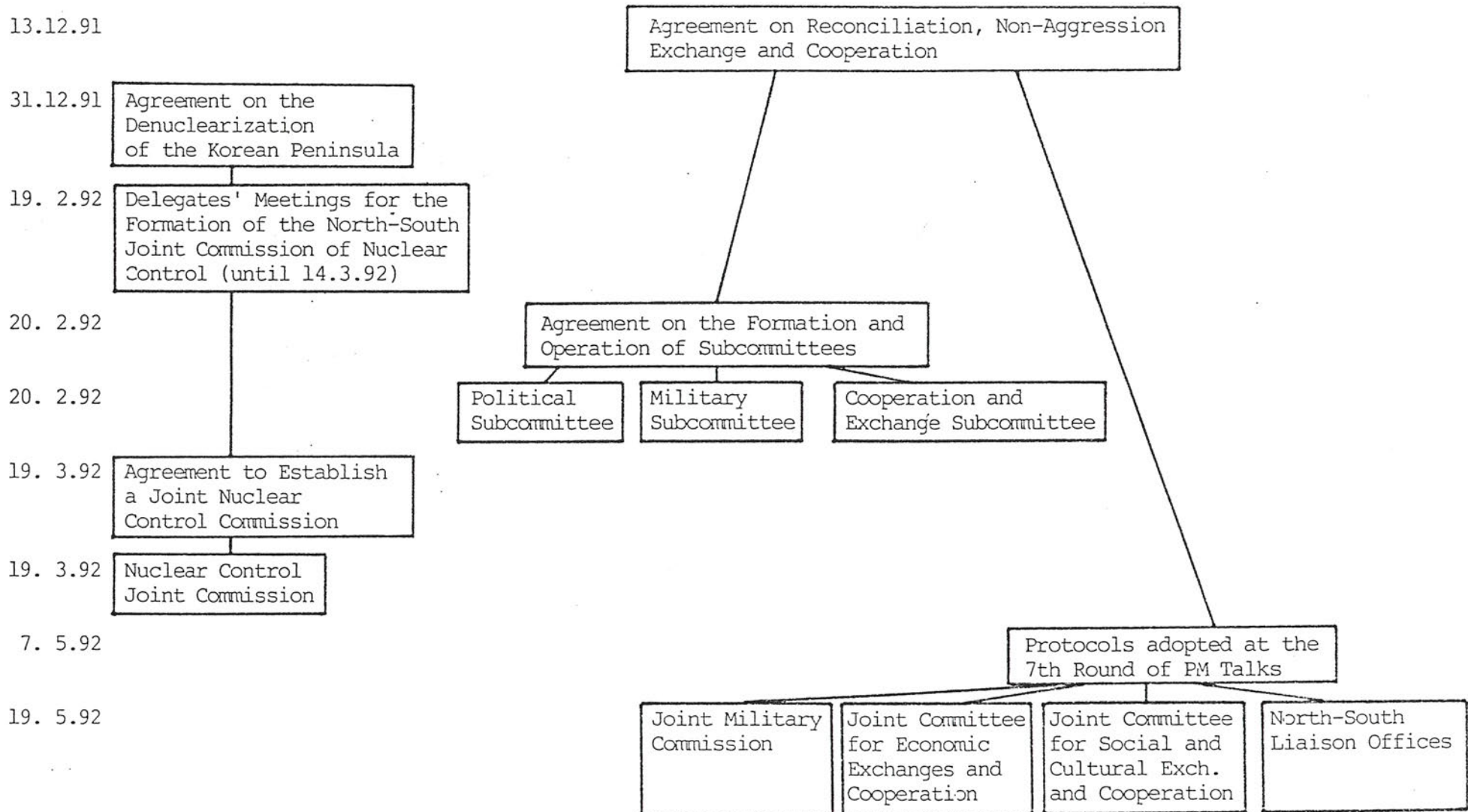
Captain

Secretary, Swiss Delegation

P.S. It should be remembered that the only document mentioned above that has really become effective is the Agreement to Establish S-N Liaison Offices

Pannunjom, 18.8.92/BU

Grafical Description of the Agreements and Commissions in the Framework of the N-S Dialogue



N.B. - In the press the terms "committee" and "commission" are both used in an equivalent sense.

- The Three Commissions that were formed on 19.5.92 have not had any meetings up to now.

ANNEXE NO. 3

South Koreans Abducted to and Detained in North Korea

Case	Year	Number of detainees	Remarks
Fishing boat kidnapping	1955	10	From 1955 to 1989, 3,650 fishermen were kidnapped aboard 460 fishing boats. 3,253 of them returned, and 397 had been detained. Among them seven have died and two were sent to the South as spies. Currently, 388 persons are detained in the North.
	1957	2	
	1958	23	
	1964	13	
	1965	19	
	1967	43	
	1968	126	
	1969	9	
	1970	17	
	1971	15	
	1972	65	
	1973	6	
	1974	28	
	1987	12	
	Total	388	
Navy vessel hijacking	1970	20	
Skyjacking	1954	2	A National Airliner with 27 person including 3 U.S. army officers. Among them 8 persons were executed on charge of spy activities. Korean Air (KAL) with 47 persons, 35 of them returned in 1970.
	1958	7	
	1969	12	
Total		429	

Appendix

Agreement on remains-related matters and pertinent
armistice agreement provisions

I. AGREEMENT ON REMAINS-RELATED MATTERS

The Korean People's Army (KPA) and the United Nations Command (UNC) recognize the importance, for humanitarian reasons, of full and regular cooperation for the recovery, repatriation, and identification of UNC war remains located north of the military demarcation line (MDL). Therefore, both sides agree as follows:

Both sides shall cooperate with each other in locating, exhuming, repatriating and identifying the remains of UNC personnel located north of the MDL.

The KPA will search for and exhume the remains of UNC soldiers buried north of the MDL and repatriate those remains to UNC.

The UNC will render support, as necessary, to aid the KPA's search, exhumation and repatriation efforts.

Both sides agree to exploit actively all available information in the search, exhumation and repatriation effort. Both sides will exercise the necessary scientific care in exhuming, repatriating and handling remains to ensure a reasonable chance of identification.

To achieve the objectives of this agreement, both sides agree to form a working group to exchange information and coordinate remains recovery, repatriation and identification efforts. This working group will be chaired by 0-6 representatives from each side and will consist of seven regular members from each side. Technical specialists and observers can participate in working group activities as required by each side. Each side will determine its own working group membership, specialists and observers. Working group operating procedures will be determined jointly by the chairmen of each side.

Both sides will continually assess the progress made towards achieving the objectives of this agreement. If significant progress is not being achieved, both sides will consider additional measures to enhance the effectiveness of this agreement.

This agreement will become effective upon its signing by both sides. The working group established by this agreement will begin operation within 30 days of the effective date.

ANNEXE NO. 5

As you know our side has repeatedly told the U.S. side that the introduction into south Korea of the new-type armed equipments including "Patriot" missiles constitutes a wanton violation of the Armistice Agreements and an act of ignoring the armistice organ, demanding cessation of it.

Your side, however, has doggedly introduced into and deployed "Patriot" missiles in south Korea in disregard of our protests and denunciations.

Such arms reinforcement on your side is a criminal act of abrogating the AA concluded in 1953 and setting the armistice organ aside.

Your side which has been systematically weakening the armistice supervisory organ had made the armistice organ paralysed by appointing in March 1991 as a Senior Member a "General" of south Korean army which is not "UN Forces" and has no military authority.

Disruption of the armistice organ by your side has turned the Korean Armistice Agreements and the armistice organ into a useless thing which is unable

to cease arms reinforcement or prevent a recurrence of war on the Korean Peninsula, and into an instrument to cover up the U.S. policy designed to strangle our country.

In this circumstance the worth of existence of armistice organ has already disappeared and we can have no more expectation to it.

Now that the present armistice system can neither stop arms reinforcement nor remove military threat nor prevent war on the Korean Peninsula, it is more urgent matter than ever to convert the Armistice Agreements into a peace agreement.

Since present Military Armistice Commission has been paralysed for 3 years by the illegal replacement of Senior Member of your side and has no ability to stop even such acts of reinforcing armed equipment including "Patriot" missiles and conducting war exercises, we consider that the further existence of this commission which is a good-for-nothing is of no significance.

In connection with this today the Foreign Ministry of the DPR of Korea will issue a statement.

I have been instructed by superior to inform your side of the following measures taken by our side.

First, our side decides to recall our side's Member, Secretary, Assistant Secretary and all the other Secretariate members from the MAC.

Our side will not recognize the "UNC" side, too.

Second, our side will withdraw Polish Delegation which was designated and invited by our side to its homeland, regarding that the NNSC can not exist since the MAC disappeared.

Third, the personnel entrusted by the KPA Supreme Command will make contact with US army side at Panmunjom instead of the personnel of our side to the MAC in connection with the dissolution of the MAC organ.

When the contact is arranged, the pending military issues between us and the US military including the issue of newly establishing a durable peace ensuring system will be discussed.

NEUTRAL NATIONS SUPERVISORY COMMISSION

Distr. : GENERAL
 NNSC Doc. 3346
 8 January 1991
 Original : ENGLISH

ANNEXE NO. 6

Panmunjom, 8 January 1991

To: The Honorable
 Larry G. Vogt
 Rear Admiral, US Navy
 Senior Member
 United Nations Command
 Military Armistice Commission


Dear Admiral,

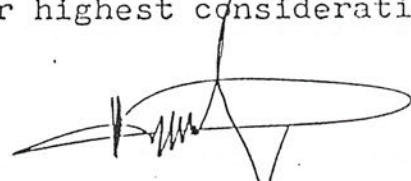
The Neutral Nations Supervisory Commission has for a while been concerned about recent development of situation within the Military Armistice Commission. Foreseen personnel changes, which are due to be accomplished soon, cause our deep concern about a possible increase of tension.

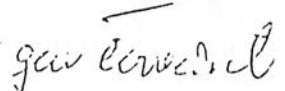
The possible suspension of Military Armistice Commission activities will probably result in closing down not only the solving of questions in peaceful way but the field for one of the mutual contacts between the South and the North, as well.

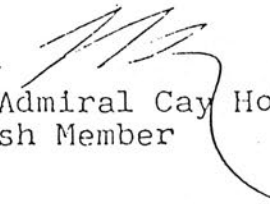
In the view of paragraph 49 of the Armistice Agreement, the Neutral Nations Supervisory Commission wishes to bring its share in preserving peace and building the bases of the reunification of Korea by proposing the two sides of the Military Armistice Commission to refrain from any drastic decision that could lead to more tension in the Joint Security Area.

Please, accept the assurances of our highest consideration.


 Major General Zdzisław Żarski
 Polish Member


 Major General Bernard Sandoz
 Swiss Member


 Major General Josef Cervasek
 Czechoslovak Member


 Rear Admiral Cay Holmberg
 Swedish Member

Memorandum

Gathered in Berne in August 1991, Representatives of the Neutral Nations Supervisory Commission (NNSC) Member States unanimously reached the following conclusions on the present situation of the NNSC :

1. The Armistice Agreement of 1953 hitherto is the only internationally recognized legal instrument, maintaining peace on the Korean Peninsula.
2. The NNSC was established by the Armistice Agreement together with the Military Armistice Commission (MAC), as one of its two implementary agencies. The existence and functioning of the NNSC in Korea constitute an integral part of the Armistice regime.
3. The NNSC has proven its effectiveness over the years. However, restrictions have recently been imposed on the activities of the NNSC, and thus the Commission finds it difficult to execute its mandate properly. This creates a risk for an unfortunate vacuum in the peace process on the Korean Peninsula.
4. It is the unanimous hope and expectation of the NNSC Member States, that the Signatory Parties restore the conditions enabling the NNSC to carry out its duties in accordance with the letter and the spirit of the Armistice Agreement.
5. The NNSC Member States recall that any changes of and amendments or additions to the Armistice Agreement should be mutually agreed upon by the Signatory Parties to the Agreement as provided for in its Art. V.

ANNEXE NO. 8

DISTRIBUTION: GENERAL

NNSC Doc 3389

April 13, 1993

Original: ENGLISH

The Neutral Nations Supervisory Commission's unanimous declaration

According to a decision taken in the end of December 1992 by the former Czechoslovakia concerning the succession after the partition of the state the Czech delegate became the successor of the Czechoslovakian delegate to the NNSC by 1 January 1993.

This was accepted by the south side - UNC - whereas the north side - KPA/CPV - rejected this decision. Because KPA/CPV does not recognize the Czech Republic as a successor state of former Czechoslovakia to the NNSC they have been urging the Czech delegate to leave Korea.

The Czech government decided on 5 March 1993 to withdraw its delegate to the NNSC by 10 April 1993.


Referring to the Armistice Agreement para 37 in which is stated that the NNSC shall be composed of four (4) neutral senior officers representing four (4) neutral nations the commission is of the unanimous opinion that the departing delegate should have been replaced at the time of the Czech delegate's departure after proposal from the north side and thereafter in agreement between the two sides.


What has happened was in accordance with neither the letter nor the spirit of the Armistice Agreement.


Thus the NNSC strongly demands the immediate nomination of a successor also acceptable to the south side so that the NNSC also in the future has the structure and may operate according to what is stated in the Armistice Agreement.

Until a new delegate is assigned the NNSC will continue to fulfil its mission and carry out its duties with three delegates.

Panmunjom, April 13 1993.


Major General Krzysztof Owczarek
Polish Member


Major General Bernard Sandoz
Swiss Member

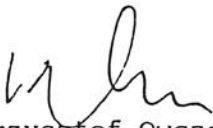

Major General Leif Nilsson
Swedish Member

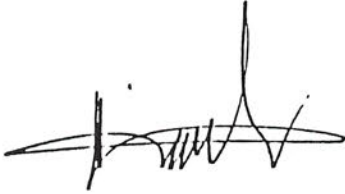
ANNEXE NO. 9


DISTRIBUTION: GENERAL
 NNSC Doc 3390
 April 13, 1993
 Original: ENGLISH

Amendment to the rules of procedures of the NNSC.

- 2.3 The word Czechoslovakia is deleted.
- 4.2 New text as follows:
- 4.2.1 Each member of the Commission, present at the voting, shall have two votes as follows:
- a) The member nominated by the North side has two votes.
- b) The voting member from the South side has two votes, one of which is delegated to him by the member from the South side, not present at the voting.
- 4.2.2 The rotation of the voting by the members from the South side shall be organized as follows:
- The Swedish member will be present at votes of meetings with pair numbers and
 the Swiss member will be present at votes of meetings with odd numbers.
- 6.2 The words four are deleted.
- 8.4 New text as follows:
 This amendment has been unanimously adopted by the NNSC on the 13th day of April 1993 and come to effect the same day.
- 8.5 New text as follows:
 This amendment is only temporary until a new fourth delegation is nominated.
 Upon its arrival the rules of procedures adopted on the 19th day of August 1953 will automatically be effective again.


 Major General Krzysztof Owczarek
 Polish Member


 Major General Bernard Sandoz
 Swiss Member


 Major General Leif Nilsson
 Swedish Member

ANNEXE NO. 10

HEADQUARTERS, UNITED NATIONS COMMAND

APO SAN FRANCISCO 96301-0032

Distr : GENERAL
 NNSC Doc : 3374
 25 June, 1992
 Original : ENGLISH

REPLY TO
 ATTENTION OF:

CC

JUN 23 1992

Neutral Nations Supervisory Commission
 Panmunjom, Korea

Neutral Nations Supervisory Commission:

On 21-22 May 1992 North Korea committed a serious violation of the Korean Armistice Agreement by sending an armed infiltration team across the Military Demarcation Line. In the ensuing clash with United Nations Command Demilitarized Zone Police, all three infiltrators were killed. Evidence clearly shows North Korea planned and directed this serious and provocative incident.

The United Nations Command called the 460th Military Armistice Commission meeting to determine the facts surrounding this incident. However, despite repeated attempts, the Korean People's Army/Chinese People's Volunteers component of the Military Armistice Commission refused to acknowledge receipt of the notification and subsequently boycotted the meeting. This, also, is a clear violation of the Armistice Agreement.

For nearly forty years, the Armistice Agreement has provided the means through which conflict on the Peninsula has been controlled. To maintain the Armistice, there must be a reasonable attempt to resolve serious incidents as stipulated in paragraph 25 of the Armistice Agreement. In the past, tensions have been managed through direct discussion between the military representatives of both sides. In this regard, the failure of the Korean People's Army/Chinese People's Volunteers to attend the 460th Military Armistice Commission meeting is cause for concern.

In view of these developments, your presence and contribution to maintaining stability on the Peninsula are more vital than ever.

Sincerely,

Robert W. RisCassi
 General, U.S. Army
 Commander in Chief

ANNEXE NO. 11HEADQUARTERS, UNITED NATIONS COMMAND
APO AP 96205 0010Distr: GENERAL
NNSC Doc 3399
1 Jan 1994
Original: EnglishREPLY TO
ATTENTION OF:

DEC 30 1993

Commander in Chief

Neutral Nations Supervisory Commission
Panmunjom, Korea

Neutral Nations Supervisory Commission:

During the past forty years, the NNSC has played an important role in maintaining the Korean Armistice and facilitating peace on the Korean peninsula. The Neutral Nations Supervisory Commission constitutes an integral part of the Korean Armistice system.

Today, when the eyes of the world have become more focused on the Korean peninsula, the NNSC's presence remains as vital as ever. Your dedication and commitment are symbolic of international support for the Armistice Agreement.

As events continue to unfold in this region, the UNC will look to you to provide a sustained level of engagement on the Korean peninsula, providing the critical neutral pillar of the Armistice system.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Gary L. Luck", with a long horizontal flourish extending to the right.

Gary L. Luck
General, U.S. Army
Commander in Chief

Neutral Nations Supervisory Commission
for Korea
SWISS DELEGATION
851.41.0/00.5

Panmunjom, August 29th 1994/HO

Joint Events

1. Embassies

1.1. Ambassadors

11.02.91	CH	Tunisia/Belgium/EC/Defense Att. France
25.03.91	SW	Norway/USSR/Finland
13.06.91	CH	Vatican/Bolivia/Swaziland/France
18.11.91	SW	Thailand/Ireland/Australia/CSSR
03.12.91	CH	Austria/Canada/Portugal/Holland
23.09.92	SW	CSFR/Mongolia/Paraguay/Germany
27.01.93	CH	Argentina/Russian Fed./India/Bulgaria
28.04.94	SW	Briefing, Slide Show and Lunch for a group of Ambassadors of APEC (CAN, PNG, NZ, MAL, MEX, BR)
21.07.94	CH	Briefing and Lunch for the Ambassador of Pakistan

1.2. Charge d'affaires

1991-1994 none

1.3. Defense-, Army-, Air- and Naval Attaches

1991-1994 none

2. NNSC Briefings

2.1. Government, Business, Education

19.03.91	SW	Chief Intelligence Service Canada
22.03.91	CH	EC Parlametarians
06.05.91	CH	US National Defense University
24.09.91	SW	Royal College of Defence Studies
29.01.92	SW	Canadian Center of Management Development
22.02.92	CH	US National Air War College
05.05.92	CH	US War College
19.06.92	CH	Canadian Civil Servants, Hugh Stephens, Roy Cleminson, Alan Crawford
17.03.93	CH	Canadian National Defense College, COL Acreman
28.01.94	CH	Briefing and Slide Show for a delegation of 9 EU Parliament Members
02.02.94	CH	Briefing and Lunch for the Canadian Center of Management Development
11.02.94	CH	Briefing and Slide Show for the US War College
15.03.94	CH	Lunch, Briefing and Slide Show for three historians of UNC Historical Branch
19.04.94	CH	Lunch, Briefing and Slide Show for Conde Nast Traveler

2.2. Foreign General Officers, Ministers (excl. US), Royal Highnesses

16.06.92	SW	Brig Morgan, Briefing Falkland War
26.10.92	SW	Air Marshal Sir John and Lady Walker, Chief Military Intelligence British Army
02.11.92	SW	COL Acreman, LT (N) Quigley, Analyst Canadian Defense Ministry, Ottawa
05.11.93	CH	JSA Tour, Briefing, Slide Show and Lunch for his Royal Highness Prinz Philippe of Belgium
17.02.94	SW	FW Lunch for Brig Morgan, Commonwealth Member with wife
02.05.94	CH	Briefing, Slide Show and Lunch for Los Pistoleros and Pistolas (MEX, CHI, COL, E, ARG, I, VEN)

02.05.94 CH Briefing, Slide Show and Lunch for Los Pistoleros and Pistolas (MEX, CHI, COL, E, ARG, I, VEN)
 19.07.94 SW Lunch for BG Parr, Commonwealth Member and CPT (N) Thomas, UK Member

2.3. US: General Officers, - COL, - DOD, State Department Officials

22.04.91 SW MG Duffel, BG Williams
 08.06.91 SW UNC Rear Group
 29.10.91 SW ADM Barthust, BG Morgan, LTC McFall, LCDR Charlier, WINGCDR Utley

 15.07.92 SW MG Running, COL O'Dowd, LTC Shortal, MAJ Senn (incl. Luncheon)
 11.12.92 CH LTG Estes III, Cdr Osan AB, COL Scott Saunders
 30.12.92 SW MG James T. Scott, Cdr 2nd ID

 25.01.93 CH COL Timboe, Cdr 121 Evac Hospit, COL Wisselman, COL Priddy, COL Bell, LTC Nicolas, LT Hall
 15.11.93 CH Lunch for RADM Watkins, US Member, MG Hwang ROK Senior Member, BRIG Huh, ROK Member with wives

 03.02.94 CH Lunch and Briefing with Slide Show for the CINC and the DCINC
 24.02.94 SW Dinner for Officers of UNCMAC and ROKAG

3. Others: General Officers, COL, DOD and State Department (no NNSC Briefings)

18.12.90 CH RADM Vogt (FW)

 19.03.91 SW MG Record, RADM Mathys (Lunch)
 04.07.91 CH Mr. Bolton, US State Department (Lunch)
 19.07.91 SW COL O'Dowd, COL Byun, LCDR Julian (H/FW)
 02.12.91 CH BG Grant, BG Morgan (Lunch)

 25.05.92 SW LTC Turner, LTC Shortal (H/FW)

 26.02.93 CH LTG Estes III, COL Saunders
 19.07.93 SW H/FW Lunch for RADM Mathys, US Member, COL O'Dowd, UNCMAC Secretary, LTC Clark, Assitant Secretary/XO UNCMAC, MAJ Pernai, S3 UNCMAC, LCDR Nix, JDO South

 23.07.93 ?? Tour d'horizon with LTG Estes III, DCINC USFK, FKDC
 25.10.93 CH FW Dinner for MG Nilsson, Swedish Member
 16.11.93 CH Lunch and religious service with COL Seifried, Chaplain
 15.10.93 SW Tour d'horizon with LTG Estes III, DCINC USFK, FKDC
 19.11.93 ?? Tour d'horizon with LTG Estes III, DCINC USFK, FKDC

 21.01.94 CH Tour d'horizon with LTG Estes III, DCINC USFK, FKDC
 24.05.94 CH FW Lunch for COL Byun, Chief ROKAG and MAJ Peth, Language Branch

4. Other Events

4.1 1st ROK Division

1991-1994 none

4.2 2nd Infantry Division

21.02.91 CH MG Marsh
 21.11.91 SW MG Scott

1992-1994 none

4.3 Officers UNCMAC

1991-1992 none

11.11.93 CH H/FW Dinner for Officers UNCMAC and Camp Bonifas
 11.07.94 CH Lunch for MG Hwang, UNCMAC Senior Member
 12.07.94 SW H/FW Lunch for LTC Monti, JDO (o), MAJ Carmichael, LNO (o) and MAJ Braun, LNO (i), LTC Bercel, XO (i) and LTC Martin, Deputy (i)

4.4. Officers Camp Bonifas (twice a year)

26.11.91 CH Dinner
 23.06.92 SW Dinner
 24.02.93 CH Dinner
 11.11.93 CH H/FW Dinner for Officers UNCMAC and Camp Bonifas
 14.12.93 SW Dinner for the officers of Camp Bonifas
 04.05.94 CH FW Lunch for LTC Shortal, Cdr Camp Bonifas (o)
 26.05.94 CH H/FW Dinner for MAJ Davidson, S3 (o) and MAJ Burrer, S3 (i)

4.5. NCO's Camp Bonifas / UNCMAC/ROKAG (once a year)

14.04.92 CH Dinner
 1993 none
 25.03.94 CH Dinner for the NCO's UNCMAC/ROKAG

4.6. Officers Camp Greaves (once a year, ends always in the Swiss Club)

28.01.92 CH Dinner
 18.11.92 CH Dinner
 22.11.93 CH Dinner for the officers of Camp Greaves

4.7. Drivers (since 1994 twice a year all Escort section)

13.12.93 SW FW Dinner for Escort Drivers
 14.02.94 SW FW Dinner for Escort Drivers (2)
 20.06.94 SW FW Dinner for Escort Drivers (1)
 29.08.94 CH Drivers BBQ

4.8. TSD

21.10.93 CH Volleballgame and Slide Show with Teachers TSD
 09.12.93 SW Christmas Party for TSD Children

4.9. Others

17.11.93 CH Members Dinner
 27.07.93 CH NNSC 40st Anniversary in the JSA with 30 guests from the South Side and a group of Swiss Veterans to the NNSC
 02.09.93 SW Members Dinner
 13.09.93 PO Members Dinner
 16.09.93 CH Lunch for the nice of COL Kastelik, Polish Alternate Member
 26.10.93 PO FW Dinner MG Nilsson (Members only)
 15.11.93 CH FW Luncheon for Chinese LNO
 12.01.94 CH NNSC New Years Luncheon in the JSA
 24.02.94 PO Members Dinner
 08.03.94 UNCMAC H/FW Lunch for COL Berntsson (o) and COL Lampinen (i)

14.03.94	CH	Members Dinner
08.04.94	CH	Lunch for MAJ Carmichael, NNSC LNO and his parents
21.04.94	SW	Members Dinner
22.04.94	SW	Operational Briefing given by UNCMAC followed by a lunch
18.05.94	PO	Members Dinner
27.05.94	CH	Briefing for and by JUSMAG-K followed by a lunch
27.06.94	CH	Members Dinner
16.06.94	SW	Lunch followed by a Briefing by COL Alstermark, Military Adviser to Swedish Representation at UNC HQ, New York
18.07.94	SW	Briefing, Slide Show and Lunch for the Yongsan Dentist's
02.06.94	SW	Briefing given by GEN (ret) Paik Sun Yup followed by Lunch
22.07.94	CH	Briefing given by Mr. Glenn Rice, Chf, Cmd Relations, CFC C-5 followed by lunch
29.07.94	CH	NNSC 41st Anniversary in the JSA with 30 guests from the South Side and 16 guests from the North Side
18.08.94	SW	Members Dinner
19.08.94	SW	FW Dinner for LTC Thevenaz, Swiss Alternate Member
01.09.94	SW	Lecture concerning AA negotiations given by GEN (ret) Paik Sun Yup followed by a FW-Lunch for Mr. John Sullivan, Command History Office

5. Alternates as Host

12.04.91	CH	CPT Kane (H)
25.04.91	SW	MAJ Lee, ROKAG (FW)
29.04.91	SW	CPT Wilson (H)
26.06.91	CH	MAJ Twomey, MAJ Terry, MAJ Yoon, MAJ Bang, CPT Thode, CPT Phelan, CPT Watts (H/FW)
05.07.91	SW	MAJ Shoaf, MAJ Ratliff, CPT Nixon (H/FW)
25.07.91	CH	MAJ Funk, MAJ Feliz (H/FW)
21.08.91	SW	LCDR Legg, CPT Davis, CPT Lautz (H)
17.12.91	CH	CPT Upshaw, CPT Brundige, CPT Foster (H/FW)
18.12.91	CH	LCDR Imgrund (FW)
16.03.92	SW	CPT Smith, LT Morris (H)
24.04.92	CH	CPT Cane, CPT In (H/FW)
24.06.92	SW	MAJ Terry, MAJ Davis, CPT Nixon, CPT Lautz, 1LT Jackson (FW)
27.07.92	CH	LCDR John C. Legg (o), LCDR Daryl Nix (i) (H/FW)
10.08.92	CH	MAJ Yoon Suk Dam (o), MAJ Kwon Suk Chan (i) (H/FW)
20.08.92	SW	MAJ Conrad Reynolds (o), MAJ David Carmichael (i), NNSC LNO
24.11.92	CH	CPT Brundige (o), CPT Timm (i), CPT Sangvic (i)
02.03.93	SW	LTC Kim, ROKAG (FW)
31.08.93	CH	Hail Lunch for COL Chilton, UNCMAC Secretary
20.09.93	CH	Briefing and Lunch for the Canadian Royal College of Defense
06.10.93	CH	H/FW Dinner CPT Warren (i), CPT Timm (o), S1, Camp Bonifas
07.12.93	CH	FW Dinner for COL Kastelik, Alternate Member Polish Delegation
25.01.94	CH	H/FW Dinner for MAJ Cuprys (i) and WO2 Novak (o), Chief of Office Polish Delegation
26.07.94	SW	Alternates Dinner with LTC Garner, Cdr Camp Bonifas
09.08.94	CH	H/FW Dinner for LCDR Wiklo, Polish Secretry (i), MAJ Wroblewski, Polish QM (o) and CPT Zarnowski, Polish QM (i)

Swiss Events

1. Embassies

1.1. Ambassadors

- 20.11.93 Lunch, JSA Tour, Tunnel 3 and Briefing with Slide Show for the Ambassadors of Turkey, South Africa, Spain and Switzerland with wives
- 12.02.94 Lunch for the Ambassadors of Russia and Switzerland
- 15.02.94 Lunch, JSA Tour, Tunnel 3 and Briefing with Slide Show for the Ambassadors of France and his wife and COL Lemarchand with wife
- 21.04.94 Lunch, JSA Tour, Briefing and Slide Show for the Ambassador of Belgium and the First Secretary
- 27.04.94 Briefing, Slide Show, JSA Tour, Tunnel 3 and Lunch for the Ambassador of the USA and his wife and his son with his wife and COL McKinney with his wife
- 09.05.94 JSA Tour and Lunch for the wife of the Ambassador of Portugal and her daughter and their friends
- 20.05.94 JSA Tour, Briefing and Slide Show and Lunch for the Ambassador of Italy and the Ambassador of Ireland with wife
- 03.06.94 Briefing, Slide Show and Coffee for the staff of the German Embassy
- 18.08.94 JSA Tour, Briefing, Slide Show and Lunch for a group of Latino Ambassadors (ARG, BRA, CHI, ECU)

1.2. Charge d'affaires

- 25.05.94 JSA Tour, Briefing, Slide Show and Lunch for Mrs. Zehnder (wife of Mr. Schoenenberger) and Mr. Herter (brother in law) and Mrs. Zehnder (sister)

1.3. Defense-, Army-, Air- and Naval Attaches

- 27.01.94 H/FW Dinner for COL GS Ritzmann (o) and COL GS Doelker (i)
- 25.07.94 Lunch and Dinner for Prof. Dr. A. A. Stahel, Dozent MFS, Waedenswil
- 26.07.94 Lunch for Dr. Jakob Mayer, Sicherheitschef Swissair and Chef Kriminaltechnischer Dienst der Stadtpolizei Zuerich with wife

2. NNSC Briefings

2.1. Government, Business, Education

- 08.09.93 JSA Tour, Briefing, Slide Show and Lunch for Managers from UBS Korea
- 30.10.93 Lunch for Mr. and Mrs. Lohmann, Ciba Korea and Mr. and Mrs. Kwaak
- 18.11.93 JSA Tour, Tunnel 3, Briefing, Slide Show and Lunch for a group of Swiss Travel Agents from Geneva
- 06.01.94 Lunch for two journalist of Yonhap
- 23.01.94 Lunch for Mr. Sieler, Baier Korea, Mr. Coley, Nestle, Mr. Pasquier, Swissair with wives
- 05.03.94 Lunch, JSA Tour, Briefing and Slide Show for Mr. R. Masip, Mr. O. Garrett and Mr. T. Coley, Nestle with their wives
- 18.04.94 Lunch and JSA Tour for Mr. Walter Leu, Director ONST and his daughter and Mr. Fritz Lauber, Director ONST Tokyo
- 22.04.94 JSA Tour, Tunnel 3 and Lunch for Mr. Jean Paul Dietrich and his wife
- 24.04.94 Dinner, Briefing and Slide Show for Mr. Alfred Gremli, SKA and Mr. P. Bischof, SKA Korea
- 25.04.94 JSA Tour and Lunch for Mr. and Mrs. B. Buchmann
- 21.05.94 JSA Tour, Tunnel 3, Briefing, Slide Show and Lunch for Mr. and Mrs. Mills, Quantas Korea and Mr. and Mrs. Flury, SBG and parents, and Mr. and Mrs. Walther, Cosa Liebermann, and Mr. and Mrs. Pulver Cosa Liebermann
- 23.05.94 JSA Tour, Briefing, Slide Show and Lunch for Mr. and Mrs. Hofmann, GM Swiss Grand Hotel and Mr. and Mrs. Preisig, F&B Manager
- 28.05.94 Visit Meruk of Paju, Briefing, Slide Show and Lunch for Mrs. Bosma, Mr. and Mrs. Ogee and Mr. and Mrs. Zambelli, and Mr. Pejrole, Mr. and Mrs. Pangratis, EU
- 17.06.94 Briefing, Slide Show and Lunch for 40 journalist from the UNDP Congress in Seoul
- 22.06.94 JSA Tour, Briefing, Slide Show and Lunch for Mr. Monod, ICRC Asia and Mr. Swinarski, ICRC, Hong Kong
- 16.07.94 JSA Tour, Briefing and Slide Show Paul D. Bischof, Senior Representativ Credit Swiss and Charles P. Greuter, Director Credit Swiss

27.08.94 JSA Tour, Briefing, Slide Show and Lunch for a group of the Swiss PTT

2.2. Foreign General Officers, Ministers (excl. US), Royal Highnesses

10.09.93 JSA Tour, Briefing, Slide Show and Refreshments for a delegation of the Wallonen Government, Belgium

14.01.94 Lunch for COL McCormack, Australien Member and his family

01.07.94 Briefing, Slide Show and Lunch for COL Jean-Paul Savreau, LTC Gilbert Lemarchand, CWO2 Xavier MacDonald ,CWO2 Christian Lacroix and Mr. Yves Trebucq from the French Embassy

27.06.94 JSA Tour, Briefing, Slide Show and Refreshments for a group from the ROK Woman Officers School

2.3. US: General Officers, COL, DOD, State Department Officials

08.11.93 Dinner for LTC Baker, Cdr Camp Phelam and 2 officers of his staff

30.11.93 Dinner for COL Dunn, Cdr Eng Bde Camp Howze and his staff

06.12.93 Dinner for COL R. Hasbrouck, Assistant Chief of Staff, J2, COL R. Isler, CDR 501st Military Intelligence Brigade and LTC A. Chaney, CDR 524th Military Intelligence Battalion

29.12.93 Dinner for Brig and Mrs. Scales, Assistant Division Commander Manoeuver, 2nd ID

28.01.94 Lunch for RADM Watkins, US Member and Mr. Jimmy Lee, Special Advisor

29.04.94 Lunch for MG DeFrancisco, J2 and COL Hasbrouck, Cdr 501 MI Brigade

15.05.94 Lunch for RADM Watkins, US Member and BG Scales, Assistant Division Commander Manoeuver, 2nd ID and their wives

3. Others: General Officers, COL, DOD and State Departement (no NNSC Briefings)

25.10.93 FW Dinner for MG Nilsson, Swedish Member

19.05.94 FW Dinner for Mike Baier, Senior Service College Fellow, Korea Institute for Defense Analyses

07.07.94 H/FW Dinner for COL R. Dunn III and COL Houg Y. Soo, Cdr Eng Bde 2nd ID, Camp Howze and his staff

4. Other Events

4.1 1st ROK Division

4.2 2nd Infantry Division

4.3 Officers UNCMAC

10.01.94 H/FW Lunch for MAJ Bang (o) and MAJ Choe (i)

4.4. Officers Camp Bonifas

4.5. NCO's Camp Bonifas / UNCMAC/ROKAG

24.03.94 Dinner for NCO's UNCMAC/ROKAG

4.6. Officers Camp Greaves

4.8. Others

24.07.93 Incheon Tour for a group of NNSC Veterans

25.07.93 City Tour for a group of NNSC Veterans

26.07.93 JSA Tour, Briefing and Lunch in the JSA for a group of NNSC Veterans

27.07.93 Visit Tunnel 3 for a group of NNSC Veterans

03.08.93 JSA Tour, Tunnel 3 and Lunch for the parents of LTC Bettex

09.08.93 JSA Tour and Lunch for Mr. Singer, GM Paradise Beach Hotel, Pusan

25.08.93 JSA Tour and Lunch for Mr. and Mrs. Ruch, Trainee Swiss Embassy, Seoul

10.09.93 JSA Tour and Lunch for a group of Swiss Businessmen and Mrs. Junker, Honorary Consul of Austria

05.10.93 JSA Tour, Tunnel 3 and Lunch for Mr. and Mrs. J.-P. Ruch, Trainee Swiss Embassy, Seoul and Mr. and Mrs. Kenneth

17.12.93 Lunch for Mr. Schafroth, former QM Swiss Delegation

03.03.94 JSA Tour and Lunch for three Navy Officers

24.03.94 Tunnel 3 and FW Lunch for Mr. Fitze and Ms. Hersche, Attache Swiss Embassy Seoul

20.04.94 Lunch for a Quantas Crew

26.04.94 JSA Tour, Tunnel 3 and Lunch for the parents of CPT Grolimund

27.04.94 Briefing by Mr. Ch. Swinarski, ICRC

28.06.94 Lunch for Dr. Thomas Bucherli, former Secretary Swiss Delegation

07.07.94 Lunch for Mr. Hans Wirz, Controller EDA

13.07.94 H/FW Lunch for COL Dunn (o) and COL Soo (i), CDR Eng Bde, Camp Howze

01.08.94 Swiss National Day with 167 guests

05.08.94 Lunch for Mrs. G. Ferrar, President of Language Arts & Training and Mrs. Suzanna M. Samstag, Editor at Newsweek of Korea

5. Alternates as Host

27.09.93 Lunch for Polizeimajor Hugi and his family

04.10.93 JSA Tour and Lunch for Mrs. Christen and family, Swissair

21.10.93 JSA Tour, Tunnel 3 and Lunch for CPT Joergensen's brother and Mr. and Mrs. Gloor, Attache Swiss Embassy and his brother in law

29.10.93 Lunch for Mr. and Mrs. Pestalozzi, Nestle

ANNEXE NO. 13

AMBASSADE DE FRANCE
EN CORÉE

Séoul, le 17 février 1994

L'Ambassadeur

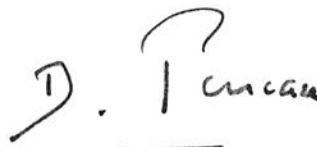
Mon Général,

Mon épouse se joint à moi pour vous redire à quel point nous avons apprécié cette journée passée en votre compagnie à PANMUNJOM.

La descente dans le tunnel n°3, la visite de la Joint Security Area et cette première occasion d'apercevoir la Corée du Nord resteront pour longtemps gravées dans nos mémoires. Ce programme intéressant n'aurait cependant pas eu la même saveur s'il n'avait été rehaussé par la qualité et la gentillesse de l'accueil que vous-même, votre épouse et vos officiers nous ont réservé.

La pertinence de vos commentaires, votre profonde connaissance de la Corée du Nord et des problèmes du moment dans la péninsule coréenne, votre souci d'objectivité, ont apporté un complément idéal aux visites et présentations organisées par la 1^o Division et le J.S.A.

Avec encore tous mes remerciements, et mes hommages à madame SANDOZ, je vous prie d'agréer, Mon Général, l'assurance de ma haute considération.



Dominique PERREAU.

Général et Madame SANDOZ
Ambassade de SUISSE

ANNEXE NO. 14



AMBASSADOR OF THE
UNITED STATES OF AMERICA
SEOUL, KOREA

April 28, 1994

Dear General Sandoz:

I write to thank you for your warm and gracious hospitality yesterday toward my family and me as well as Colonel McKinney and his family. We found your briefing very informative and the conversation around a delicious lunch most enlightening.

You were kind to give me your entire day, and I hope there will be other opportunities for us to see each other and to exchange views on progress in resolving the issues before us.

Berta joins me in warm regards and appreciation both to you and Mrs. Sandoz for your most kind and attentive hospitality.

Sincerely,

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "James T. Laney".

James T. Laney

Major General Bernard Sandoz,
Swiss Leader,
Neutral Nations Supervisory Commission,
Panmunjom.

J.-P. DELAMURAZ
CONSEILLER FÉDÉRAL

Berne, le 17 avril 1991

Monsieur le Major-Général Sandoz
Délégation NNSC, Panmunjom
Ambassade de Suisse

S é o u l

Mon cher Général,

Je saisis cette occasion pour vous exprimer mes plus vifs remerciements pour votre excellent accueil lors de notre visite à Panmunjom. La chaleureuse atmosphère que vous avez su créer avec votre épouse lors de cette soirée restera pour nous tous un souvenir inoubliable.

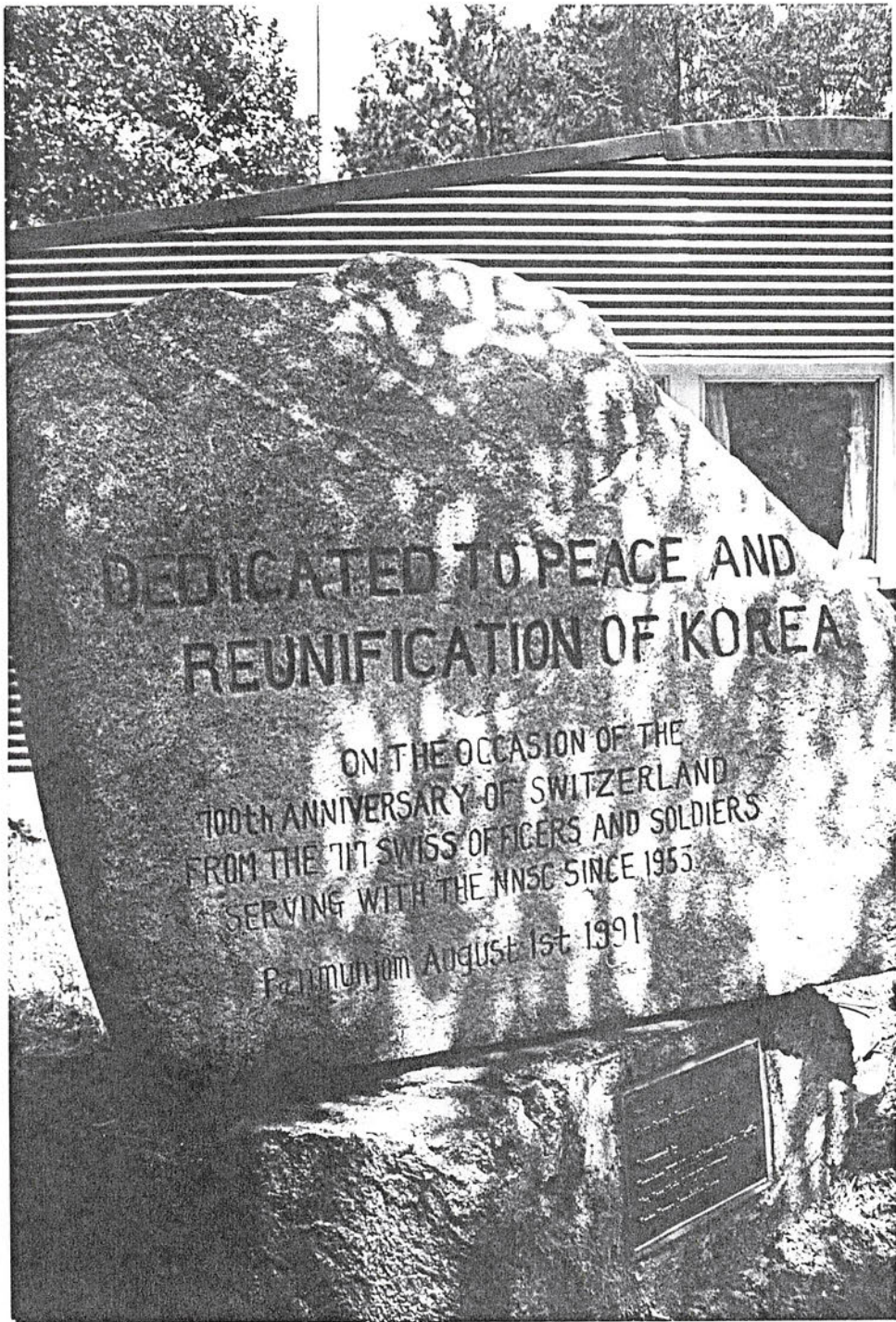
Cette deuxième visite à Panmunjom en cinq ans m'a confirmé l'importance du rôle de la Suisse au sein de la NNSC. Malgré des conditions qui sont loin d'être faciles, vous vous acquittez de votre tâche à merveille. Vous êtes en quelque sorte un "soldat de la paix", n'est-ce pas la mission la plus fondamentale, et en même temps la plus périlleuse, pour un homme ?

Soyez sûr, mon Général, que le Conseil fédéral et le peuple suisse dans son ensemble apprécient à leur juste valeur votre action et celle de votre équipe sur ce trop fameux 38ème parallèle. Les Suisses de Panmunjom symbolisent avec courage, volonté et dignité l'attachement de notre pays à la paix, nous vous en sommes très reconnaissants.

Permettez-moi, mon Général, Mme Sandoz ainsi que toute votre équipe, de vous remercier une fois de plus, non seulement pour la charmante soirée que vous nous avez offerte, mais surtout pour la mission que vous remplissez à la perfection.

Veuillez agréer, mon cher Général, l'expression de mes salutations les plus cordiales,





ETH

EIDGENÖSSISCHE TECHNISCHE HOCHSCHULE ZÜRICH

Institut für Geschichte

Zürich, 20. September 1993

Archiv für ZeitgeschichteScheuchzerstrasse 68/70
Durchwahl-Nr. 01/632 40 03
Telefonzentrale 01/632 11 11

Postadresse:

Archiv für Zeitgeschichte
ETH - Zentrum
CH - 8092 ZürichHerrn
B. A. Sandoz
Chef Swiss Delegation
Neutral Nations Supervisory
Commission for Korea
Panmunjom
Kuriersektion EDA
3003 Bern

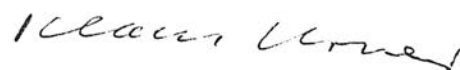
Sehr geehrter Herr Sandoz,

Für die Ueberreichung des Jubiläumswerkes "The Swiss Delegation to the NNSC 1953 - 1993 Panmunjom (Korea)" zu Händen des Archivs für Zeitgeschichte danke ich Ihnen sehr.

Die Initiative des "Center for Asia-Pacific Studies", zum 40jährigen Bestehen der Schweizerischen Korea-Mission diese informative und ansprechende Publikation herauszugeben, ist sehr erfreulich. Die Studie leistet mit ihren verschiedenen Beiträgen von koreanischer und schweizerischer Seite eine wesentliche Vertiefung der bisherigen Kenntnisse und vermittelt vor allem auch den Einblick in die Weiterentwicklung während der letzten zehn Jahre. Ich hoffe, dass das Buch seine verdiente Verbreitung findet, auch wenn es nicht im Buchhandel erhältlich ist.

Für Ihre Tätigkeit in Panmunjom sende ich Ihnen die besten Wünsche. Auch wenn die dortigen Entwicklungen mit den abrupten Veränderungen in Europa nicht zu vergleichen sind, so eröffnet der globale Umbruch auch dort Perspektiven, welche die Arbeit der Schweizer Delegation interessanter gestalten als während der Jahre völliger Immobilität.

Mit freundlichen Grüssen



Prof. Dr. Klaus Urner

ANNEXE NO. 18



HEADQUARTERS, UNITED NATIONS COMMAND
APO AP 96205-0010

August 1, 1994

REPLY TO
ATTENTION OF:

Office of the Commander in Chief

Major General Bernard Sandoz
Member, Swiss Delegation
Neutral Nations Supervisory Commission
APO 96205

Dear General Sandoz:

The members of United Nations Command join me in extending warmest congratulations to you and your countrymen on the 703rd anniversary of the establishment of the first Swiss confederation.

Swiss dedication to peace and talent for promoting harmonious relations are demonstrated in that your great nation has remained united since the year 1291 and has maintained international neutrality for almost 500 years.

Switzerland's involvement in keeping the peace here in Korea is consistent with the centuries-old Swiss tradition of voluntary participation and impartiality in the mediation of international disputes.

Please accept the United Nations Command's thanks for the important role you play here, and our best wishes for a bright future.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Gary E. Luck".

Gary E. Luck
General, U.S. Army
Commander in Chief

Neutral Nations Supervisory Commission
for Korea
SWISS DELEGATION

Panmunjom, 6. Oktober 1994/ho

EDA	Bundesrat Falvio Cotti	EMD	Bundesrat Kaspar Villiger
	Staatssekretär J. Kellenberger		Kkdt Arthur Liener
	Politische Abteilung I	BADJ	Divisionär Fritz Husi
	Politische Abteilung II	BADJ, KSR	Dr. W. Knüsli
	Politische Abteilung III	UNA, GGST	
	Politisches Sekretariat	EVD	BAWI, Asiatische Länder
	Direktion Völkerrecht	NNSC	MG Peter Sutter
	Direktion für Internationale Organisationen		
	Direktion für Verwaltungsangelegenheiten und Aussendienst		

Schweizerische Missionen New York, Wien

Botschaften Moskau, Peking, Prag, Seoul, Stockholm, Tokyo, Warschau, Washington

VA Tokyo

an	FMD 90	RX	a/a
Datum	13/10		
Visa	F4 9		RX
EDA	13 OCT. 1994		
Ref.	p. B. 73. Corée. O. I. (37)		

Schlussbericht

Anbei sende ich Ihnen meinen Schlussbericht. Er deckt die Periode vom 31.08.90 bis zum 6.10.94 ab.

Mit freundlichen Grüßen

Der Delegationschef



(B. Sandoz)